MARDI 30 JUILLET 2024
80E ANNÉE – N° 24750
3,60 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

Venezuela : Maduro revendique une victoire contestée

▸ Selon le Conseil national électoral, le président sortant de la République bolivarienne a remporté le scrutin présidentiel du dimanche 28 juillet

▸ Rassemblée derrière la candidature d'Edmundo Gonzalez, l'opposition estime avoir obtenu la majorité des suffrages et hésite entre colère et résignation

▸ Les Etats-Unis ont immédiatement exprimé de « sérieux doutes » quant à l'exactitude des résultats, et l'UE a réclamé une « transparence totale »

▸ Comme Cuba ou la Bolivie, la Chine a, elle, félicité Nicolas Maduro et s'est dite « prête à enrichir le partenariat stratégique » entre Pékin et Caracas

▸ Le régime est soumis à des sanctions économiques décrétées par Washington en 2015 et renforcées en 2019

PAGE 3

LES FRANÇAIS SE PRENNENT AUX JEUX

▸ **Sur les sites olympiques et en dehors, une euphorie contagieuse se fait sentir depuis l'ouverture des JO**

▸ **Portés par cette ambiance, les athlètes tricolores ont remporté huit médailles en deux jours**

PAGE 11




Le public venu soutenir Léon Marchand, aux Jeux de Paris 2024, à Nanterre, le 28 juillet. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »



VTT
Pauline Ferrand-Prévot, l'or de la revanche

Natation
Le couronnement de Léon Marchand, maître des coulées

Rugby
Comment le VII de France s'est forgé un destin

SUPPLÉMENT – 8 PAGES

Etats-Unis
L'engouement démocrate pour la candidate Kamala Harris
PAGES 4-5

Politique
Pascal Canfin, de Renew, appelle à « créer des ponts avec le NFP »
PAGE 8

Economie
Comment la France tente de rebâtir une filière du paracétamol
PAGE 12

Proche-Orient
Israël soupèse sa riposte contre le Hezbollah

Un tir de roquette attribué au mouvement chiite libanais a tué 12 enfants et adolescents, et fait 29 blessés sur le plateau du Golan occupé, faisant courir le risque d'un changement d'échelle dans le conflit qui se poursuit depuis le 7 octobre 2023
PAGE 2

l'été en séries


XAVIER LISSILOUR

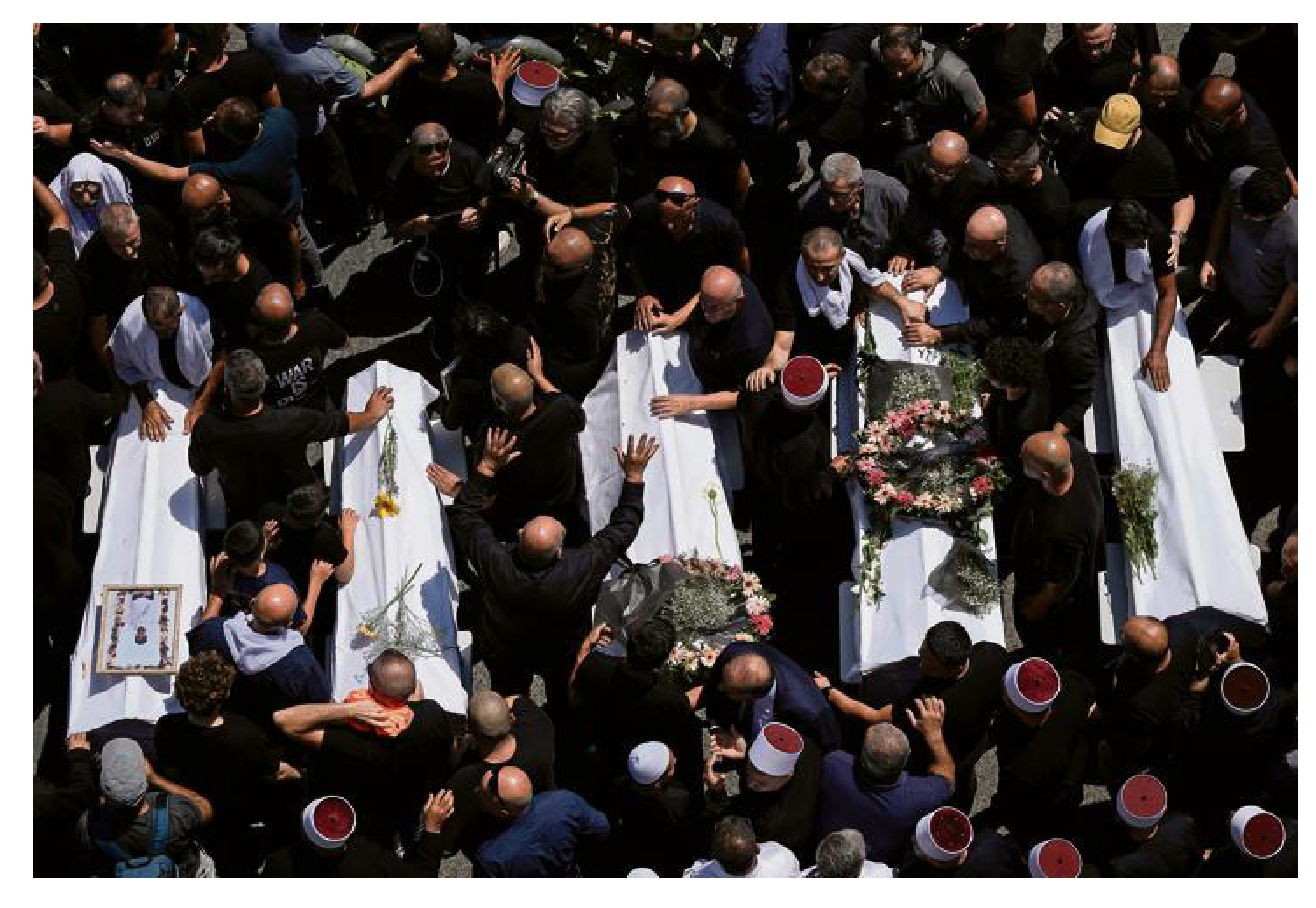
En Italie, les plages de l'entre-soi
De la Méditerranée à l'Adriatique, les établissements privés reflètent les divisions du pays
PAGE 18

Qui étaient vraiment les druides gaulois ?
L'archéologue Jean-Louis Brunaux déconstruit les idées reçues sur ces figures antiques
PAGE 20

ÉDITORIAL
AU BANGLADESH, LA RÉVOLTE CONTRE L'ABSOLUTISME
PAGE 21

M 00147 - 730 - F: 3,60 €

Algérie 220 DA, Allemagne 4,70 €, Andorre 4,20 €, Autriche 4,40 €, Belgique 3,90 €, Espagne 4,10 €, Grèce 4,10 €, Guadeloupe-Martinique 3,90 €, Italie 4,10 €, Luxembourg 4 €, Maroc 30 DH, Pays-Bas 4,50 €, Portugal cont. 4,10 €, La Réunion 3,90 €, Sénégal 2 500 F CFA, Suisse 4,80 CHF, Tunisie 6,50 DT



Lors de l'enterrement des douze adolescents tués par une frappe de roquette, dans le village druze de Majdal Shams, sur le plateau du Golan sous contrôle israélien, le 28 juillet.
LEO CORREA/AP

Israël soupèse sa riposte contre le Hezbollah

Le tir qui a tué douze enfants dans le Golan annexé par Israël ravive les tensions avec le mouvement libanais

JÉRUSALEM, BEYROUTH - *correspondants*

La riposte israélienne est certaine, mais elle tardait encore, lundi 29 juillet au matin. Le risque existe que l'Etat hébreu ne bascule dans un conflit de plus grande ampleur avec le Hezbollah libanais, deux jours après le tir de roquette attribué au mouvement chiite, qui a tué douze enfants et adolescents et fait vingt-neuf blessés sur un terrain de football à Majdal Shams, une ville druze du plateau du Golan occupé et annexé par Israël.

Aux yeux d'Israël, ce tir a légitimé un changement d'échelle du conflit, et rendu plus applicables des plans de frappes que l'Etat hébreu soupesait depuis des mois. Lundi, tout le Liban demeurait suspendu à cette réponse. Certains vols à destination de l'aéroport international de Beyrouth, le seul du pays, ont été annulés ou retardés.

Ce conflit qui se poursuit depuis octobre 2023 en écho à la guerre à Gaza a fait 160 000 déplacés des deux côtés de la frontière israélo-libanaise, 527 morts au Liban, dont 104 civils, selon un décompte de l'Agence France-Presse, et 46 morts en Israël, dont une moitié de soldats. Le Hezbollah a cherché à limiter ses attaques pour l'essentiel à des cibles militaires, mais l'intensité de ses tirs rendait d'importantes pertes civiles tôt ou tard inéluctables en Israël.

L'armée israélienne le reconnaît : il y a peu de chance que le Hezbollah ait intentionnellement frappé cette ville de la partie du Golan conquise par Israël sur la Syrie en 1967, puis annexée en 1981, dont nombre d'habitants refusent la nationalité israélienne. Mais l'Etat hébreu a identifié le missile de fabrication iranienne, un Falaq-1, et nommé un commandant du Hezbollah jugé responsable.

Le Hezbollah répond à des tirs incessants et méthodiques contre ses hommes par des salves de roquettes et de drones, jusqu'à environ deux cents simultanément, et jusqu'à une quarantaine de kilomètres de la frontière. Ce fut le cas samedi. Après une frappe israélienne qui a tué quatre de ses combattants à Kfar Kila, au Liban sud, le Parti de Dieu avait revendiqué une série de tirs, notamment contre le quartier général de la brigade Hermon, proche de Majdal Shams, qu'il prend régulièrement pour cible.

Différents scénarios sont évoqués lundi, allant jusqu'à une opération de plusieurs jours

Un porte-parole du Hezbollah a néanmoins nié que le mouvement soit l'auteur du tir meurtrier sur ces civils. Des comptes proches du mouvement chiite libanais ont suggéré, sur les réseaux sociaux, que l'incident a été causé par un dysfonctionnement du Dôme de fer, le dispositif israélien destiné à intercepter les roquettes lancées sur son territoire.

Le Hezbollah prend garde de s'assurer l'adhésion des autres communautés au Liban à sa décision de mener un *« front de soutien »* au Hamas dans la bande de Gaza contre Israël, au risque d'une confrontation avec l'Etat hébreu. Dimanche, le chef de la communauté druze au Liban, Walid Joumblatt, a réitéré son soutien au mouvement chiite, l'absolvant de toute responsabilité dans l'incident meurtrier de Majdal Shams. Il a appelé les autorités libanaises et l'envoyé spécial américain, Amos Hochstein, à parvenir à un cessez-le-feu au Liban sud.

De premières répliques israéliennes ont touché dans la nuit de samedi à dimanche des sites déjà visés par le passé, près de la frontière et du port de Tyr, selon l'armée. Une frappe, plus rare, a atteint la plaine de la Bekaa, à une soixantaine de kilomètres de la frontière. Puis le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, de retour de voyage à Washington, a dirigé une réunion du cabinet de sécurité, qui lui a donné licence pour décider de la réponse avec le ministre de la défense, Yoav Gallant.

Différents scénarios sont évoqués lundi, allant jusqu'à une opération de plusieurs jours, des frappes intensives contre des cibles militaires dans le Sud, la Bekaa et jusqu'en Syrie, qui pourraient se coupler à des incursions de forces spéciales. Une telle entreprise pourrait envoyer un signal fort au Hezbollah, tout en l'invitant à la retenue, et l'inciter à ouvrir des négociations pour un retour du statu quo à la frontière libanaise.

Mise en garde de Washington

L'armée indique qu'elle ne souhaite pas une escalade vers une guerre ouverte, mais plusieurs options qui constitueraient des lignes rouges pour le Hezbollah sont évoquées. Notamment des frappes contre des infrastructures civiles, à la manière de celles menées contre les dépôts de carburant du port d'Hodeïda, au Yémen, détruits par Israël en juillet à la suite d'un tir de drone des rebelles houthistes qui avait fait un mort à Tel-Aviv.

Le Hezbollah a déjà signalé ses capacités de riposte, en lançant un drone durant le week-end vers la plate-forme gazière israélienne de Karish, en Méditerranée. Washington, qui s'est lourdement investi depuis octobre 2023 pour prévenir une escalade régionale de la guerre hors de Gaza, a mis son allié israélien en garde contre des frappes visant des cadres du Hezbollah à Beyrouth, dont Israël s'était abstenu jusqu'ici.

L'Etat hébreu se trouve limité par l'état de ses stocks d'armes, diminués après neuf mois de guerre, alors que les livraisons américaines ont ralenti ces derniers mois. Nombre de réservistes ont servi à de multiples reprises depuis octobre et s'épuisent. Le matériel motorisé, les blindés ont besoin de maintenance. Enfin, des opérations d'envergure se poursuivent dans l'enclave palestinienne, dont le premier ministre israélien a cherché à légitimer la poursuite lors de son adresse au Congrès américain, le 24 juillet.

M. Nétanyahou est de nouveau accusé de gâcher les négociations en cours avec le Hamas en faveur d'un cessez-le-feu et de la libération d'otages, qui pourrait mécaniquement réduire les hostilités à la frontière libanaise. Dimanche, le chef du Mossad, David Barnea, et les médiateurs américain, égyptien et qatari, se sont brièvement réunis à Rome.

S'il dit se tenir prêt à l'éventualité d'une guerre ouverte avec Israël, le Hezbollah multiplie pour sa part les démonstrations de force à des fins de dissuasion. Depuis octobre 2023, il a levé le voile sur des capacités militaires qui lui permettent de surveiller le territoire israélien, de déjouer ses défenses antiaériennes, et d'abattre ses drones dans le ciel libanais.

L'Iran, parrain du Hezbollah, cherche lui aussi à éviter une guerre qui pourrait entraîner une escalade régionale et l'intervention des forces de *« l'axe de la résistance »* à Israël en Syrie, en Irak et au Yémen. *« Nous ne voulons pas* [d'une guerre] *parce que la République islamique d'Iran cherche toujours à réduire les tensions dans la région »*, a ainsi tweeté samedi soir l'ambassadeur iranien au Liban, Mojtaba Amani, estimant les chances d'une escalade *« très mince en raison des rapports de force »*.

« Va-t'en, meurtrier ! »

Les acteurs au sein de l'« axe de la résistance » multiplient, elles aussi, les démonstrations de force à des fins de dissuasion. Après l'attaque revendiquée par les houthistes yéménites contre Tel-Aviv, le 19 juillet, les milices chiites irakiennes, proches de l'Iran, ont repris depuis trois jours leur harcèlement contre les bases américaines en Syrie et en Irak.

Signe de la fébrilité des autorités libanaises, le gouvernement a publié, samedi soir, un communiqué *« condamnant tous les actes de violence et les attaques contre les civils, appelant à une cessation immédiate des hostilités sur tous les fronts »*. Dimanche, le chef de la diplomatie libanaise, Abdallah Bou Habib, a assuré, à la chaîne saoudienne Al-Hadath, que le Hezbollah était prêt à retirer ses forces du Liban sud, au-delà du fleuve Litani, si Israël cesse ses *« violations »* au Liban, comme le stipule la résolution onusienne 1701 qui régit le statu quo à la frontière depuis la guerre de 2006.

Le Hezbollah n'a pas pris lui-même cet engagement jusqu'à présent. Face aux efforts menés par l'envoyé spécial américain, M. Hochstein, ainsi que par la France, pour parvenir à un accord sur un nouveau modus vivendi entre Israël et le Hezbollah, le mouvement chiite pose en préalable à l'ouverture de négociations indirectes avec Israël la mise en œuvre d'un cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Dimanche, en Israël, des familles des enfants tués à Majdal Shams ont décliné une invitation de M. Nétanyahou à les rencontrer. Plusieurs ministres ont ignoré les demandes d'une instance communautaire druze, qui leur demandait de ne pas se rendre aux funérailles. Certains ont été pris à partie par la foule. Le ministre des finances, le suprémaciste Bezalel Smotrich, a été hué, aux cris de *« On ne veut pas de toi dans le Golan. Va-t'en, meurtrier ! »*

Un chef spirituel de la communauté, Mouafaq Tarif, a déploré le fait que les villages druzes demeurent mal équipés pour faire face à de telles attaques, manquant d'abris anti-bombes ou d'équipes de secours d'urgence. *« Nous avons permis au Hezbollah de renforcer ses capacités militaires et nous n'avons rien fait. Voilà le résultat »*, allait-il jusqu'à avancer, en écho aux habitants juifs des régions frontalières, qui sont nombreux à exiger une opération de large ampleur au Liban. ■

LOUIS IMBERT ET HÉLÈNE SALLON

Gaza : les frappes israéliennes et les déplacements forcés continuent

Des chars israéliens se sont enfoncés, dimanche 28 juillet, dans les villes d'Al-Karara, Al-Zanna et Bani Suheila, situées à l'est de Khan Younès, poussant des milliers de familles vers les zones déjà surpeuplées d'Al-Mawasi, à l'ouest, et de Deir Al-Balah, dans le nord de la bande de Gaza. Par ailleurs, deux frappes israéliennes sur Khan Younès, dont une sur le quartier d'Al-Mawasi pourtant déclaré « zone humanitaire » par Israël, ont fait au moins 15 morts, ont déclaré des responsables médicaux, qui annoncent 66 morts en vingt-quatre heures. Le ministère de la santé du gouvernement du Hamas a donné dimanche un nouveau bilan de 39 324 morts et de 90 830 blessées dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023.

Venezuela : la victoire de Nicolas Maduro contestée

L'opposition dénonce le résultat officiel de l'élection présidentielle et affirme avoir obtenu 70 % des voix

CARACAS - *envoyée spéciale*

Le résultat du scrutin présidentiel vénézuélien est tombé, quelques minutes après minuit, lundi 29 juillet. Immédiatement, dans les rues de Caracas, le cri de *« fraude ! »* a résonné. Nicolas Maduro, 61 ans, est réélu président de la République bolivarienne du Venezuela avec 51,2 % des voix, selon le Conseil national électoral (CNE), contrôlé par le chavisme (le régime fondé par Hugo Chavez à partir de 1999). Son adversaire, Edmundo Gonzalez, candidat unitaire de l'opposition, obtient, lui, 44,2 %. Les huit autres candidats se répartissent le reste. La participation a été de 59 %. Selon ces résultats officiels, moins de 10 millions des 21 millions d'électeurs inscrits ont voté. Entre 4 et 5 millions d'adultes qui ont émigré n'ont pu participer au scrutin. La déception de l'opposition est immense, sa conviction que le pouvoir a volé l'élection, totale.

Le résultat contredit tous les sondages réalisés par l'opposition dans les semaines précédant le scrutin et dimanche à la sortie des urnes. Ils contredisent aussi le sentiment de nombreux Vénézuéliens convaincus d'être majoritaires, qu'ils aient toujours détesté le socialisme ou qu'ils aient, pour la première fois en vingt-cinq ans, décidé de *« voter pour le changement »*.

Tard dans la nuit, Edmundo Gonzalez a exhorté ses partisans à éviter manifestations et violences, en attendant des consignes plus précises. Maria Corina Machado, la dirigeante de l'opposition qui, déclarée inéligible, n'a pu être candidate, assure que M. Gonzalez a été élu avec 70 % des voix, et en a appelé aux forces armées, qui *« ont le devoir de veiller à ce que la souveraineté populaire exprimée dans le vote soit respectée »*.

Les télévisions publiques, elles, continuaient de retransmettre les images du concert organisé sur l'estrade montée pour l'occasion devant le palais présidentiel. Dès la proclamation des résultats, le président Maduro est apparu devant les centaines de partisans réunis pour célébrer la nouvelle victoire de la révolution bolivarienne.

Le président du CNE, Elvis Amoroso, a signifié que les résultats, donnés sur la base de 80 % des bulletins dépouillés, sont *« irréversibles »*. Il a dénoncé une attaque brutale contre le système informatisé de vote pour expliquer le retard des résultats. Sur l'estrade, Nicolas Maduro accuse *« l'opposition d'extrême droite »* d'être à l'origine du problème *« pour pouvoir une fois encore crier à la fraude »*. L'opposition couvre large, de la droite ultralibérale à la gauche radicale, en passant par les déçus du chavisme, que l'inefficacité du gouvernement et les affaires de corruption exaspèrent désormais.

« Le fascisme ne passera pas, ni aujourd'hui ni jamais », a insisté M. Maduro, en soulignant que *« ni les sanctions, ni les agressions, ni les menaces »* ne sont venues à bout de son gouvernement et *« de la dignité du peuple vénézuélien »*. Les sanctions économiques décrétées par Washington en 2015 ont été renforcées en 2019, Washington ayant refusé de reconnaître la légitimité de la première réélection de Nicolas Maduro.

Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a exprimé de « sérieux doutes » quant aux résultats

Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a exprimé de *« sérieux doutes »* quant à l'exactitude des résultats. *« Nous craignons sérieusement que le résultat annoncé ne reflète pas la volonté ou le vote du peuple vénézuélien »*, a ajouté M. Blinken. *« Le régime de Maduro doit comprendre que les résultats qu'il publie sont difficiles à croire »*, a déclaré sur X le président chilien de gauche, Gabriel Boric. Les gouvernements du Brésil et de Colombie ont eux aussi exprimé leurs doutes et ont dit attendre la publication des résultats. Selon le média brésilien *UOL*, le Brésil aurait demandé à l'ONU et à la Fondation Carter d'examiner les accusations de l'opposition. Le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, a réclamé une *« transparence totale dans le processus électoral »*.

Alors que Cuba, le Nicaragua, la Bolivie et le Honduras ont félicité le président Nicolas Maduro, le chef de l'Etat argentin d'extrême droite, Javier Milei, a publié sur le réseau X un rageur : *« Dictateur Maduro, dehors ! »* et a appelé les forces armées vénézuéliennes à *« défendre la démocratie »*. La Chine a félicité lundi Nicolas Maduro et s'est dit *« prête à enrichir le partenariat stratégique »* avec le Venezuela.

« Le pouvoir a les armes »

« Les résultats électoraux tardent toujours au Venezuela, ce qui est absurde, puisque le vote y est complètement informatisé », rappelle l'analyste Jesus Seguias, directeur du bureau de conseil Datincorp. Les bureaux de vote ferment officiellement à 18 heures, mais la loi électorale prévoit qu'un bureau reste ouvert tant que des électeurs se présentent pour voter. *« Le CNE a donc de la marge pour déclarer la clôture définitive du scrutin »*, explique M. Seguias. A 20 h 10, aucun électeur ne votait dans le centre éducatif Miguel-Antonio-Carro, du quartier Catia, dans l'ouest populaire de Caracas. Mais le fonctionnaire présent, Aryori Sanchez, disait *« attendre un ordre du CNE »* pour fermer.

Sur un point, les partisans du gouvernement et ses contradicteurs sont d'accord : la journée électorale s'est déroulée dans un calme remarquable, *« dans un ordre parfait, une paix parfaite »*, a souligné en fin de journée le général Vladimir Padrino Lopez, commandant en chef de l'armée et ministre de la défense depuis treize ans. Les deux camps se sont félicité du civisme dont ont fait preuve les électeurs. La colère de l'opposition n'en est que plus vive.

En début de soirée, Edmundo Gonzalez a évoqué, sur X, une *« participation massive, jamais vue depuis des années »*. Tous les responsables de l'opposition avaient cette fois appelé à voter, y compris les plus radicaux d'entre eux, qui ont longtemps promu l'abstention. M. Gonzalez et Mme Corina Machado avaient appelé les témoins électoraux à rester dans les bureaux de vote pour obtenir les procès-verbaux du scrutin, comme la loi l'exige. Ceux-ci doivent permettre de corroborer les résultats officiels.

Devant le siège du parti de Maria Corina Machado, quelques dizaines d'opposants qui, un peu plus tard, attendaient les résultats dans la nuit tiède, se disaient heureux et anxieux. Interrogés, avant que ne tombent les résultats, sur ce qu'ils feront si la victoire de Nicolas Maduro devrait être proclamée, les opposants expriment des avis divers. *« Nous défendrons notre vote jusqu'au bout, partout où il le faut »*, répond Adriana Lavera, médecin. Fernando Mercado, commerçant, dit, lui, sa résignation : *« Nous ne ferons rien, parce que c'est le pouvoir qui a les armes et qui contrôle l'armée et la police. Le pays va se vider, c'est tout. »*

« Si Nicolas Maduro gagne, les résultats tomberont très vite », prévenait l'analyste Luis Vicente Leon, la veille du scrutin, en rappelant que le chef de l'Etat était sincèrement convaincu de pouvoir emporter le scrutin. *« Il avait tous les moyens d'en empêcher la tenue »*, note M. Leon. L'opposition a d'ailleurs craint jusqu'au dernier moment que le pouvoir ne tente une manœuvre dilatoire pour suspendre la présidentielle, en agitant le conflit territorial de l'Essequibo (qui oppose le pays au Guayana voisin) ou en trouvant le moyen d'invalider la candidature d'Edmundo Gonzalez.

La déception ne se limite pas aux beaux quartiers. *« C'est un jour historique »*, se réjouissait Deysy Ramirez, 40 ans, avant de voter dans le centre thérapeutique Alfredo-Borges de La Vega. Elle expliquait : *« Le quartier a toujours voté chaviste, mais maintenant on veut tous un changement. Ce gouvernement est une catastrophe. »* Ses voisins acquiesçaient. Tous se disaient sûrs de la victoire. ■

MARIE DELCAS



Le président vénézuélien et candidat à la présidentielle, Nicolas Maduro, à Caracas, lundi 29 juillet. JUAN BARRETO/AFP

Le Mexique dans le flou après l'arrestation de chefs de cartel au Texas

L'absence de violence lors de l'interpellation des narcotrafiquants pourrait indiquer qu'une reddition a été négociée

MEXICO - *correspondante*

Un épais mystère enveloppe toujours l'arrestation, jeudi 25 juillet, en territoire américain, de deux importants chefs du cartel de Sinaloa, la plus puissante organisation criminelle mexicaine. Selon la ministre mexicaine de l'intérieur, Rosa Icela Rodriguez, interrogée vendredi, les « narcos » Ismael Zambada Garcia, alias « El Mayo », cofondateur du cartel, et Joaquin Guzman Lopez, l'un des cinq fils de Joaquin Guzman Loera, alias « El Chapo », auraient embarqué dans un avion privé depuis l'Etat du Sonora jeudi matin, avant d'atterrir sur l'aéroport de la ville d'El Paso, au Texas, où ils ont été arrêtés.

La ministre a assuré ignorer si les deux leaders avaient été capturés ou s'étaient rendus de leur plein gré à l'agence antidrogue américaine (DEA). *« L'ambassade américaine au Mexique nous a informés de leur arrestation, mais nous n'avons pas participé à cette opération ni ne possédons aucun détail sur son déroulement »*, a expliqué la ministre, lors de la conférence de presse quotidienne du chef de l'Etat, Andrés Manuel Lopez Obrador.

Ce dernier a demandé au gouvernement américain *« un rapport complet ; il doit y avoir des informations, il doit y avoir de la transparence »*. Il a reconnu que ces arrestations *« signifient une avancée importante dans la lutte contre le trafic de drogue »*. Le président Joe Biden a de son côté félicité « [ses] *agents pour cette lutte sans trêve contre le cartel de Sinaloa »*, sans mentionner le Mexique.

« Aucune balle n'a été tirée »

Selon des médias américains, citant des sources policières, Joaquin Guzman Lopez, le fils du célèbre chef de cartel « El Chapo », aurait convaincu « El Mayo » de monter à bord d'un appareil prétendument à destination du sud du Mexique, alors qu'il se dirigeait en réalité vers les Etats-Unis. Cet épisode survient après des années de contacts discrets entre M. Guzman Lopez et une équipe d'officiers du FBI et du département de la sécurité intérieure, selon la presse américaine.

Au Mexique, la capitulation du « Mayo » est une hypothèse prise au sérieux par les spécialistes du narcotrafic, alors que le chef n'a jamais connu la prison à 76 ans, après soixante ans de carrière criminelle. Ismael Zambada avait donné en 2010 une interview à Julio Scherer, alors directeur de la revue mexicaine *Proceso*, dans laquelle il avait raconté ses débuts, à 16 ans, dans le cartel de Guadalajara avant de fonder, avec « El Chapo », celui de Sinaloa. Son avocat a confié au *Los Angeles Times* qu'il ne s'était *« pas livré volontairement »*.

« "El Mayo" a très bien pu négocier sa reddition, alors qu'il a des problèmes de santé. Le fait qu'aucune balle n'ait été tirée lors de son arrestation, qu'il n'y a pas eu de violence au Mexique, fait pencher la balance pour une capitulation plus qu'une capture », estime David Saucedo, expert en sécurité. Lors de la première arrestation en 2019 d'Ovidio Guzman Lopez, autre fils du « Chapo », les autorités mexicaines avaient dû le libérer pour éviter un bain de sang à Culiacan, la capitale de l'Etat de Sinaloa. Cette fois, il n'y a eu aucune réaction à l'arrestation de son frère et du « Mayo ». Mais des renforts de l'armée y ont été envoyés.

L'arrestation du « Mayo » permet à l'administration Biden de répondre aux attaques sur sa supposée inertie

Selon Teresa Martinez Trujillo, professeure à l'Institut technologique de Monterrey et directrice pour le Mexique du groupe de réflexion Noria Research, si le chef le plus célèbre du Mexique s'est bel et bien rendu, les autorités américaines n'ont pas ébruité cette opération au Mexique afin qu'Ismael Zambada puisse collaborer avec la justice : *« Si quelqu'un a des informations sur le mode opératoire du narcotrafic, ses connexions avec les autorités politiques et militaires mexicaines, c'est bien Ismael Zambada. Donc, ne pas dire qu'il s'est rendu est une manière d'éviter que ses anciens complices s'alarment trop vite »*.

La collaboration de son fils aîné, Vicente Zambada Niebla, détenu en 2009 et extradé quatre ans plus tard aux Etats-Unis, a été fondamentale pour garder sous les verrous « El Chapo » Guzman, l'ancien associé de son père, condamné à la prison à vie en 2019. Grâce à cette délation récompensée, Vicente Zambada n'a passé que douze ans en prison, avant d'être libéré cette année.

L'arrestation du « Mayo », dont la tête était mise à prix 15 millions de dollars (13,8 millions d'euros) par la DEA, permet à l'administration Biden de répondre aux attaques du camp républicain sur une supposée inertie face aux ravages causés dans le pays par le fentanyl, cet opioïde de synthèse venu en grande partie du Mexique.

Comme d'autres spécialistes, Cecilia Farfan-Méndez, chercheuse à l'Institute on Global Conflict and Cooperation de l'Université de San Diego, en Californie estime que ces arrestations spectaculaires ne vont rien changer au marché de la drogue.

Présenté devant la justice du Texas vendredi, Ismael Zambada s'est déclaré innocent des charges qui pèsent contre lui : trafic de drogue, blanchiment d'argent, crime organisé, contrebande d'armes et assassinat. Joaquin Guzman Lopez doit être présenté devant un tribunal fédéral de Chicago, mardi. ■

ANNE VIGNA

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

L'effet Kamala Harris : « Cela rappelle Obama en 2008 »

Dans l'Etat pivot de Pennsylvanie, les militants assistent, depuis le retrait de Joe Biden, à un afflux de messages de personnes prêtes à s'engager



Le portrait de Kamala Harris devant un local de campagne, à Easton (Pennsylvanie), le 27 juillet.
JACKSON KRULE POUR « LE MONDE »

REPORTAGE
EASTON (PENNSYLVANIE) - *envoyé spécial*

Derrière la porte vitrée du vaste local de campagne du Parti démocrate à Easton, dans l'est de la Pennsylvanie, des rangées de pancartes électorales fixées sur deux tiges de fer reposent le long d'un mur. Ces *yard signs* typiques des campagnes électorales aux Etats-Unis ne verront pourtant pas, cet automne, les pelouses du comté de Northampton. Elles sont devenues des vestiges du passé le 21 juillet, le jour où Joe Biden, qui y figure encore comme candidat démocrate à la présidentielle avec Kamala Harris comme colistière, a renoncé à se représenter au profit de cette dernière.

L'effigie de carton, grandeur nature, du président et de sa vice-présidente, côte à côte, a été également condamnée ce jour-là à l'obsolescence. Il reste au jeune permanent de service, qui n'est pas autorisé à s'exprimer ni à laisser entrer les visiteurs, une Kamala Harris en tailleur sombre qu'il transporte obligeamment devant le local. Il faudra attendre encore quelques jours et le choix d'une ou d'un colistier pour qu'un nouveau « ticket » démocrate puisse être décliné sur tous les supports de campagne à la disposition des militants du comté.

« UN RÉFLEXE D'UNITÉ »

Venue avec son compagnon, ce 26 juillet, flâner dans le centre-ville coquet d'Easton, Eileen Hessmiller, enregistrée comme démocrate sur les listes électorales, ne cache pas le soulagement qu'a suscité, pour elle, le renoncement de Joe Biden. Le président sortant n'avait jamais été en mesure d'effacer sa prestation catastrophique lors du débat avec Donald Trump, le 27 juin, au cours duquel il avait donné l'impression d'une grande confusion, alimentant les interrogations sur son état de santé et sa capacité à l'emporter face au républicain.

« C'était une décision logique, mais jusqu'au bout j'ai pensé qu'il ne la prendrait pas », confie cette informaticienne retraitée. Son compagnon, Rob Marshall, ancien géologue également proche des démocrates, s'interrogeait lui aussi sur les intentions du président sortant. *« Les sondages n'étaient pas bons, c'est sûr*, reconnaît-il. *Mais qu'est-ce qu'ils valent aussi loin des élections ? Sans parler des conditions de réalisation… Qui décroche pour répondre quand un numéro inconnu apparaît sur votre téléphone, avec toutes ces arnaques ? »*

Responsable du Parti démocrate pour le comté, Matt Munsey était quant à lui totalement opposé à un changement de candidat dans la dernière ligne droite de la campagne. *« Ceux qui imaginaient des candidatures alternatives évoluaient dans une réalité virtuelle de jeu vidéo »*, estime-t-il. Il redoutait que le retrait de Joe Biden ne déclenche une guerre interne. Le ralliement en un temps record de l'écrasante majorité des cadres démocrates derrière Kamala Harris a complètement dissipé ses craintes. L'ancien président Barack Obama a aussi annoncé son soutien à la candidate, vendredi. *« J'étais sûr qu'il y aurait, le cas échéant, un réflexe d'unité, et on en a eu vite la preuve »*, constate de son côté Robert Freeman, un cacique démocrate élu à la Chambre des représentants de l'Etat. *Il était impensable que le témoin ne passe pas logiquement à la vice-présidente. »*

« ELLE VA NOUS PERMETTRE DE TOUCHER DES ÉLECTEURS QUI RESTAIENT SUR LEUR RÉSERVE, LES FEMMES DES ZONES PÉRIURBAINES, LES JEUNES… »
ROBERT FREEMAN
s local démocrate

« Je suis rassurée, mais j'ai encore des doutes, parce qu'on ne connaît encore pas assez Kamala Harris », poursuit Eileen Hessmiller. Rob Marshall est plus confiant. *« Elle me fait bonne impression, elle apparaît bien plus prête »* que lors de sa candidature à la primaire démocrate, en 2019, qui avait tourné court avant que les premiers votes interviennent, estime-t-il. *« Je pense que toutes les attaques que les républicains vont déverser sur elle glisseront comme l'eau sur les plumes d'un canard. »*

Ian Walker, inscrit lui aussi comme démocrate, travaille à Easton dans une boutique de vê-

La Silicon Valley soutient la candidate mais espère des contreparties

La vice-présidente américaine, probable adversaire de Donald Trump à la présidentielle, est perçue plus « probusiness » que Joe Biden

SAN FRANCISCO - *correspondante*

Depuis le début de la campagne pour l'élection présidentielle aux Etats-Unis, les démocrates de la Silicon Valley s'étaient faits discrets. San Francisco bruissait de rumeurs sur les soutiens, de plus en plus ouverts, à Donald Trump. Dans la foulée de l'attentat contre l'ancien président, le 13 juillet, Elon Musk avait apporté formellement son soutien au candidat républicain. Deux investisseurs de poids, Marc Andreessen et Ben Horowitz, l'avaient suivi, rompant avec leurs alliés démocrates.

Le passage de flambeau du président octogénaire à Kamala Harris a bouleversé la donne. *« Il y a un réel changement de dynamique dans la Silicon Valley »*, a commenté Aaron Levie, le PDG de l'entreprise de logiciel dématérialisé Box. La candidature de la vice-présidente va permettre une *« relance »* des relations entre la Valley et le Parti démocrate, a-t-il espéré.

Les entrepreneurs qui avaient boudé la campagne du président sortant se sont ralliés à Kamala Harris. *« De tout cœur »*, a tweeté Reid Hoffman, de LinkedIn. Kamala Harris est *« beaucoup plus probusiness que Trump »*, a-t-il expliqué sur CNN. Ron Conway, autre investisseur influent, a suivi, faisant part d'un soutien *« infaillible »* à la vice-présidente.

Reed Hastings, le cofondateur de Netflix, qui avait estimé il y a trois semaines que Joe Biden ferait mieux de retirer sa candidature, a offert 7 millions de dollars (6,5 millions d'euros) au comité d'action politique de l'ex-sénatrice de Californie. Celle-ci peut aussi compter sur l'appui de Marc Benioff, le fondateur de Salesforce, et nombre de femmes à la tête de fondations philanthropiques comme Sheryl Sandberg, Laurene Powell Jobs et Melinda French Gates. Sam Altman, d'OpenAI, l'avait soutenue lors de la campagne des primaires pour l'investiture démocrate en 2020.

Le soulagement est d'autant plus grand que Kamala Harris est bien connue dans la Silicon Valley. Elle a fait ses classes à San Francisco comme procureure entre 2004 et 2010, au début de l'expansion des start-up. Elle y compte toujours nombre d'amis. Son beau-frère, Tony West, l'ancien procureur général adjoint sous Barack Obama, est directeur juridique d'Uber depuis 2017.

AU SÉNAT, OÙ ELLE A ÉTÉ ÉLUE EN 2018, KAMALA HARRIS S'EST GARDÉE D'APPELER À « CASSER BIG TECH »

Les entrepreneurs espèrent qu'elle sera plus réceptive à leurs arguments que le président actuel, qui, contrairement à Barack Obama, a maintenu ses distances avec les patrons de la tech. *« Si elle présentait un plan en dix points en faveur des entreprises, de la technologie et de l'entrepreneuriat, et que celui-ci était crédible, elle pourrait rallier une partie significative de l'écosystème »*, a avancé Aaron Levie, connu pour ses sympathies démocrates, dans une interview à *Politico*.

Dans son approche de la tech, Kamala Harris s'est jusqu'ici montrée plutôt centriste. Procureure générale de Californie, entre 2011 et 2017, elle a fait pression sur les dirigeants des plates-formes pour les forcer à agir contre le « revenge porn » et le harcèlement en ligne. Mais elle n'a jamais plaidé pour la révocation de la section 230, qui protège les diffuseurs de contenus contre les poursuites. Et, si elle se flatte d'avoir fait plier les banques, en 2012, pendant la crise immobilière, elle ne s'est jamais attaquée à la concentration dans la Silicon Valley. Au Sénat, où elle a été élue en 2018, elle s'est gardée d'appeler à *« casser Big Tech »*, contrairement à la sénatrice progressiste Elizabeth Warren.

Trump, « président crypto »

A la Maison Blanche, Joe Biden lui a confié le dossier de l'intelligence artificielle (IA). Après le décret présidentiel d'octobre 2023 sur une utilisation responsable de l'IA, c'est elle qui a coordonné le suivi avec les entreprises. Les patrons se sont félicité qu'elle ait mis en place un système fondé sur le volontariat, plutôt que sur la contrainte, pour répondre aux nouvelles exigences de sécurité et de transparence. Seize sociétés ont à ce jour accepté de signer ces engagements, dont Apple, qui en a fait l'annonce le 26 juillet.

Le soutien n'est pas tout à fait sans contrepartie. La Silicon Valley espère qu'elle prendra ses distances d'avec la politique de Joe Biden, à qui ils reprochent son protectionnisme, sa proximité avec les syndicats, son intention de taxer les fondateurs de start-up sur leur valorisation. Et, surtout, ses efforts pour limiter la concentration et bloquer certaines acquisitions. Dans leur collimateur : Lina Khan, présidente de la commission fédérale du commerce (FTC) et icône de la gauche antitrust.

Le 25 juillet, sur CNN, Reid Hoffman a espéré que Kamala Harris procéderait à un changement à la tête de la FTC si elle est élue. *« Lina Khan est une personne qui n'aide pas l'Amérique »*, a-t-il jugé. Emanant d'un milliardaire qui siège au conseil d'administration de Microsoft, une société en conflit avec la FTC, la suggestion a fait sursauter la gauche progressiste. *« Le milliardaire Reid Hoffman a donné 7 millions de dollars à la campagne de Kamala Harris. Maintenant il veut qu'elle congédie Lina Khan, une figure remarquable de l'administration Biden. Cela n'est pas acceptable »*, a posté le sénateur du Vermont Bernie Sanders sur les réseaux sociaux.

Autre source d'incertitude : les cryptomonnaies. Les partisans du bitcoin ont été irrités par les contrôles plus stricts qu'a tenté de leur imposer le président de la Securities and Exchange Commission (SEC, le « gendarme » boursier), Gary Gensler, nommé par Joe Biden. Kamala Harris n'a jamais attaqué les cryptomonnaies, mais les investisseurs en capital-risque sont inquiets.

L'équipe de la candidate semble avoir entendu le message. Le milliardaire Mark Cuban, proche des démocrates et partisan du bitcoin, a déclaré à la publication *Decrypt* que l'entourage de Kamala Harris l'avait interrogé sur les cryptomonnaies. Certains espéraient même qu'elle ferait une apparition à la convention bitcoin 2024, à Nashville, pour contrer le message de Donald Trump qui se pose comme le *« président crypto »*, mais elle a décliné l'invitation. Devant la conférence, samedi 27 juillet, l'ex-président a promis de faire des Etats-Unis la *« capitale crypto de la planète »* et la *« superpuissance mondiale du bitcoin »*.

En 2020, la Californie avait représenté 22 % des contributions financières à la campagne de Joe Biden. A moins de cent jours de l'élection, la course aux millions de la tech s'est encore intensifiée dans les deux partis. Lundi, le colistier de Donald Trump, J. D. Vance, qui a passé cinq ans à San Francisco comme investisseur, devait tenir une soirée de collecte de fonds à Palo Alto (3 300 dollars le couvert, 15 000 dollars avec une photo). Elon Musk a, lui, revu à la baisse son soutien financier à Donald Trump. Il a affirmé qu'il n'avait jamais promis 45 millions de dollars par mois à sa campagne, comme la presse l'avait rapporté. ■

CORINE LESNES



tements sportifs et d'accessoires de camping. *« On a vécu des semaines de folie ! Après la tentative d'assassinat de Donald Trump, on s'est dit avec mes potes que c'était foutu, qu'il était devenu imbattable, et puis il a eu ce nouveau coup de théâtre… Mais je me demande encore pourquoi personne n'y avait pensé avant et qu'il a fallu être à moins de six mois de l'élection pour arriver à ce résultat,* dit-il. *J'ai un grand-père de l'âge de Joe Biden et je vois ce que c'est que le déclin cognitif, même si le président avait fait un bon discours sur l'état de l'Union, en mars. »*

Avec ce changement de candidat, le camp démocrate retrouve l'optimisme et renoue avec un engouement que ni Joe Biden en 2020 ni Hillary Clinton en 2016 n'étaient parvenus à susciter. Les raisons ne manquent pas à ce stade, qu'il s'agisse des quelque 200 millions de dollars (184 millions d'euros) de dons individuels qui ont gonflé les caisses de la campagne selon ses responsables, ou encore du nombre record d'inscriptions sur les listes électorales dans les deux jours qui ont suivi la transformation instantanée de Kamala Harris en candidate à la présidentielle. Avec plus de 38 000 nouveaux inscrits pour l'ensemble du pays, il a dépassé celui obtenu après l'appel au civisme lancé en septembre 2023 par l'icône absolue de la musique populaire aux Etats-Unis, Taylor Swift.

« J'étais trop jeune pour l'élection d'Obama en 2008. Je n'avais que 8 ans. Mais ce qui se passe depuis que Kamala Harris a remplacé Joe Biden me fait penser un peu à ce qu'on m'en a raconté : la mobilisation, l'enthousiasme… C'est rafraîchissant ! Son premier clip de campagne, sur une chanson de Beyoncé, donne une énergie qu'on n'avait pas sentie depuis longtemps », poursuit Ian Walker. *« Après, il reste beaucoup à faire, je comprends que la stratégie de la campagne de 2020, qui concentrait tout sur Donald Trump et le danger qu'il représentait et qu'il représente toujours, était sans doute la bonne chose à faire, mais on ne peut pas se contenter de messages négatifs si on veut aller chercher des électeurs »*, estime-t-il.

Dans un autre magasin de la ville, April, enregistrée comme indépendante et qui refuse de donner son nom *« parce que la politique ne va pas avec le commerce »* partage son sentiment. Elle qui se refusait à cocher la case Joe Biden ou Donald Trump le 5 novembre assure qu'elle pourrait changer d'avis si la nouvelle candidate démocrate lui donne une raison de voter *« pour »* un projet. *« On ne peut pas se contenter indéfiniment de voter contre »*, souligne-t-elle.

Cet impératif prend tout son sens dans ce comté, séparé du New Jersey démocrate par le fleuve Delaware, auquel les spécialistes de la carte électorale accordent de longue date une attention particulière. Dans un Etat de Pennsylvanie qui se distingue d'autres *swing states* (« Etats pivots ») du fait de ses dix-neuf grands électeurs, plus que ceux en jeu dans le Michigan (quinze) ou dans le Wisconsin (dix), Northampton apparaît comme un baromètre assez fiable des humeurs électorales américaines.

A trois exceptions près en l'espace d'un siècle, le candidat qui y a triomphé a toujours remporté la présidentielle. Ce fut notamment le cas de Barack Obama en 2008 et en 2012, de Donald Trump en 2016, puis de Joe Biden en 2020. Bill Galston, chroniqueur au *Wall Street Journal* et expert politique à la Brookings Institution, un cercle de réflexion progressiste de Washington, s'y était d'ailleurs rendu avant le retrait de Joe Biden. Il avait tiré de ses entretiens le sentiment que *« le président sortant y conservait ses chances »*.

Cette impression et un réflexe de loyauté à l'égard d'un homme né en Pennsylvanie, à une heure de route au nord d'Easton, expliquent sans doute pourquoi Robert Freeman avait refusé de se joindre aux critiques contre Joe Biden. *« Son bilan est remarquable »*, assure-t-il en énumérant la loi sur les infrastructures, celle renforçant la production de semi-conducteurs sur le sol américain, les mesures en faveur de l'environnement et la revitalisation des liens avec les alliés des Etats-Unis. Les jugements sur la présidence Biden restent pourtant majoritairement négatifs, ce que l'élu local attribue à un matraquage opéré par les réseaux sociaux.

ÉLIRE UNE FEMME DE COULEUR

Robert Freeman ne s'inquiète pas trop des premières attaques républicaines qui présentent Kamala Harris comme une extrémiste issue d'un Etat classé à gauche, la Californie. *« Ces stéréotypes ne tiendront pas »*, juge-t-il. L'élu se dit aussi convaincu que les Etats-Unis sont prêts pour l'élection d'une femme de couleur à la présidence. *« Elle va nous permettre de toucher des électeurs qui restaient sur leur réserve, les femmes des zones périurbaines, les jeunes… »* Le couple de démocrates rencontré plus tôt dans le centre-ville est moins sûr que le genre et les origines caribéennes et indiennes de la vice-présidente ne restent pas des obstacles.

Une semaine après ce coup de théâtre, le responsable démocrate du comté, Matt Munsey, se félicite, lui, d'un afflux inédit de messages venant de personnes prêtes à s'engager. *« C'est trois ou quatre fois plus que ce qu'on recevait auparavant, et il faut leur répondre vite avant qu'elles ne se perdent dans la nature »*, assure-t-il. Convaincu de la capacité de l'équipe rassemblée initialement autour de Joe Biden à relancer au plus vite une nouvelle campagne centrée sur Kamala Harris, il raconte que certains de ses amis démocrates ont envisagé de bricoler sans attendre des pancartes « Harris 2024 » en repliant la partie supérieure de celles qu'ils avaient à leur disposition. Là où apparaissait le nom de Joe Biden. ■

GILLES PARIS



Le président argentin, Javier Milei (à gauche), à Buenos Aires, dimanche 28 juillet. MARCOS BRINDICCI/AFP

Argentine : la méthode de Milei pour purger la fonction publique

Depuis l'arrivée au pouvoir du président d'extrême droite, des milliers de fonctionnaires ont été licenciés ou poussés vers la sortie

BUENOS AIRES - *correspondance*

Un *« coup de balai »*, un *« nettoyage »*, selon les termes employés par le porte-parole du gouvernement, Manuel Adorni. Le 28 juin, lors d'une conférence de presse, ce dernier se réjouissait en annonçant qu'une nouvelle vague de licenciements allait toucher les fonctionnaires et agents publics argentins, la troisième depuis l'arrivée au pouvoir du président d'extrême droite, Javier Milei, en décembre 2023.

En tout, l'administration publique nationale a déjà perdu 25 000 employés entre décembre et fin mai, d'après l'Institut national des statistiques, auxquels sont venus s'ajouter entre 2 500 et 5 000 contrats non renouvelés fin juin, selon le syndicat des travailleurs de l'Etat (ATE).

Et le gouvernement est encore loin de son objectif. En mars, face à un parterre d'entrepreneurs et d'économistes latino-américains réunis à Buenos Aires, Javier Milei annonçait la fin de 70 000 contrats de travail dans la fonction publique. Un chiffre qui correspond, d'après les précisions apportées par le porte-parole du gouvernement, à *« l'univers des contrats en cours de révision »*.

Le but, d'après le gouvernement, est de démasquer les « gnocchis » – nom donné en Argentine aux fonctionnaires fantômes qui ne se présenteraient que le dernier jour du mois, jour des gnocchis, selon la tradition régionale, pour toucher leur salaire – et arrêter de financer des *« dépenses superflues avec l'argent du contribuable »*.

Pour mener à bien son plan dès son arrivée au pouvoir, alors que sa loi « bases et point de départ pour la liberté des Argentins », qui inclut une réforme de l'Etat et une réforme du droit du travail, n'a été approuvée que fin juin, l'exécutif a développé un modus operandi qui s'est répété dans presque tous les ministères et organismes publics.

Après avoir procédé, dès décembre, à une première vague de non-renouvellement ou d'annulation de contrats temporaires au sein de la fonction publique, la première étape a consisté à imposer aux employés restants, qui avaient, depuis l'épidémie de Covid-19, la possibilité de rester en télétravail, le retour en présentiel, même sans travail à effectuer.

Javier Milei, qui avait annoncé son intention de remanier les ministères, de suspendre nombre de programmes publics et de réduire au maximum la portée de l'Etat, a ensuite longtemps tardé à nommer de nouvelles autorités dans les ministères visés par les licenciements. La plupart des employés restaient donc dans le flou quant à leur avenir, sans tâches assignées.

Licenciements par e-mail

Dans un troisième temps, il a chargé ces nouvelles autorités de mener des audits, avec pour but de se débarrasser d'un certain nombre de postes. Elles ont ainsi identifié des contrats précaires au sein de l'Etat, qu'elles ont facilement pu ne pas renouveler ou prolonger de seulement quelques mois. Les autorités ont également proposé des plans de départs volontaires, alors que l'ambiance de travail se dégradait et devenait chaque fois plus pesante.

Matias Reynoso est employé de l'ex-ministère du travail, passé au rang de secrétariat d'Etat sous la coupelle du mégaministère du « capital humain », qui inclut également l'éducation, la famille et la culture. *« D'une agence où nous étions 40, nous nous sommes retrouvés avec 23 bureaux sans personne devant les ordinateurs »*, raconte ce représentant syndical, récemment réintégré grâce à une décision de justice.

Il parle de *« désolation »*, de *« tristesse »* et de *« frustrations »*. Alors qu'il reconnaît une similitude avec la tentative de réduction de l'Etat du gouvernement de droite de Mauricio Macri (2015-2019), Matias Reynoso estime qu'*« avec ce gouvernement, c'est pire. Les méthodes sont plus cruelles et violentes »*. Les avis de licenciement arrivent généralement par e-mail, en pleine nuit. Parfois, les employés sont informés de leur renvoi ou de la fermeture de leur département en arrivant au travail.

> **Du ministère des femmes, créé en 2019, un an avant la légalisation de l'avortement, il ne reste que des vestiges**

Le gouvernement a appliqué, peu ou prou, ces mêmes méthodes au sein des organismes d'Etat. A l'instar de l'Incaa, l'Institut du cinéma argentin, complètement paralysé depuis l'arrivée au pouvoir de Javier Milei. Après avoir attendu près de trois mois pour connaître le nom de leur nouveau directeur, Carlos Luis Pirovano, un économiste étranger à l'industrie cinématographique, les employés ont été victimes de pratiques inhabituelles sur leur lieu de travail. De nouveaux responsables passaient dans les bureaux en lançant tantôt des remarques sexistes et dévalorisantes, tantôt en encourageant à redoubler d'efforts pour *« soi-disant "mettre le pays debout", alors que la plupart des collègues ne sont plus là »*, regrette Ingrid Urrutia, employée de l'Incaa et déléguée générale du syndicat ATE.

De 720 employés, l'Incaa n'en compte désormais plus que 420. *« Les décisions n'ont aucun fondement ni aucune cohérence, si ce n'est une volonté idéologique et politique d'attaquer la culture »*, estime-t-elle, en rappelant que le cinéma argentin est source d'emplois et représente 30 % du travail déclaré de l'ensemble du secteur de la culture.

Si l'ensemble du service public est dans le viseur, ce sont en premier lieu les ministères des droits humains, de la santé, du développement social et des femmes, genres et diversité, qui ont été victimes de la « tronçonneuse » de Javier Milei. De celui des femmes créé en décembre 2019, un an avant la légalisation de l'avortement, il ne reste plus que quelques vestiges, passés sous tutelle du ministère de la justice.

« Nous avons licencié 85 % des employés de l'ex-ministère des femmes. Ceux restant exerceront leurs fonctions sous l'orbite de la direction de la protection de la famille, et accompagneront TOUS les Argentins », se réjouissait le ministre de la justice, Mariano Cuneo Libarona, dans une publication sur X, le 1er juillet. Le lendemain, le porte-parole du gouvernement se félicitait, quant à lui, de l'*« élimination »* des employés du ministère. Résultat, le 144, numéro vert permettant d'accompagner vingt-quatre heures sur vingt-quatre les victimes de violences de genre, ne compte plus que deux personnes par tranche horaire pour répondre aux appels.

Une première phase

« Je considère faire partie des personnes qui se sont battues dans la rue pour que ce ministère existe. C'est triste de le voir être démantelé comme cela. Mais quand j'ai reçu le mail m'avertissant que mon contrat n'était pas prolongé, c'était presque un soulagement », confie Flor, qui souhaite rester anonyme. Après des mois d'incertitudes sur son avenir et de présence inutile au travail, elle se retrouve sans emploi et sans indemnités.

Cette première phase dans le démantèlement promis par Javier Milei expose l'Etat argentin à une avalanche de procès. En dépit de la précarité de certains contrats, beaucoup d'employés publics comptaient de nombreuses années d'ancienneté. Avec la loi « bases et point de départ pour la liberté des Argentins » désormais approuvée, l'exécutif s'apprête à passer à la deuxième phase. Il va en effet désormais pouvoir s'attaquer également aux fonctionnaires ayant des contrats pérennes, d'autant plus qu'il peut légiférer pendant un an sans passer par le Congrès pour les sujets administratifs notamment. Le 5 juillet, Federico Sturzenegger, ex-directeur de la Banque centrale (2015-2018), a été nommé ministre de la dérégulation et de la transformation de l'Etat. Il prépare un décret qui devrait permettre la fermeture de dizaines d'organismes publics. ■

ANAÏS DUBOIS

Le Monde
MARDI 30 JUILLET 2024

En Californie, le Park Fire, mégafeu dévastateur

L'incendie, qui se propage à une vitesse fulgurante, est l'un des plus importants jamais enregistrés dans l'Etat

SAN FRANCISCO - *correspondante*



Un habitant pendant son évacuation, vendredi 26 juillet, à Paynes Creek (Californie). NOAH BERGER/AP



Démarré mercredi 24 juillet, dans le nord de l'Etat, le Park Fire, d'origine criminelle, s'est déjà inscrit dans la liste des incendies les plus importants de l'histoire de la Californie. Après quelque soixante heures de combustion, il figurait au dixième rang par la superficie dévastée. Après soixante-douze heures, il s'était installé au septième rang, une progression témoignant de son extraordinaire rapidité de propagation dans une région de végétation dense et asséchée par la canicule.

Le climatologue Daniel Swain, spécialiste des événements climatiques extrêmes, prévoit même que l'incendie, qui avait déjà détruit 145 700 hectares dimanche 28 juillet, compterait probablement dans le palmarès des trois plus importants. En tête de cette liste tenue depuis 1932, le mégafeu d'août 2020 (August Complex), provoqué par des milliers d'éclairs secs ayant allumé des dizaines de foyers. Il avait plongé San Francisco dans l'obscurité, en pleine journée.

Suivi par le Dixie Fire de juillet 2021, également en Californie du Nord. Chacun d'eux avait brûlé environ 405 000 hectares. L'incendie qui a réduit en cendres la commune de Paradise, près de Chico, en novembre 2018, s'il a été le plus meurtrier (85 morts), en raison de la difficulté d'évacuer par l'unique route, ne figure pas dans les vingt plus étendus. Provoqué par un incident sur les lignes électriques, il n'a détruit « que » 62 000 hectares.

La plupart de ces grands feux résultaient de la fusion de plusieurs incendies, d'où leur nom de « complexe », souligne Daniel Swain. Le Park Fire est hors norme par sa rapidité d'expansion, alors qu'il ne provient que d'un allumage unique. *« Les gens me demandent souvent pourquoi on n'arrive pas à l'éteindre, pourquoi on ne déverse pas plus d'eau dessus,* expliquait samedi le climatologue dans son exposé quasi quotidien sur YouTube. *Il est difficile de concevoir qu'un feu puisse parcourir 80 kilomètres en deux jours, qu'il puisse se déplacer à une allure de 6 kilomètres à l'heure, et ce, indépendamment du terrain. »*

Chaleur extrême

Le Park Fire a commencé dans cette même région de Chico, à trois heures de route au nord de San Francisco, dans les contreforts de la Sierra Nevada. Les habitants qui se sont réinstallés à Paradise après le désastre de 2018 ont été une nouvelle fois invités à évacuer – sans y être, à ce stade, contraints, mais la plupart des survivants ont préféré prendre les devants. L'incendie a provoqué des phénomènes d'une ampleur effrayante, des pyrocumulonimbus, des masses de fumée sculptées comme des champignons atomiques. Des agents du service des forêts ont tourné un clip qui a fait le tour des experts en modélisation des feux. On y voit *« un vortex de feu comparable à une tornade,* précise Daniel Swain. *Un nuage tourbillonnant qui semble avoir une vitesse de rotation correspondant à celle d'une tornade de faible intensité ».*

Des témoins ont affirmé avoir vu un homme pousser sa voiture en flammes dans un ravin

Le Park Fire a profité de la chaleur extrême qui règne depuis des semaines dans l'Ouest américain. La végétation, qui a bénéficié de deux saisons pluvieuses en Californie, a proliféré. L'incendie s'est engouffré *« dans une zone de végétation dense, où il n'y a pas eu de feu depuis des décennies*, explique Daniel Swain, *et aucune barrière naturelle »* pour aider les pompiers à l'arrêter. Samedi, il avait détruit 134 bâtiments et des ordres d'évacuation avaient affecté 4 000 personnes dans quatre comtés. Il se dirigeait vers le nord-est à une allure moins soutenue, la température ayant légèrement baissé. Les pompiers ont profité de l'accalmie pour freiner les flammes. Dimanche, le feu était déclaré contenu à 12 %. Par précaution, le parc national de Lassen a fermé et les campeurs ont été évacués. Le parc avait été affecté par le Dixie Fire, dans sa partie est. Cette fois, il est attaqué par l'ouest.

Si elle a favorisé sa propagation, la chaleur n'est pas en cause dans le départ du Park Fire. Dès mercredi, des témoins ont affirmé avoir vu un homme pousser sa voiture en flammes dans un ravin, à une vingtaine de mètres en contrebas, dans un espace vert de Chico, à 20 kilomètres de Paradise, avant de quitter tranquillement les lieux, profitant de l'agitation. Arrêté le lendemain, l'homme a été identifié comme un habitant de Chico âgé de 42 ans, poursuivi pour agression sexuelle contre un enfant en 2001 et vol avec violence en 2002, crime pour lequel il a passé dix-neuf ans en prison. Il était en liberté conditionnelle pour conduite en état d'ivresse. La voiture était celle de sa mère. Il devait être inculpé lundi 29 juillet.

Selon les météorologues, le répit dans la canicule ne devrait pas durer plus de quelques jours, pas assez pour permettre de contenir le feu, bien que 2 500 pompiers soient mobilisés avec 16 hélicoptères, 343 camions, 160 bulldozers et des avions-citernes. Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, qui s'est rendu samedi au poste de commandement des secours, avait proclamé l'état d'urgence dans deux comtés vendredi, ce qui permet aux collectivités locales de solliciter une aide financière du gouvernement fédéral.

Selon Daniel Swain, le Park Fire est promis à se poursuivre pendant une partie de l'été, profitant des zones de forêt épargnées par les feux depuis des années, qui lui offrent des combustibles de choix. En 2020, le mégafeu August Complex était resté actif pendant quatre-vingt-sept jours. Depuis 2021, la Californie a investi plusieurs milliards de dollars en équipements et prévention, ce qui la place *« dans les premiers rangs mondiaux »* pour la lutte contre les incendies, rappelle le climatologue. *« Mais,* ajoute-t-il, *la technologie reste insuffisante pour traiter un feu d'une telle envergure. »* ■

CORINE LESNES

Avec les « ambassadeurs » de la lutte antimoustiques en Gironde

Dans la métropole de Bordeaux, les pouvoirs publics multiplient les initiatives pour convertir aux bons gestes le plus d'habitants possible

REPORTAGE

TALENCE (GIRONDE) - *envoyé spécial*

Depuis qu'il a pris son bâton de pèlerin, en mai 2023, pour aller frapper aux portes de ses voisins, Etienne Cocco a toujours reçu un accueil poli. Mais cet habitant de Pessac (Gironde) n'a jamais eu le sentiment de passionner ses interlocuteurs en les renseignant sur le mode de vie du moustique-tigre et les gestes qui aident à s'en préserver, malgré l'importance de l'enjeu sanitaire et de la mobilisation de chacun dans la lutte contre cet insecte vecteur de maladies potentiellement graves. *« C'est un peu décevant, quand on voit qu'on n'arrive pas à convaincre »*, témoigne le retraité de 75 ans, ancien enseignant.

Alors que la Gironde est déclarée « colonisée » par le moustique-tigre depuis 2012, M. Cocco a intégré l'an dernier une brigade de soixante-dix « ambassadeurs » bénévoles de la lutte antimoustiques. Ces Pessacais ont reçu une formation avant d'aller prêcher la bonne parole auprès de leurs concitoyens. Principal message : il faut supprimer la moindre rétention d'eau qui pourrait servir de gîte pour les larves : coupelle disposée sous une plante en pot, bâche laissée sous la pluie…

Les piqûres du « tigre » ne sont pas qu'une nuisance : l'insecte peut transmettre des arbovirus tels que la dengue, le chikungunya ou Zika, en piquant une personne malade puis une personne saine. En Gironde, de tels cas de transmission « autochtone » n'ont jamais été enregistrés, selon l'agence régionale de santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine et Santé publique France ; mais en 2023, 78 cas de dengue et 2 cas de chikungunya « importés » – c'est-à-dire des voyageurs malades en provenance de l'étranger ou de départements d'outre-mer – ont été détectés.

Tâche de longue haleine

Au 23 juillet, l'ARS a enregistré trente-deux cas importés de dengue et un cas importé de chikungunya. L'agence surveille d'autant plus la situation que des visiteurs du monde entier sont attendus à Bordeaux jusqu'au 2 août pour la compétition olympique de football. D'après l'édition européenne de *The Lancet Countdown* en date du 12 mai, la pression de ces maladies est appelée à s'accentuer : *« L'augmentation de la mobilité des humains, combinée à la hausse de l'adéquation climatique, contribue à une poussée des maladies arboricoles en Europe »*, écrivent les scientifiques.

L'acculturation du public est une tâche de longue haleine. Les autorités mettent l'accent sur le rôle des particuliers et fin 2019, une instruction de la direction générale de la santé a souligné l'importance de la *« mobilisation sociale »* des habitants. *« L'échange transversal* [entre riverains], *c'est le plus difficile »*, selon Christophe Courtin, coordinateur du centre de démoustication, qui accompagne les vingt-huit communes de Bordeaux Métropole. Il évoque un certain *« individualisme »* et *« les gens qui ne se sentent pas légitimes »* pour faire la promotion des bonnes pratiques. Le centre, lui, fait *« feu de tout bois »* pour communiquer : arrêts de tram, tutoriels sur Internet, réseaux sociaux, médias. Sur le terrain, *« on a l'impression que des progrès sont faits »*, affirme l'expert.

A Talence, au sud de Bordeaux, on prend le « tigre » au sérieux. En 2023, la ville a lancé une expérimentation visant à réduire la présence des moustiques dans un îlot d'une vingtaine d'habitations, étendue cette année à une autre résidence. Au programme : distribution de pièges, retour d'expérience et pédagogie. *« L'objectif, c'est que les gens nous disent qu'il y a moins de moustiques ; pas qu'il n'y en a plus, car ce n'est pas possible »*, prévient Stéphane Delgado, conseiller municipal chargé de cette initiative.

Il y a deux mois, la ville a recruté une agente, Louise Beaufort, chargée d'animer la lutte antimoustiques et la promotion de la biodiversité. *« Même si les gens ont pris conscience* [du problème], *ils ne font pas forcément les bons gestes »*, remarque-t-elle.

Le moustique-tigre peut transmettre des arbovirus tels que la dengue, le chikungunya ou Zika

Pendant les visites, le risque sanitaire n'arrive pas tout de suite dans la conversation. Pourtant, une habitante peut témoigner que le chikungunya n'est pas une partie de plaisir. Roseline Dugoulet, une ex-restauratrice de 75 ans, l'a contracté à la fin des années 2000 sur l'île de La Réunion, où elle vivait alors. *« J'ai eu mal à toutes les articulations, impossible de marcher »*, se souvient-elle, évoquant des douleurs récurrentes pendant une dizaine d'années.

Son jardin coquet, fait d'une pelouse synthétique et de paillis d'ardoise, se révèle admirablement sec : aucune trace de l'orage de la veille. Un grand sac est pendu à l'envers pour éviter que la pluie s'y maintienne, et le seau est *« systématiquement »* retourné après usage – autant de gîtes larvaires potentiels en moins.

Dans l'ouest de la métropole, la commune de Saint-Médard-en-Jalles occupe un vaste territoire boisé constellé de zones humides. Ses élus se voient souvent rappeler par leurs administrés les épandages d'insecticide depuis un hélicoptère ou un avion, pratique courante entre les années 1960 et 1990. Une solution du passé, juge la mairie, qui s'est engagée dans un plan de préservation de la biodiversité marqué par la distribution, depuis 2021, de plus de trois cents nichoirs à hirondelles et abris à chauves-souris. Grâce au développement de ces volatiles, la municipalité espère des effets positifs contre les moustiques.

Jusqu'à présent, ces derniers sont restés discrets cette année : c'est bon pour la qualité de vie, mais peu favorable à la promotion des comportements vertueux. En 2022, au contraire, l'infestation a fait rage et les habitants savaient trouver la mairie pour lui demander des comptes, rappelle Valentin Désiré, le directeur de la transition écologique.

Il encourage les habitants à s'informer au motif que la municipalité n'a pas les moyens d'assurer à elle seule la diffusion des bonnes pratiques. Que chacun *« se responsabilise »* fait partie de la solution, estime aussi Fatima Chehrouri, chargée de mission innovation citoyenne à la mairie de Pessac, car à ses yeux, *« on ne peut pas tout attendre d'une collectivité »*. ■

JULIEN LEMAIGNEN



*Comparaisons de prix moyens sur un total de 5 664 produits de marques nationales relevés du 17/06/2024 au 28/06/2024 dans 360 magasins des 9 enseignes comparées. La surface de vente moyenne étudiée pour chaque enseigne est de : E.Leclerc 6 223 m^2, Lidl 1 108 m^2, magasins U 4 268 m^2, Aldi 862 m^2, Intermarché 3 584 m^2, Carrefour 9 623 m^2, Auchan 9 924 m^2, Carrefour Market 3 294 m^2 et Cora 9 092 m^2. Étude réalisée sur des enseignes de formats différents. Plus d'informations et détails des prix et des formats des magasins étudiés sur quiestlemoinscher.leclerc

Le Monde
MARDI 30 JUILLET 2024

« Il faut créer des ponts avec le NFP »

L'eurodéputé Pascal Canfin (Renew) souhaite la naissance d'une « culture de coalition » en France

ENTRETIEN

Rappelant que le Nouveau Front populaire (NFP) est arrivé en tête, le 7 juillet, le député européen (Renew) et ancien patron de WWF France Pascal Canfin, représentant de l'aile gauche de la Macronie, appelle son camp à ouvrir les discussions avec la gauche et met en garde contre la tentation de ne s'allier qu'au parti Les Républicains (LR). Cette alliance réduite à LR ne tiendrait, dit-il, que par le *« soutien tacite »* du Rassemblement national (RN).



Pascal Canfin, à Paris, le 14 janvier 2022.
JULIE GLASSBERG POUR « LE MONDE »

La trêve olympique a été décrétée par le chef de l'Etat. Peut-on imaginer qu'un nouveau gouvernement émerge dès la fin des épreuves, après le 11 août ?

Se projeter après les Jeux olympiques, c'est faire preuve de bon sens. On ne peut pas changer de gouvernement avec les défis, notamment sécuritaires, que représente l'événement. Mais avoir un nouveau gouvernement rapidement est fondamental. Les partis politiques français doivent apprendre ce que l'immense majorité de leurs collègues européens font et ce que l'on vient de faire au Parlement européen en bâtissant une coalition autour de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, allant du PPE *[Parti populaire européen ; droite]* aux Verts, en passant par les centristes et les socialistes.

Est-ce imaginable en France ?

Il faut un discours sur la méthode. Dans toutes les démocraties européennes qui ont une culture de coalition, le premier groupe arrivé en tête des élections doit prouver qu'il est capable de trouver une majorité à l'Assemblée. En France, il s'agit du NFP.

Si le point de départ de cette coalition est le NFP, Emmanuel Macron a-t-il eu tort de ne pas accepter la nomination de Lucie Castets à Matignon ?

Le NFP n'a pas de majorité seul. Il ne peut pas prétendre gouverner en disant : « Nommez-moi à Matignon, et je vais faire mon programme tout seul. » Ça ne se passe jamais ainsi. Mais c'est au NFP de tendre la main à d'autres groupes pour chercher une majorité. Le paradoxe est que ce scénario, qui est le plus naturel dans toutes les autres démocraties européennes, n'a toujours pas commencé. Peut-être fallait-il passer par la nomination d'une candidate première ministre de la part du NFP pour qu'il y ait un interlocuteur ? Maintenant, il faut créer des ponts et non ériger des murs avec le NFP pour que les discussions puissent formellement débuter.

Le camp présidentiel semble ne s'adresser qu'à la droite…

Une majorité de députés sous la bannière Ensemble pour la République *[EPR]* avec qui j'ai échangé ne veulent pas d'une coalition exclusive avec LR. Pour une raison de fond d'abord : le pacte législatif proposé par Laurent Wauquiez est un programme très à droite qui ne correspond pas au point d'équilibre d'Ensemble. Ensuite, cette coalition n'aurait pas de majorité seule. Elle rassemble au mieux 213 députés. Elle ne pourrait donc tenir que par le soutien tacite du RN. Ce serait l'exact contraire de l'esprit du front républicain mis en place lors des élections.

Nommer un premier ministre de droite, avec un gouvernement sans représentant du NFP, serait-il aussi inacceptable pour les députés EPR ?

Un premier ministre de droite ou apparenté LR ne devrait sa survie qu'au RN en s'assurant que le parti lepéniste ne vote pas de motion de censure. Ce serait donner les clés du camion à l'extrême droite. Notre plan A, c'est de faire en France ce qu'on a réussi à faire en Europe. Mais je constate que ni les Verts français ni les LR n'ont voté pour cette coalition à Bruxelles, contre la majorité de leur groupe respectif.

Beaucoup, au sein de la Macronie, y compris à l'Elysée, assurent que le pays est à droite…

La leçon des élections législatives, c'est dire que la droite LR est sortie gagnante ? Combien ont-ils de députés ? *[la Droite républicaine en compte quarante-sept.]* Ce qu'il faut retenir de ce scrutin, c'est que 11 millions de Français ont voté pour l'extrême droite, mais qu'il y a encore plus de Français qui ont voulu faire barrage au RN.

Ce barrage républicain permet-il d'ignorer le vote RN ?

Le premier moteur du vote RN, c'est le sujet migratoire. Il faut l'entendre. Pourquoi ne pas reprendre l'idée qui avait été lancée par Olivier Véran *[ancien ministre du renouveau démocratique]* de faire une grande convention citoyenne dans les territoires sur l'enjeu des politiques migratoires ? Cela permettrait d'aborder le sujet sans tabou, sans simplisme et de la manière la plus objective possible.

Le NFP refuse tout compromis et revendique la victoire. Cette large coalition que vous évoquez n'est-elle pas chimérique ?

Il faut que les discussions puissent commencer vite. Y compris pendant la trêve olympique. Mais il faut tendre la main : est-ce qu'on

> **« Une majorité de députés Ensemble pour la République avec qui j'ai échangé ne veulent pas d'une coalition exclusive avec LR »**

est capable de se mettre d'accord sur une dizaine de points qui ne sont évidemment pas la totalité du programme NFP ? Prenons par exemple la proportionnelle. Ne peut-on pas se mettre d'accord là-dessus ? Tant que cette feuille de route est respectée, les groupes qui soutiennent l'accord ne votent pas de motion de censure. Et pour les sujets hors accord, cela se décidera par des majorités texte par texte à l'Assemblée nationale. Cet accord éventuel ne tiendra sans doute que sur une durée déterminée d'un an. Aller au-delà demanderait probablement trop d'engagement de la part des acteurs politiques concernés.

Au sein du NFP, il y a La France insoumise qui, aux yeux d'une partie du camp présidentiel et des LR, est aussi dangereuse que le RN. Peut-on imaginer un gouvernement de coalition avec des « insoumis » ?

Il ne faut pas jeter d'anathème par principe sur des gens qui ont joué le jeu du front républicain. Retournons le problème. Est-ce que LFI est capable de sortir de la posture d'un Jean-Luc Mélenchon qui, à 20 h 05, dimanche 7 juillet, dit : « Nous avons la majorité », alors que ce n'est pas vrai. Et « on doit appliquer tout notre programme », alors qu'il n'y a aucune légitimité politique et aucune réalité arithmétique à cela. Cette posture n'est pas celle du front républicain. Est-ce que les Verts et les socialistes sont capables de faire vivre autre chose que cette posture ?

L'échéance de 2027 ne rend-elle pas impossible toute alliance avec le camp présidentiel ? Les partis veulent rester dans l'opposition pour incarner l'alternance…

Compromis ne veut pas dire compromission. Il y a trois niveaux de soutien possibles. Le premier, c'est la participation au gouvernement. Le deuxième, c'est le soutien sans participation. Et le troisième, c'est le soutien critique tout en ne votant pas de motion de censure. Cela crée des options pour tous les partis concernés.

Pour sortir de l'impasse, ne faut-il pas envisager un gouvernement dit « technique » ?

La limite du gouvernement technique, c'est le budget. Un tel gouvernement ne peut pas faire de choix budgétaires importants. Or, compte tenu de la situation du déficit budgétaire et de la réforme du pacte de stabilité, nous allons devoir faire des choix difficiles : de combien réduit-on le déficit, sur quelles échéances ? Selon les nouvelles règles européennes, si on veut étaler l'effort de réduction sur sept ans et non sur quatre, alors il faut proposer un plan de réformes associé. C'est un choix politique. Pas un choix technique.

Etes-vous optimiste sur la possibilité de faire naître cette culture de la coalition ?

Comme dans tous les pays européens, bâtir une coalition peut prendre des semaines, parfois beaucoup plus. C'est un état d'esprit qu'il faut enclencher. Je ne suis ni optimiste ni pessimiste, j'essaie de contribuer, avec mon expérience de député européen, à faire avancer les choses pour éviter le blocage du pays. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE GATINOIS

Tensions entre les eurodéputés Hassan et Bellamy

Après le dépôt de deux plaintes, le Parlement a ouvert une enquête sur le comportement de la députée LFI

BRUXELLES - *bureau européen*

A peine élue au Parlement européen, la militante propalestinienne Rima Hassan a fait parler d'elle. Jeudi 25 juillet, l'eurodéputé Les Républicains (LR) François-Xavier Bellamy a annoncé qu'il allait porter plainte contre sa collègue La France insoumise (LFI) pour « menace et incitation à commettre un crime ou un délit contre un élu ». Rima Hassan, juge-t-il, l'a *« désigné nommément à la vindicte des milieux islamistes »* sur les réseaux sociaux.

A Bruxelles, la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, a, pour sa part, décidé d'ouvrir une enquête, suspectant Rima Hassan, dans l'affaire qui l'oppose à François-Xavier Bellamy, d'avoir enfreint le code de conduite de l'institution. La juriste franco-palestinienne encourt des pénalités financières et une interdiction temporaire d'exercer son travail de parlementaire.

Dans la foulée, Rima Hassan a décidé de porter plainte contre François-Xavier Bellamy pour « diffamation publique et dénonciation calomnieuse », comme l'a fait savoir, sur X, son avocat, Me Vincent Brengarth, dans la soirée de jeudi. Elle a également envoyé un e-mail à Roberta Metsola, lui demandant de se pencher sur le comportement de l'eurodéputé LR.

Report du vote

Tout commence lundi 22 juillet, lorsque François-Xavier Bellamy apprend que Rima Hassan est pressentie pour occuper l'une des quatre vice-présidences de la commission des droits de l'homme du Parlement européen. Quelques jours plus tôt, les différents groupes politiques se sont en effet réparti les responsabilités – présidences, vice-présidences… – au sein des commissions parlementaires en fonction de leurs résultats aux élections européennes de juin, et les gauches radicales de The Left ont obtenu ce poste.

Impossible qu'il revienne à l'« insoumise », dont il a dénoncé à plusieurs reprises l'antisémitisme, juge François-Xavier Bellamy. Il contacte immédiatement Manfred Weber, le président du groupe des chrétiens-démocrates du Parti populaire européen (PPE), auquel LR est affilié, afin de barrer la route à l'eurodéputée. L'Allemand ne souhaitait pas revenir sur l'accord qu'il avait conclu avec ses homologues, mais le portrait de Rima Hassan que François-Xavier Bellamy lui dresse le fait changer d'avis.

Le 22 juillet, Rima Hassan est pressentie pour occuper l'une des quatre vice-présidences de la commission des droits de l'homme

D'autant que la commission des droits de l'homme, d'où est parti le scandale du « Qatargate », est, au Parlement européen, un lieu d'influence important pour les Etats étrangers qui cherchent à défendre leur image ou à dégrader celle d'un pays avec lequel ils sont en conflit. De la Chine à la Turquie, en passant par le Maroc, les Emirats arabes unis ou l'Inde, les diplomates du monde entier et groupes de pression en tout genre y entretiennent des contacts réguliers, afin de faire valoir leur cause. Car c'est cette enceinte qui lance, chaque mois à Strasbourg, des *« résolutions »* sans aucune valeur législative mais dont le contenu est lu avec la plus haute attention en dehors des frontières de l'Union.

De leur côté, les libéraux du groupe Renew arrivent à la même conclusion que le PPE. *« Rima Hassan est hostile à la solution des deux Etats dans le conflit israélo-palestinien que défendent toutes les institutions européennes. Qui plus est, elle se présente comme la voix de la Palestine »*, explique l'eurodéputé macroniste Bernard Guetta. Les sociaux-démocrates et les Verts considèrent, pour leur part, qu'ils n'ont pas à interférer dans le choix de The Left.

Bernard Guetta jugeait également problématique la candidature d'un élu polonais, Arkadiusz Mularczyk, *« qui a participé à l'assaut du PiS* [Droit et justice] *contre l'indépendance de la justice »*, à une autre des vice-présidences de la commission des droits de l'homme. Le groupe des Conservateurs et réformistes européens, qui rassemble, autour du parti postfasciste de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, plusieurs partis de droite nationaliste, avait décidé d'attribuer le poste à ce proche du PiS.



Rima Hassan, au Parlement européen, à Strasbourg, le 16 juillet. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Conséquence, mardi 23 juillet, lors du vote en commission des droits de l'homme sur les vice-présidences, il est décidé de reporter à septembre le vote sur les candidatures de Rima Hassan et d'Arkadiusz Mularczyk, en espérant que, d'ici-là, les deux groupes concernés changeront de candidat. *« Si, après les vacances, The Left ne change pas de candidate, on fera battre Rima Hassan »*, prévient le PPE.

François-Xavier Bellamy considère pour sa part que l'affaire est entendue. *« J'ai alerté nos collègues en urgence pour faire barrage à l'élection de Rima Hassan* [à la] *vice-présidence de la commission droits de l'homme du Parlement européen… Bataille gagnée. Une tribune de moins pour l'antisémitisme. Nous ne lâcherons rien aux avocats du Hamas »*, se félicite-t-il sur X, juste après le report du vote.

« Lobbyistes pro-israéliens »

« La lâcheté qui vous anime ici est la même que celle qui est dans votre regard vide et fuyant quand je vous croise dans les couloirs du Parlement européen. Tremblez. Ce n'est que le début », lui répond Rima Hassan, sur le même réseau social. Le lendemain, mercredi 24 juillet, elle ajoute : *« Pour le moment, François-Xavier Bellamy et ses petits copains, proches du régime génocidaire israélien, dorment bien la nuit. Ça ne va pas durer. »* C'est à ce moment-là que le professeur de philosophie décide de saisir la justice.

Selon l'eurodéputée LFI, François-Xavier Bellamy l'a insultée le premier, en la traitant d'antisémite et d'« élue du Hamas »

François-Xavier Bellamy l'a, le premier, insultée en la traitant d'antisémite et *d'« élue du Hamas »*, insiste Rima Hassan. Elle ajoute que, le 23 juillet, devant la salle où le report du vote sur son accès à la vice-présidence de la commission des droits de l'homme a été décidé, se tenaient des *« lobbyistes pro-israéliens, qui échangeaient avec des gens d'extrême droite mais aussi de droite »*. Dès lors, ajoute-t-elle, elle n'a pas proféré de menace à son endroit, mais elle voulait prévenir *« ces gens-là »* qu'ils la *« trouveraient sur leur chemin »*, qu'elle serait là pour *« dénoncer leurs manœuvres avec le gouvernement israélien et la manière dont ils calomnient* [son] *combat »*.

Pour l'heure, nombre d'élus non français du Parlement européen ont découvert Rima Hassan dont ils n'avaient, pour la plupart, jamais entendu parler. *« Rima Hassan se crée un personnage de passionaria de la Palestine au Parlement européen. Elle mène désormais une partie bien au-delà de la seule France »*, conclut Bernard Guetta. ■

VIRGINIE MALINGRE

Un narcotraficant français extradé du Liban

Abdel Karim Touil avait été condamné à douze ans de prison en 2023 pour avoir été le « pivot » d'un trafic de cocaïne

Les films d'action sont volontiers utilisés comme référence pour raconter la traque musclée des narcotrafiquants en cavale. En ce qui concerne Abdel Karim Touil, dit « le Professeur », le scénario tient plus du registre du thriller judiciaire, où les péripéties naissent des documents administratifs et des négociations d'alcôve. Cette histoire a connu un dernier rebondissement avec l'extradition vers la France depuis le Liban de ce narcotrafiquant franco-tunisien âgé de 38 ans, jeudi 25 juillet, une information révélée par *Le Nouvel Obs*.

Longtemps en cavale à Dubaï, M. Touil avait été condamné, par contumace, à une peine de douze ans de prison pour importation de cocaïne. Le voici désormais placé en rétention judiciaire, dans l'attente d'une comparution devant un juge des libertés et de la détention du tribunal de Bobigny. Le dénouement d'un dossier tortueux, semblable à un jeu de piste.

C'est une cargaison de cocaïne au parcours capricieux qui a déclenché l'affaire, en janvier 2020. Un embrouillamini dans les coordonnées GPS utilisées par les transporteurs la convoie, par erreur, vers une menuiserie située dans le bourg rural de Montussan, en Gironde, au lieu de Montluçon, dans l'Allier, où elle était attendue par des complices. Les 730 kilos de cocaïne, dissimulés dans un chargement de bois exotique, ne peuvent rester trop longtemps en stand-by au mauvais endroit. C'est alors que la police, bien informée, fond sur le petit groupe de trafiquants missionné pour récupérer la « coke » mal aiguillée.

Une cible prioritaire

Dix d'entre eux ont comparu devant le tribunal correctionnel de Bordeaux, début octobre 2023. « Le Professeur », présenté comme le *« pivot »* de l'organisation – ce que conteste sa défense – est condamné. La piste des commanditaires de cette importation à la valeur marchande estimée à 44 millions d'euros, arrivée par le port d'Anvers en provenance du Brésil, mènerait vers la Belgique et les Pays-Bas. Mais les cerveaux supposés, comme souvent dans ces affaires, n'ont pas été retrouvés.

Un tel prisonnier a une valeur politique certaine. Si bien que l'affaire s'invite dans les discussions de palais entre la France et le Liban

Un homme aussi manquait donc à l'appel, sur le banc des prévenus : Abdel Karim Touil, que l'on savait en cavale, bien loin du tribunal de Bordeaux, de Montussan, de Montluçon ou d'Anvers. Il vit alors parmi les exilés français de Dubaï, fiche rouge Interpol en guise de cible sur le dos.

Son nom figure sur la liste des cibles prioritaires de l'Office antistupéfiants. Sur celle, aussi, transmise par le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, à ses homologues émiratis, lors de sa visite diplomatique du 25 octobre 2023. M. Touil n'était pas difficile à débusquer pour la police locale. Le narcotrafiquant, qui tenait à Dubaï une concession automobile, est arrêté quelques jours à peine après le départ du ministre français.

Cette prise – associée à celle du Havrais Abdelkader Bouguettaia – est vantée comme un symbole de la bonne coopération policière entre la France et les Emirats. L'un comme l'autre vont pourtant échapper à la justice française, et incarner cette fois les difficultés de la coopération judiciaire entre les deux pays. Car au mois de janvier, pour des raisons encore obscures pour les magistrats français, « le Professeur » est remis en liberté. C'est vers le Liban, grâce à un passeport algérien, qu'il s'échappe alors. Mais le pays du Cèdre ne sera pas longtemps son refuge.

Abdel Karim Touil est arrêté à la mi-mars à Beyrouth, placé sous contrôle judiciaire puis en détention. L'occasion pour la justice française de relancer les demandes de coopération, avec le Liban cette fois-ci. Un tel prisonnier a une valeur politique certaine. Si bien que l'affaire s'invite dans les discussions de palais. Un échange avec Georges Ibrahim Abdallah, prisonnier politique âgé de 73 ans, incarcéré en France depuis 1987 pour complicité dans deux assassinats, est un temps envisagé. C'est finalement à la suite d'un vote lors du conseil des ministres, à la mi-juin, qu'est actée l'extradition de M. Touil, devenu le protagoniste d'un dossier diplomatique sensible, tandis qu'une trentaine d'autres narcotrafiquants français – autant de cas particuliers et de scénarios originaux – sont encore réfugiés à Dubaï. ■

THOMAS SAINTOURENS

FAIT DIVERS

Meurtre d'une femme de 22 ans dans l'Hérault

Le corps d'une femme de 22 ans présentant une trentaine de coups de couteau a été retrouvé, dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 juillet, à son domicile de Clapiers (Hérault), a déclaré, dimanche 28 juillet, le procureur de Montpellier, Fabrice Belargent, confirmant une information du quotidien *Midi Libre*. Son compagnon, qui a lui-même alerté les secours en affirmant avoir porté les coups mortels, a été placé en garde à vue et sera présenté au parquet, lundi, a ajouté le procureur. – *(AFP.)*

JUSTICE

Jeux olympiques : les militants d'Extinction Rebellion relâchés

Trois militants interpellés samedi 27 juillet, à Paris, alors ils s'apprêtaient à manifester avec Extinction Rebellion *« contre les saccages sociaux et environnementaux »* des Jeux olympiques, ont été relâchés, dimanche après-midi, sans poursuites à ce stade. La majorité des quarante-cinq militants arrêtés avaient déjà été libérés, samedi. – *(AFP.)*

Le Monde
MARDI 30 JUILLET 2024

Loi « antisquat » : des expulsions « plus nombreuses »

Les acteurs de la lutte contre le mal-logement dénoncent un texte déséquilibré en faveur des propriétaires

Quel premier bilan dresser de la loi du 27 juillet 2023 contre l'occupation illicite des logements, dite « loi "antisquat" », après un an d'application ? Le texte avait suscité de nombreuses critiques, dès qu'il fut proposé par les députés Renaissance Guillaume Kasbarian et Aurore Bergé, entrés au gouvernement depuis.

Son objectif affiché était de défendre les petits propriétaires contre les impayés de loyer et contre le squat, quand bien même la moitié du parc loué est détenue par des propriétaires d'au moins cinq logements, selon une étude de l'Insee. Les associations de locataires et de lutte contre le mal-logement, mais aussi la Défenseure des droits, la Commission nationale consultative des droits de l'homme et les rapporteurs spéciaux de l'ONU avaient dénoncé un texte déséquilibré, trop défavorable aux locataires et aux squatteurs.

Pour Christophe Demerson, qui a longtemps présidé l'Union nationale des propriétaires immobiliers et dirige maintenant son magazine, *« cette loi a un peu rassuré les propriétaires bailleurs, même si la décision du Conseil constitutionnel a brouillé le message »*, dit-il en écho à la censure, par les juges constitutionnels, d'un article qui exonérait le propriétaire de son obligation d'entretenir un logement squatté et de sa responsabilité en cas de dommage à un tiers dû à un défaut d'entretien. *« J'ai l'impression qu'on voit moins de modes d'emploi du squat en ligne »*, salue-t-il également.

Le constat que dresse Thibaut Spriet, secrétaire national du Syndicat de la magistrature, concernant les impayés de loyer, est négatif. *« Il y a de plus en plus de procédures lancées pour de petites dettes, et les possibilités et les délais pour trouver des solutions ont été considérablement réduits. »*

Avec la nouvelle loi, le juge n'est plus en mesure d'accorder d'office des délais de paiement à un locataire. Il est requis que celui-ci en fasse la demande – or, la plupart des locataires ne sont pas au courant et ne sont pas présents à l'audience – et qu'il ait repris *« le paiement du loyer courant »*. De plus, ces délais de paiement ont été ramenés de trois ans à un an maximum.

« Situations surréalistes »

L'imprécision du texte lui vaut d'être diversement interprété : certains juges demandent que ce « loyer courant » inclue les charges et les aides au logement, même si la CAF a parfois suspendu le versement de ces dernières. L'avocate Anne Caillet, qui défend beaucoup de locataires de Seine-Saint-Denis, rapporte *« des situations surréalistes, telle cette mère d'un très jeune enfant, expulsée pour une dette de 1 500 euros, alors qu'elle avait réglé son dernier loyer, hormis 20 euros de charges »*.

Autre grief : les délais sont accordés en fonction de la *« bonne foi »* du locataire. *« L'un de ceux que nous accompagnons a été considéré de mauvaise foi parce qu'il avait réussi à régler deux loyers avant l'audience, ce qui était censé montrer qu'il avait les moyens d'éviter les impayés »*, a témoigné Marianne Yvon, responsable de l'Espace solidarité habitat de la Fondation Abbé Pierre, à Paris, lors d'une conférence de presse, le 4 juin.

> **Un des aspects très contestés de la loi a été la création d'une sanction pénale, une amende de 7 500 euros à l'encontre des locataires**

Un des aspects très contestés de la loi a été la création d'une sanction pénale, sous la forme d'une amende de 7 500 euros, à l'encontre des locataires qui se maintiennent dans les lieux à l'issue des délais fixés par la procédure d'expulsion. Les observateurs n'ont pas connaissance de propriétaires ayant lancé de telles poursuites. *« Mais cette menace d'amende, assortie d'une inscription au casier judiciaire, pèse très lourdement, surtout pour les locataires qui ne pourraient pas renouveler leur titre de séjour s'ils étaient ainsi condamnés »*, selon Marianne Yvon.

Quant aux quelques mesures visant à améliorer la prévention des expulsions, elles dépendent en partie de décrets d'application que le gouvernement n'a pas encore publiés. *« C'est notamment le cas d'une disposition donnant aux commissaires de justice* [ex-huissiers de justice] *un rôle social, par la collecte d'informations auprès des locataires auxquels ils remettent un commandement de payer »*, souligne Benoit Santoire, président de la Chambre nationale des commissaires de justice.

Me Caillet résume le sentiment général : *« Les décisions d'expulsion sont devenues plus rapides et plus nombreuses. »* Une impression qui ne peut pas être corroborée par le ministère de la justice, puisqu'il a cessé de décompter ces décisions après 2019. Le seul chiffre connu est celui des expulsions forcées – quand le propriétaire a demandé et obtenu le concours de la force publique, si le locataire n'est pas parti de lui-même à l'issue de la procédure.

Peines multipliées par trois

En 2023, 21 500 ménages ont été expulsés, en hausse de 23 % en un an, mais c'est le chiffre de 2024 qui permettra de vraiment mesurer l'impact de la nouvelle loi : du fait de l'engorgement des tribunaux, *« il faut compter cinq à dix-huit mois pour obtenir une décision du juge »*, relève Benoît Santoire. Me Caillet s'attend à une forte progression en Seine-Saint-Denis : *« Le préfet accorde parfois en quelques jours le concours de la force publique, alors qu'il faut attendre plusieurs mois avant d'obtenir une audience pour demander un délai avant de quitter les lieux. »* Et ce délai ne peut excéder un an, au lieu de trois ans précédemment.

La répression des squats s'est, elle aussi, intensifiée, selon l'avocat Matteo Bonaglia, qui cite l'exemple d'*« une dame de 72 ans, laissée avec tous ses meubles sur le trottoir »*. Il ne s'en étonne pas : *« C'est parce que la loi Kasbarian-Bergé augmente mécaniquement les expulsions, et donc le nombre de ménages susceptibles de se tourner vers le squat faute de logements abordables et d'hébergements d'urgence, qu'elle comporte aussi un important volet antisquat. »*

Les peines ont été multipliées par trois, pour atteindre jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende en cas de squat de domicile. Le nombre de procédures engagées au pénal pour maintien dans les lieux à la suite d'une violation de domicile a progressé de 25 % depuis l'entrée en vigueur de la loi : il est passé de 299 sur la période août-décembre 2022 à 374 sur la période août-décembre 2023, selon les chiffres communiqués au *Monde* par le ministère de la justice. Idem pour les condamnations, passées de 83 à 104.

La nouvelle loi a aussi facilité les expulsions de squats, au point que le passage devant un juge judiciaire est devenu *« rarissime »*, selon Matteo Bonaglia. Il est maintenant possible de demander au préfet une expulsion forcée accélérée, sous sept jours, pour le squat de tout local d'habitation, même inhabité, alors que cela n'était auparavant possible, sous quarante-huit heures, que pour le squat d'un domicile (depuis 2007) ou d'une résidence secondaire ou occasionnelle (depuis 2020). De plus, le squat de tout local à usage d'habitation, ou à usage commercial, agricole ou professionnel, *« c'est-à-dire le squat de la quasi-totalité des bâtiments »*, décrypte Matteo Bonaglia, est devenu passible de deux ans de prison et de 30 000 euros d'amende, alors que seule la violation de domicile était jusqu'ici considérée comme un délit.

« Les forces de l'ordre interviennent désormais sur la base de ce nouveau délit, placent les occupants en garde à vue et restituent dans le même temps le bâtiment au propriétaire, ce qui constitue une expulsion de fait, illégale, selon moi, aussi longtemps que l'infraction n'est pas caractérisée », décrit l'avocat.

Dans ce cas de figure, comme lors d'une expulsion forcée accélérée, le propriétaire évite une procédure contradictoire devant un juge judiciaire, qui aurait pu accorder un délai avant l'expulsion et/ou le bénéfice de la trêve hivernale. Cela confirme, selon Matteo Bonaglia, que *« l'esprit qui anime cette loi est celui d'une protection absolue de la propriété privée et de la rente locative, au préjudice des plus vulnérables »*. ■

CLAIRE ANÉ

Ecole : à Toulouse, une amende pour les parents en retard le soir

La ville met en place ces pénalités à la rentrée scolaire. Un système contesté, déjà en place à Strasbourg ou à Bordeaux

Venir chercher son enfant en retard le soir pourra bientôt coûter cher aux parents d'élèves toulousains. La commune a décidé, à la fin de l'année scolaire 2023-2024, la mise en place d'un forfait de 30 euros pour tout parent qui viendrait récupérer son enfant à l'accueil périscolaire après la fin de la tranche horaire prévue – au plus tard à 18 h 30.

Ce système, qui existe déjà dans d'autres communes, comme Strasbourg ou Bordeaux, est justifié par la mairie de Toulouse par des *« centaines de retards »* enregistrés chaque année. Dans un courriel diffusé le 3 juillet, la ville informe que, désormais, *« tout retard enregistré le soir pourra donner lieu à la facturation d'un forfait de 30 euros correspondant au coût salarial des deux animateurs qui se voient contraints de rester »*, même si le même courrier précise que les équipes sauront faire preuve de *« pédagogie »* dans l'application de cette mesure auprès des parents.

A Toulouse, 28 000 enfants fréquentent les 211 accueils périscolaires, appelés dans la Ville rose « centres de loisirs associés à l'école ». *« On est passés de 4 000 retards par an en 2019, à 8 000 cette année*, détaille Marion Lalane-de Laubadère, l'adjointe au maire, Jean-Luc Moudenc (ex-Les Républicains), chargée de l'éducation. *Mais sur ces retards enregistrés, seules quelques centaines de familles sont récalcitrantes et ont de réelles difficultés à être à l'heure. Elles disposent du temps des animateurs et, en tout état de cause, c'est injuste pour les familles qui font l'effort d'être à l'heure. »*

> **« C'est la logique du Père Fouettard. Comme si on faisait exprès de venir chercher nos gosses en retard »**
> ÉRIC PINOT
> président de la FCPE en Haute-Garonne

« Sans concertation »

Cette annonce a provoqué la colère de parents d'élèves toulousains. L'antenne locale de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) dénonce une décision *« sans concertation »* avec les familles, selon Eric Pinot, président de la fédération pour le département de Haute-Garonne. *« C'est la logique du père Fouettard qui s'applique*, s'agace-t-il. *Comme si on faisait exprès de venir chercher nos gosses en retard. »* Pour ce père de famille, la logique de l'amende revient à qualifier les parents de *« profiteurs, d'abuseurs du service public »*, ce qui *« participe de ce climat politique délétère »*.

La FCPE craint également que la mesure touche davantage les familles les plus précaires. *« A l'arrivée, on va discriminer qui ?*, interroge M. Pinot. *Les parents qui ont vraiment besoin de ce service parce qu'ils jonglent avec des emplois du temps compliqués, les familles monoparentales notamment. Et non pas les plus à l'aise financièrement. »* La FCPE juge également que le niveau de l'amende est *« énorme »* et cite les autres communes qui ont mis en place ce système avec des pénalités plus progressives. C'est le cas à Strasbourg, où tout retard à l'accueil périscolaire en maternelle est pénalisé 11,95 euros pour les premier et deuxième retards, puis 23,90 euros à partir du troisième.

Pour quelle efficacité ? Si la mairie de Strasbourg n'a pas souhaité répondre aux sollicitations du *Monde*, à Toulouse, on assure avoir regardé de près les études menées dans les villes où des pénalités sont effectives. Mme Lalane-de-Laubadère assure avoir eu connaissance d'un exemple, cité par les médias, qui se sont emparés du sujet : en Israël, des crèches avaient mis en place des pénalités avant de constater que le dispositif augmentait le nombre de retards, les parents finissant par payer les amendes en considérant qu'ils s'offraient ainsi un temps de garde supplémentaire.

« Pour éviter ce problème, il faut afficher un montant dissuasif, assure Mme Lalane-de- Laubadère. *Mais, évidemment, il ne s'agit pas de faire tomber à l'aveugle une amende sur des parents qui ont eu un petit contretemps. Tout cela se fait dans un dialogue avec la famille. »* La mairie se donne le temps d'expérimenter la mesure pendant l'année scolaire à venir, avant d'en tirer un premier bilan. ■

VIOLAINE MORIN

Le public français se prend aux Jeux

Les athlètes eux-mêmes s'avouent surpris par l'ambiance survoltée qui règne sur les lieux de compétition



Le nageur Léon Marchand, après sa médaille d'or, à l'Arena Paris La Défense, à Nanterre, le 28 juillet. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

La brasse coulée a désormais un thème musical. Un silence, un cri, un silence, un cri. Tête sous l'eau, tête hors de l'eau. Pour suivre le nageur Léon Marchand, dimanche 28 juillet au matin, dans l'avant-dernière partie des séries du 400 m 4 nages, il suffisait d'écouter la partition du public de l'Arena Paris la Défense, chaud comme s'il était minuit à midi, comme s'il était déjà champion olympique, neuf heures avant son titre. Un silence, *« Allez ! »* Un silence, *« Allez ! »*

Depuis samedi, dans les tribunes des Jeux olympiques : les séries et les qualifications sont fêtées comme des finales, les défaites comme des victoires, le public s'enflamme pour ces Jeux souvent redoutés et décriés. *« C'est limite comme un stade de foot »*, résumait Léon Marchand.

On connaissait la France amoureuse de football, comptant de 1 à 3-0 depuis le Mondial 1998. Désormais, il y a la France passionnée de natation, d'escrime ou de judo. Les rues ne klaxonnent pas (encore), mais les stades et les salles olympiques sont en ébullition, quarante-huit heures après la cérémonie d'ouverture, et les villes hôtes se parent des couleurs de toutes les nations portées par les spectateurs étrangers.

Mais le bleu, le blanc et le rouge l'emportent, exhibés par des passionnés venus croquer leur morceau d'histoire olympique, parce que c'est *« une fois dans une vie »*. Marée de drapeaux tricolores au-dessus des stades. Maillots de toutes nuances de bleu dans les gradins et les fan-zones. Et partout ces chants, souvent inspirés de ceux entonnés d'ordinaire par les « ultras » des stades de foot. Personne n'attendait une telle ambiance.

Samedi 27 juillet, au cœur de la nuit, cette euphorie contagieuse avait gagné le Club France, l'endroit appelé à réunir les champions et certains de leurs supporteurs pendant les JO, au cœur du parc de La Villette, dans le 19e arrondissement. Les rugbymans français, leurs médailles d'or au cou, s'étaient élancés en dansant sur le podium dans la Grande Halle transformée en chaudron, chauffée à blanc par le DJ Bob Sinclar, comme par les autres médailles (quatre) de cette première journée. L'acteur Jean Dujardin et Eve Gilles, Miss France 2024, apparus sur les balcons réservés aux clients VIP des sponsors, étaient relégués au rang de spectateurs. Le premier ministre, Gabriel Attal, était passé discrètement plus tôt dans la soirée, avant de repartir la joue peinte d'un drapeau tricolore.

« Je suis là pour le patriotisme ! »

Dimanche, au VTT, c'est à l'oreille que l'on peut suivre la chevauchée de Pauline Ferrand-Prévot. Son apparition sur chacun des quatorze points d'observation ouverts au public suscite une clameur à retourner la colline d'Elancourt (Yvelines). Plus de dix mille personnes sont réparties dans les bois, les plus enthousiastes sautant d'un point à l'autre malgré les chemins glissants de boue. Les poursuivantes sont plus mollement applaudies. Pour assister au sacre de Ferrand-Prévot, on se rue dans les escaliers. Les cris, puis *La Marseillaise*, la deuxième de ces Jeux, s'entendent loin dans les Yvelines.

La ferveur se prépare dès l'entrée des centres olympiques. Au stade nautique de Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne), une queue se forme en début d'après-midi au stand de la Fédération française de canoë-kayak dans le but de se faire imprimer sur la joue un drapeau bleu-blanc-rouge pour la demi-finale de la kayakiste Camille Prigent. *« Quand elle arrive, il faut hurler "Camille" dans le stade »*, prévient Julie, chargée de communication de la Fédération, préposée au maquillage.

Les séries et les qualifications sont fêtées comme des finales, les défaites comme des victoires

« L'idée, c'est de mettre un maximum de bleu, blanc, rouge et de briefer les gens sur qui il faut encourager », explique-t-elle. Tout le monde veut son étendard, les jeunes, les moins jeunes, les enfants, les spectateurs en casquette ou en chapeau de paille. *« Est-ce que vous avez des drapeaux ? »*, demande un trentenaire plus habitué à suivre le foot et le rugby. *« Franchement, le sport qu'on va voir aujourd'hui, je m'en fous, je suis là pour le patriotisme ! »*, assume-t-il, bière et fanion à la main.

A l'Arena Champ-de-Mars, consacrée au judo, les plus chanceux des 8 300 spectateurs – beaucoup de fans de la discipline, souvent licenciés – peuvent être tirés au sort pour occuper le carré central, au cœur des tribunes, qui concentre les drapeaux et de grandes pancartes à l'effigie des Bleus engagés dans la compétition. Dans le public aussi, un vaste échantillon de la planète judo – des Européens, mais aussi des Brésiliens, des Japonais et des ressortissants ouzbeks, kazakhs, mongols – à l'enthousiasme contagieux, encourage aussi bien les grands champions nippons que les espoirs tricolores. *« Pour les athlètes, c'est un chaudron, c'est extraordinaire »*, se réjouit Christophe Massina, responsable de l'équipe de France féminine de judo. *« Une dinguerie »*, ajoute la judoka Shirine Boukli, qui avait ouvert le compteur de médailles françaises, samedi, en décrochant le bronze en moins de 48 kilos.

« Pour les athlètes, c'est un chaudron, c'est extraordinaire »
CHRISTOPHE MASSINA
responsable de l'équipe de France féminine de judo

Tony Estanguet aux anges

Dans de nombreux sports confidentiels ou à faible audience médiatique, pareil contexte est très inhabituel. Pour les pongistes, par exemple, qui jouent en France dans des gymnases bien plus modestes, devant des publics beaucoup plus sages. Les athlètes sont les premiers estomaqués, quand ils ne sont pas déstabilisés par la simple présence de spectateurs devant eux. Samedi, au tir, le duo français composé d'Océanne Muller et de Lucas Kryzs, pourtant l'un des favoris, est passé totalement à côté de son épreuve, victime d'un *« stress inhabituel »*, d'après l'entraîneur de l'équipe de France de carabine, Martial Anstett. *« Il n'y a habituellement personne dans les stands où nous tirons »*, a expliqué le technicien.

« Criez, encouragez-nous, faites du bruit, c'est ce dont on a besoin dans des moments difficiles », exhortait pour sa part Lisa Barbelin, leader de l'équipe de France de tir à l'arc, éliminée dès les huitièmes de finale, dimanche matin, sur l'esplanade des Invalides. Dans l'enceinte de la gym, l'Arena Bercy, les spectateurs l'ont compris. Malgré une entrée en matière calamiteuse des Françaises aux barres asymétriques, le public scandait : *« Allez les Bleues ! Allez les Bleues ! »*

La ferveur ne se limite pas à la délégation française. Les stars américaines, elles aussi, sont accueillies royalement. Au stade Pierre-Mauroy à Lille, le public n'a d'yeux que pour les basketteurs de la NBA dont il a revêtu les maillots. Les tribunes de l'Arena Bercy se sont, elles, parées de bannières étoilées pour l'entrée en compétition de Simone Biles, superstar américaine de la gymnastique, qui salue la foule à plusieurs reprises et lui lance des baisers.

Hors des stades aussi, les lieux olympiques s'embrasent. La vasque enflammée et son ballon emblématique sont accessibles au public depuis dimanche matin dans le jardin des Tuileries. Dix mille personnes pourront la voir de près quotidiennement, mais plus aucun créneau de réservation n'apparaît disponible en ligne.

Le Club France annonce avoir vendu 25 000 billets à 5 euros, soit la totalité de sa jauge quotidienne, dès samedi, premier jour d'ouverture. Et il était compliqué, dimanche en fin de journée, d'y accéder sans avoir réservé de place. La Mairie de Paris annonce, elle, que 40 000 personnes – en cumulé – sont passées dans la journée de dimanche sur ses fan-zones, selon les chiffres disponibles à 18 heures. C'était avant la finale de Léon Marchand, à 20 h 30, propice à attirer les supporteurs en quête d'émotions collectives.

Un homme est aux anges. *« Je suis assez impressionné par le public français qui met le feu partout »*, confesse Tony Estanguet devant la presse. Ce dimanche, le président du Comité d'organisation de Paris 2024 n'est quasiment plus interrogé sur les couacs ou les dysfonctionnements mais majoritairement sur cette ferveur. La France a déjà huit médailles au compteur. *« Les Français s'autorisent à profiter des Jeux. Pour nous, c'est une vraie satisfaction »*, savoure-t-il. ■

MANON RESCAN ET SERVICE SPORTS

Ce que l'on n'a pas vu de la cérémonie d'ouverture

Séquences annulées, escamotées ou censurées dans certains pays, le spectacle de vendredi n'est pas tout à fait celui conçu par ses créateurs

Plus de quarante-huit heures après qu'elle s'est tenue, la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris n'a pas encore fini d'appeler les commentaires. Entre l'émotion provoquée par des éblouissements visuels instantanément inscrits dans la mémoire collective du pays – 23,4 millions de Français regardaient France 2, vendredi 26 juillet, entre 19 h 30 et 23 h 30, soit 83,3 % de part d'audience – et la frustration créée par une réalisation visiblement désorientée par la profusion des événements, les téléspectateurs du monde entier n'ont pas tout à fait assisté au spectacle conçu par le metteur en scène Thomas Jolly avec l'historien Patrick Boucheron, la romancière Leïla Slimani, la scénariste Fanny Herrero et l'auteur dramatique Damien Gabriac.

« Bon, sur la chaîne marocaine, ça fait quinze minutes qu'on voit une photo du Louvre, j'en déduis que quelqu'un s'est mis tout nu », a posté, sur X, le professeur et auteur Rachid Zerrouki, sous le pseudo Rachid l'instit, vendredi à 22 h 08. Selon *L'Equipe*, les chaînes marocaines du groupe audiovisuel public SNRT ont effectivement fait en sorte que le corps nu de l'artiste Philippe Katerine, peint de bleu et ceint d'une guirlande de fleurs dissimulant son intimité, échappe à ses téléspectateurs.

La chaîne américaine NBC a fait de même. *« Si un téléspectateur souhaitait voir l'intégralité de la cérémonie*, a-t-elle expliqué au quotidien sportif, *il pouvait regarder le signal produit par OBS sur Peacock, la plate-forme de diffusion en continu des JO aux Etats-Unis. »* Olympic Broadcasting Services (OBS), soit le « service olympique de radiotélévision », est une filiale du Comité international olympique (CIO), à qui les chaînes du monde entier doivent les images et les sons qu'ils diffusent.

Si l'on se fie aux innombrables réactions suscitées par la vision de l'artiste vendéen allongé dans un plat de victuailles posé sur la scène de la passerelle Debilly, même en France, tout le monde n'a pas semblé assister au même spectacle. Dans *Le Journal du dimanche*, l'ancien député Philippe de Villiers, lui aussi vendéen mais ultraconservateur et catholique revendiqué, y a décelé *« un pastiche de la Cène avec les drag-queens qui festoient autour d'une eucharistie christique – un Jésus woke –, qui profane le célèbre tableau du* Dernier Repas [du Christ, peint par Léonard de Vinci], *fondateur d'une civilisation »*. Un spectacle *« extrêmement irrespectueux envers les chrétiens »*, s'était ému Elon Musk, le propriétaire du réseau X, vendredi soir.

« Quel honneur pour moi ! J'étais aux anges, quand on [me l']*a dit »*, a ironisé Philippe Katerine, samedi 27 juillet, sur France Inter. *« Les polémiques, à vrai dire, s'il n'y en avait pas, ce ne serait pas marrant*, avait-il réagi quelques heures plus tôt sur BFM-TV. *Si tout le monde était d'accord et avait le même avis, quel ennui sur cette Terre ! Ça serait un autre fascisme. »*

Un cœur rouge des plus furtifs

Sur la même chaîne, la célèbre drag-queen barbue, Piche, a réfuté l'idée selon laquelle il s'agissait d'une provocation. *« C'est une représentation biblique qui a été réutilisée dans la pop culture depuis des décennies et ça n'a jamais véritablement posé problème »*, a-t-elle rappelé, ajoutant : *« C'est vraiment juste parce que ce sont des queers et des drag-queens qui utilisent cette représentation-là que ça gêne. »*

Mais tandis qu'à l'extrême droite, on a voulu y voir un détournement choquant du dernier repas du Christ décrit dans les Evangiles, d'autres ont rapproché cette mise en scène du *Festin des dieux*, un tableau du peintre hollandais Jan van Bijlert, où Dionysos, le dieu grec du vin, occupe le devant d'une scène représentant les dieux de l'Olympe (massif grec montagneux où naquirent en 776, nous dit la mythologie, les jeux avec des athlètes nus), en train de festoyer.

Sur BFM-TV dimanche, Thomas Jolly a effectivement relié le tableau à Dionysos et à la déesse Sequana, qui a donné son nom à la Seine. *« Vous ne trouverez jamais dans mon travail une quelconque volonté de moquerie ou de dénigrer qui que ce soit »*, a déclaré le metteur en scène, faisant fi des critiques en assurant *« flotter dans un nuage de tolérance, d'amour et de joie »* depuis vendredi soir.

D'autres passages qui s'annonçaient grandioses n'ont pas été vus à la télévision, comme l'a reconnu le créateur sur la chaîne d'info. Le trajet du funambule Nathan Paulin au-dessus de l'île de la Cité n'a donné lieu qu'à une brève séquence de jonction avec des danseurs sur le Pont-Neuf. Le spectacle de la Patrouille de France dessinant un cœur rouge au-dessus de la capitale, fut des plus furtifs. La performance très écourtée de Matthias Dandois, le nonuple champion cycliste de BMX, à proximité du pont des Invalides, est restée invisible, de même que les acrobaties des pompiers de Paris aux alentours de Notre-Dame.

Si l'on a pu admirer la prestation de l'étoile du ballet de l'Opéra de Paris, Guillaume Diop, au faîte de l'Hôtel de Ville, la majeure partie des séquences de danse sur les toits de Paris ont été annulées. Quant à la délicate reprise d'*Imagine* par Juliette Armanet, accompagnée par Sofiane Pamart au piano, sur une mini-scène flottante, les téléspectateurs l'ont découverte derrière les gouttes qui obstruaient l'objectif de la caméra. Contactée, OBS n'a pas répondu à notre demande de réaction. ■

AUDE DASSONVILLE



Salle de stockage de matières premières destinées à la fabrication de médicaments de l'usine UPSA, à Agen, le 31 mai. VINCENT NGUYEN/RIVA PRESS POUR « LE MONDE »

Le paracétamol tricolore, un enjeu de souveraineté

Le retour de la production du principe actif du médicament vedette dans l'Hexagone doit lui garantir une autonomie stratégique

AGEN - *envoyée spéciale*

Vous venez pour le paracétamol ? » Dans le taxi qui s'éloigne de la gare d'Agen, ce vendredi 31 mai, Saïd est intarissable sur le médicament vedette des officines tricolores. Pas besoin de GPS, le chauffeur connaît par cœur la route qui mène vers l'usine du laboratoire UPSA, installée depuis 1971 dans la commune mitoyenne, à dix minutes à peine du centre-ville de la capitale du pruneau. Sur le pont qui enjambe la Garonne, le voici lancé dans un vif plaidoyer pour le médicament made in France. « *Il y a de plus en plus de pénuries dans les pharmacies, même sur un traitement comme le paracétamol. Si rien n'est fait, on ne pourra bientôt plus se soigner !* », s'emporte-t-il derrière son volant.

Le paracétamol, antalgique star des armoires à pharmacie familiales et des trousses de secours, a le don de provoquer des réactions enfiévrées. Il faut dire que les Français en avalent chaque année des quantités impressionnantes.

« *En 2023, plus de 538 millions de boîtes, que ce soit sur ordonnance ou sans prescription, ont été délivrées dans les officines tricolores. C'est le médicament le plus vendu en volume dans l'Hexagone*, constate David Syr, directeur général adjoint du Groupement pour l'élaboration et la réalisation de statistiques, entité créée par des industriels du médicament pour effectuer le suivi des données du marché pharmaceutique.

Un basique indémodable

Toutes pathologies confondues, l'antidouleur, sous toutes ses marques et ses dosages, représentait près de 19 % des boîtes de médicaments remboursées par l'Assurance-maladie en 2023, sans compter les consommations à l'hôpital. Sur les dix spécialités prises en charge les plus dispensées, huit étaient ainsi du paracétamol, les comprimés de Doliprane 1 gramme (173 millions de boîtes écoulées en 2023) trônant sur la première marche du podium. Un statut de vedette qui, paradoxalement, n'a pas dissuadé Sanofi, propriétaire du Doliprane, d'annoncer son intention de se séparer de ce médicament emblématique.

Mal de tête, état grippal, rage de dents, courbatures, règles douloureuses, fièvre, poussée d'arthrose… L'éventail des petites et moyennes douleurs du quotidien que le paracétamol, lancé sur le marché tricolore au milieu des années 1960, permet de calmer, en a fait un basique indémodable.

En 2023, l'antidouleur pesait environ 1,1 milliard d'euros de chiffre d'affaires, selon les données de la société experte du marché Iqvia. « *Les ventes sont fortement dépendantes des pics des pathologies hivernales, d'où les variations d'une année à l'autre* », explique Antoine Collet, directeur chez Iqvia France, qui note la prédominance sur ce marché de deux acteurs, Opella, la filiale santé grand public de Sanofi, et UPSA, qui commercialise l'Efferalgan et le Dafalgan. Les deux laboratoires pharmaceutiques concentrent à eux seuls plus de 93 % des ventes en valeur, Sanofi se taillant la plus belle part du gâteau, avec près de 71 % du marché.

Dans l'usine du Lot-et-Garonne, près d'Agen, où UPSA produit les boîtes bleues et rouges d'Efferalgan et de Dafalgan, le paracétamol est une institution. « *C'est un pilier de notre portefeuille de médicaments. Il représente 80 % de notre chiffre d'affaires* », précise Laure Lechertier, directrice de l'accès au marché et de la responsabilité sociétale des entreprises.

Les prix sont encadrés par l'Etat, négociés après d'âpres batailles avec les laboratoires

Dans le vaste entrepôt où débute la visite, une équipe de magasiniers s'affaire à manœuvrer des palettes chargées d'énormes cartons d'Efferalgan 1 gramme en gélules prêts à être expédiés dans les pharmacies. Un peu plus loin, au dépôt de stockage, un conducteur se faufile dans les allées afin de récupérer un sac de 700 kilos de poudre de paracétamol.

« *C'est ici que nous stockons matières premières, notices, étuis en carton, bouchons et flacons. Près de 16 500 palettes sont emmagasinées sur 10 mètres de hauteur*, détaille Chloé Bourgoin, la responsable logistique du site. Une fois le contrôle qualité effectué, les produits sont acheminés dans les ateliers de production dans les bâtiments adjacents, ou vers l'usine historique du groupe, dans le centre-ville d'Agen, qui fabrique notamment l'EfferalganMed pédiatrique, le paracétamol en sirop accompagné de sa pipette graduée.

Le laboratoire UPSA a commencé son aventure dans le paracétamol avec le comprimé effervescent. Mais, comme son principal concurrent, Sanofi, il a progressivement diversifié sa gamme. Les deux laboratoires ont varié les dosages et les formes pour répondre à toutes les situations. Jusqu'à proposer différents arômes dans les traitements pour enfants. Au programme, ce matin : la fabrication de lots d'Efferalgan 250 milligrammes aromatisés à la fraise.

En pharmacie, la boîte de douze sachets sera vendue 2,33 euros. Quelques centimes de plus que celle de huit comprimés 1 gramme pour adultes, la plus vendue du marché, dont le prix s'affiche à 2,18 euros. Comme tous les médicaments, les prix sont encadrés par l'Etat, négociés après d'âpres batailles avec les laboratoires. Sur la boîte de paracétamol vendue 2,18 euros, par exemple, 0,76 euro revient au laboratoire pharmaceutique, 0,30 euro au grossiste-répartiteur qui distribue le médicament aux officines, et 1,07 euro aux pharmaciens, le 0,05 euro restant correspondant à la TVA prélevée par l'Etat. Pour assurer la rentabilité de leurs médicaments, les laboratoires doivent parfois ruser.

« En 2023, plus de 538 millions de boîtes ont été délivrées dans les officines tricolores »
DAVID SYR
Groupement pour l'élaboration et la réalisation de statistiques

Chez Cristers, un laboratoire détenu par une coopérative de pharmaciens, les gammes sont ainsi restreintes. « *Nous commercialisons uniquement le paracétamol sous forme de comprimés ou de gélules en dosage de 500 milligrammes ou de 1 gramme, car ce sont celles les plus consommées et donc les plus intéressantes et les plus compatibles avec nos coûts de revient* », raconte Olivier Duclos, son président.

A Lyon, le laboratoire Benta, qui vient de lancer, en avril, son paracétamol, mise sur sa chaîne de production entièrement intégrée pour réduire la facture. « *Tout est fait en interne par nos équipes sur notre site, il n'y a aucun intermédiaire. Ça ne signifie pas que nous avons une rentabilité folle sur ce médicament, mais ça nous permet d'être viables* », souligne Damien Parisien, le directeur général. Le laboratoire espère grappiller de 6 % à 8 % des ventes de comprimés de 500 milligrammes.

« Niveau de coût acceptable »

UPSA parie, lui, sur l'export : « *sans cela, nous ne serions pas rentables. Certaines de nos références, notamment sur le pédiatrique, sont en marge négative* », souligne Laure Lechertier, qui s'inquiète de l'arrivée à terme, en décembre, du moratoire conclu avec le gouvernement sur le paracétamol.

En 2020, l'Etat avait décidé de geler les baisses de prix sur l'antidouleur. En contrepartie, les laboratoires devaient prendre des engagements en faveur de la relocalisation du principe actif du médicament. A l'époque, les tensions d'approvisionnement sur le paracétamol, dont on découvre que le principe actif est fabriqué hors des frontières européennes depuis 2008, en font un symbole du déclin de la souveraineté sanitaire française. Pour calmer la tempête, Emmanuel Macron promet la renaissance du paracétamol tricolore. Seqens, un spécialiste français de la fabrication de principes actifs, qui produit déjà du paracétamol dans ses usines chinoises, est appelé à la rescousse.

Quatre ans plus tard, le projet de relocalisation à Roussillon (Isère) avance. « *Nous visons une production en 2026* », détaille Pierre Luzeau, président de Seqens. L'unité, qui représente un investissement de 100 à 120 millions d'euros (dont environ 40 millions d'euros d'aides de l'Etat), produira jusqu'à 15 000 tonnes de paracétamol par an, l'équivalent de la moitié de la consommation européenne. Le tout, en réduisant de 75 % les émissions de CO_2 et « *en gardant un niveau de coût acceptable par rapport* [aux] *concurrents* », assure M. Luzeau. UPSA s'est ainsi engagé à se fournir auprès de l'industriel jusqu'en 2030. Comme Sanofi, qui sort de ses usines plus de 453 millions de boîtes de paracétamol chaque année.

Seqens n'est pas le seul à relancer le paracétamol made in France. A Toulouse, Ipsophène, également soutenu par UPSA, est aussi sur les rangs et vise « *une capacité de 4 000 tonnes à partir de 2027* », selon Jean Boher, son président. Reste à savoir si l'Etat et, plus largement, l'Europe seront prêts à soutenir la pérennité de la filière locale… mais plus chère. ■

ZELIHA CHAFFIN

La vente du Doliprane crée des frictions entre Sanofi et Bercy

DANS QUELLE ESCARCELLE échouera le Doliprane ? Alors que le président Emmanuel Macron a fait du paracétamol un symbole de la politique de reconquête sanitaire entreprise par l'Etat, Sanofi s'apprête à dire adieu à l'iconique petite boîte jaune, dont il a hérité il y a vingt ans lors de l'absorption d'Aventis. De quoi créer quelques frictions entre le gouvernement et le leader français de l'industrie pharmaceutique.

Le laboratoire avait annoncé en octobre 2023 son intention de se séparer prochainement d'Opella (5,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2023), sa filiale de médicaments sans ordonnance, qui abrite une centaine de produits, parmi lesquels l'antidouleur vedette des pharmacies françaises.

« *Nous avions dit à Sanofi que nous ne souhaitions pas qu'ils vendent Opella. Sanofi a néanmoins maintenu sa décision de vendre* », commente-t-on à Bercy, qui prévient qu'il veillera « *de manière exigeante* » à la préservation des capacités de production sur le sol national. « *Le paracétamol produit en France doit rester en France* », ajoute-t-on au ministère.

Plusieurs candidats au rachat

Le discours n'est pas sans rappeler celui tenu à l'égard du laboratoire pharmaceutique Servier, qui projette de se délester de Biogaran, le numéro un des médicaments génériques dans l'Hexagone. « *Notre projet n'est en aucun cas synonyme de la fin du Doliprane en France* », a tenu à rassurer, jeudi 25 juillet, François-Xavier Roger, directeur financier de Sanofi, à l'occasion de la présentation des résultats semestriels du groupe.

Pour désamorcer la polémique, Sanofi envisagerait de garder un pied dans sa filiale en conservant une part minoritaire significative du capital d'Opella. En cas de vente à un acteur privé – l'autre scénario envisagé est celui d'une introduction en Bourse –, le laboratoire pourrait ainsi conserver, selon les options étudiées, 30 % ou près de 50 % du capital de sa division santé grand public.

Le laboratoire n'a pas encore tranché sur les modalités de départ de sa filiale, mais cette dernière semble aiguiser les appétits. « *La bonne nouvelle, c'est que le processus est de toute façon très compétitif entre ces différentes options* », a souligné M. Roger auprès des investisseurs.

Plusieurs candidats au rachat, dont le fonds d'investissement français PAI ou l'américain Advent, qui avait déjà déboursé 1,9 milliard d'euros en 2018 pour mettre la main sur Zentiva, l'ancienne filiale de médicaments génériques de Sanofi, auraient ainsi déposé des offres indicatives mi-juillet. ■

Z. CH.

La Lituanie, géant des transports routiers en Europe

Profitant du marché unique européen, les camionneurs lituaniens ont pris, à coups de dumping social, le contrôle du marché

Edvardas Liachovicius s'en souvient comme si c'était hier : en 1996, le Lituanien a pris la direction de Girteka, une microentreprise qui comptait alors un camion, un chauffeur et un employé qui travaillait au siège. *« On était dans des bureaux minuscules à l'intérieur d'une usine en brique »*, raconte-t-il. Six ans plus tôt, le pays avait arraché son indépendance de l'Union soviétique. *« Le commerce entre l'Europe et la Russie était en pleine explosion, et nous étions un pays de transit naturel. »* Les premiers trajets de ses camions ont relié la Bretagne à la Russie.

Près de trois décennies plus tard, Girteka est devenu l'un des géants du transport routier en Europe : 6 500 camions, 13 000 chauffeurs, 2 000 employés dans les différents bureaux du groupe. Sur les autoroutes d'Europe occidentale, ses véhicules blancs sans logo, spécialisés dans le transport réfrigéré de produits alimentaires, ne sont pas facilement reconnaissables. Les étiquettes « LT », collées à l'arrière des semi-remorques, qui indiquent le pays d'origine, sont en revanche partout.

Etrangeté du marché unique européen, qui a tendance à accentuer les spécialisations par pays, la Lituanie est devenue un géant du transport routier. Avec 0,2 % de la population de l'Union européenne (UE), ce petit pays compte proportionnellement six fois plus de camions (1,2 % des immatriculations européennes) et onze fois plus de kilomètres parcourus sur les routes des Vingt-Sept (2,3 %), selon les données collectées par Rico Luman, économiste à la banque néerlandaise ING.

Le secteur est devenu un pilier essentiel de l'économie lituanienne, comptant pour 14 % du produit intérieur brut (en incluant la logistique) et 7 % pour le seul transport routier. C'est deux fois plus que la moyenne européenne, selon une étude de la banque centrale de Lituanie. Outre Girteka, le pays compte une dizaine d'entreprises de plus de mille camions. *« Dans des pays comme la Hongrie ou la Lettonie, on ne trouve qu'une entreprise de cette dimension »*, poursuit M. Liachovicius.

La spécialisation de la Lituanie dans le transport routier s'est déroulée en trois étapes. A la chute de l'empire soviétique, sa géographie – la plus au sud des trois pays baltes au carrefour de l'Europe, de la Russie et de la Scandinavie – en a fait un lieu naturel de transit. En 2004, le pays est devenu membre de l'UE, obtenant le droit de livrer sans limite entre les différents pays du marché unique. Enfin, la crise de la zone euro, de 2010-2015, et les premières sanctions contre Moscou, à partir de 2014, ont eu deux effets : ayant perdu l'accès à la Russie, les entreprises lituaniennes ont été forcées de se concentrer sur le marché européen, tandis que la récession à travers le continent a provoqué une sévère guerre des prix dans le transport routier.

Des coûts imbattables

Or, à ce jeu-là, les coûts des entreprises lituaniennes – et des autres pays d'Europe centrale – sont imbattables. Au risque d'une *« exploitation généralisée »* des chauffeurs, que dénonce l'association Road Transport Due Diligence (RTDD). Dirigée par un ancien conducteur néerlandais, Edwin Atema, celle-ci a publié, en décembre 2023, un rapport dénonçant le dumping social systémique et les pratiques illégales généralisées dans le marché des transports routiers en Europe, soulignant notamment la domination des entreprises lituaniennes.

La majorité des chauffeurs n'est plus lituanienne, mais des immigrés venant essentiellement d'Asie centrale

Fin mai, *Le Monde* a rencontré des dizaines de chauffeurs routiers sur le parking d'Hazeldonk, à la frontière entre les Pays-Bas et la Belgique. L'immense majorité a des conditions de travail qui ne respectent pas les règles européennes. Au lieu du repos obligatoire de deux jours hors de leur camion toutes les deux semaines, la plupart passent deux, trois, voire six mois d'affilée dans leur véhicule. Au lieu d'être payés le salaire minimum du pays de chargement et de celui de déchargement, tous expliquent recevoir un salaire quotidien d'environ 70 euros, quelles que soient les destinations. Plusieurs de ces conducteurs travaillent pour la société Girteka.

L'entreprise se défend avec force d'enfreindre la moindre loi. *« Soixante-dix euros par jour est le salaire de base, mais s'y ajoute une indemnité quotidienne, un salaire qui dépend des destinations desservies, ainsi qu'une contribution à la retraite »*, explique Jeroen Eijsink, le directeur général de Girteka, un Néerlandais recruté en 2023.

Par ailleurs, depuis quelques années, la majorité des chauffeurs ne sont plus lituaniens, mais des immigrés venant essentiellement d'Asie centrale. La Lituanie, comme le reste de l'Europe centrale, s'est enrichie, et les volontaires pour passer des mois loin de leur famille pour des salaires médiocres se font rares. Les recrutements se font maintenant en masse en Ouzbékistan, au Turkménistan, au Kazakhstan, au Kirghizistan, mais aussi en Inde. L'association RTDD dénonce des agences de recrutement qui chargent de dettes les chauffeurs en échange de la promesse d'un emploi. Girteka répond que, grâce à sa taille, elle a ouvert des bureaux dans ces pays et peut recruter directement, évitant ces abus.

Des appétits d'expansion

M. Eijsink ajoute cependant un argument révélateur du fossé entre les règles européennes et la réalité du terrain. *« On voudrait que les autorités discutent de façon plus constructive avec l'industrie pour résoudre les problèmes, plutôt que d'imposer des amendes et d'avoir une vision simpliste des gentils et des méchants. »* Il souligne que les règles imposent de loger les chauffeurs toutes les deux semaines hors du camion, mais que *« les autoroutes n'ont pas investi dans les infrastructures nécessaires pour les recevoir »*.

Pas de quoi ralentir l'appétit d'expansion de Girteka. A la suite de la pandémie de Covid-19, qui a complètement désordonné les chaînes d'approvisionnement, M. Liachovicius a développé les liaisons entre... la Chine et l'Europe. Ces voyages d'une quinzaine de jours sont *« plus rapides que les bateaux et moins chers que l'avion »*, vante-t-il. Une entreprise sœur, EverWest, mène ce projet. Elle compte déjà 2 500 camions. ■

ÉRIC ALBERT

Au Japon, les aéroports au bord de la panne sèche

Les ambitions touristiques du Japon sont menacées par une panne sèche des avions de ligne. Le nombre de visiteurs étrangers continue d'exploser dans l'Archipel, avec 17,8 millions de voyageurs entre janvier et juin, un nouveau record semestriel. Mais les aéroports nippons souffrent d'un manque croissant de kérosène, une pénurie qui empêche d'assurer 140 vols supplémentaires par semaine.

Alarmé, le gouvernement a autorisé, le 19 juillet, les raffineurs à augmenter leur capacité de production et appelé les maisons de commerce à importer plus de combustible. L'aéroport numéro un du Japon, Narita, près de Tokyo, est le premier concerné. Sa fréquentation a bondi de 72 % pour atteindre 35,2 millions de passagers à l'exercice clos fin mars. Et la hausse se poursuit à un rythme élevé. Il a reçu dans l'urgence, le 16 juillet, une livraison directe de Corée du Sud.

LA PÉNURIE DE KÉROSÈNE EMPÊCHE D'ASSURER CENT QUARANTE VOLS SUPPLÉMENTAIRES PAR SEMAINE

Le gouvernement prévoit aussi le recrutement de personnel pour le ravitaillement et d'utiliser des pétroliers normalement affectés aux liaisons internationales pour acheminer le kérosène vers les aéroports du pays, en attendant que les raffineurs nationaux augmentent leur production. *« Dans tous les cas, des importations de kérosène seront encore nécessaires cet hiver »*, estime Shunichi Kito, le président de l'Association japonaise des producteurs de produits pétroliers.

Depuis une dizaine d'années, les raffineurs réduisent leur capacité de production en raison de la baisse de la demande intérieure due au vieillissement de la population et au développement de véhicules économes en carburant. D'où la fermeture de certaines raffineries. *« Contrairement à d'autres produits pétroliers, la demande de kérosène augmente encore, car le gouvernement vise soixante millions de touristes étrangers en 2030, et nous devons donc adopter une approche à long terme »*, analyse le ministère de l'industrie. En 2023, l'Archipel a accueilli 23 millions de visiteurs étrangers.

Le gouvernement veut profiter de la manne touristique pour *« soutenir la croissance des régions »*, expliquait en janvier le premier ministre, Fumio Kishida. Il souhaite augmenter le trafic vers les zones aujourd'hui délaissées par les touristes. Il doit aussi se donner les moyens d'attirer les visiteurs attendus pour l'exposition universelle d'Osaka, qui commence en avril 2025.

Ses ambitions pourraient se heurter à un autre problème : la pénurie de personnel. Le secteur pétrolier souffre d'un manque de chauffeurs de camions-citernes, aggravé par la législation entrée en vigueur en avril, qui réduit drastiquement le nombre d'heures supplémentaires des camionneurs.

Les problèmes de personnel affectent aussi les aéroports. En septembre 2023, Narita a reçu des demandes de compagnies aériennes pour 152 vols supplémentaires par semaine, mais n'a pu en autoriser que cent un en raison d'un manque d'employés. Faute d'une réelle attractivité salariale, le nombre de salariés des 61 entreprises spécialisées dans les services au sol a diminué de 14 % entre mars 2019 et l'automne 2023, pour atteindre environ 12 100 personnes, selon le ministère des transports. ■

PHILIPPE MESMER
(TOKYO, CORRESPONDANCE)

Télécoms : une brouille entre SFR et La Poste paralyse la vente de leur filiale commune

Bouygues Telecom est prêt à payer 950 millions d'euros pour La Poste Mobile

C'était un partenariat modèle, à l'origine de l'un des grands succès des quinze dernières années dans les télécoms. Alliés depuis 2011, La Poste et SFR avaient réussi à faire de leur opérateur commun, La Poste Mobile, le cinquième acteur du marché, devenant le plus gros opérateur virtuel du marché : l'un, SFR, en louant son réseau mobile ; l'autre, La Poste, en commercialisant les forfaits dans ses sept mille agences. Pourtant, depuis quelques semaines, les deux associés se déchirent, au point d'envisager une action judiciaire.

A l'origine de la brouille, l'annonce, le 22 février, de la vente de La Poste Mobile à Bouygues Telecom. Détenteur de 51 % du capital, le groupe public souhaite profiter de la bonne santé de l'opérateur mobile pour récupérer les fruits de ses investissements au moment où il a besoin d'argent pour financer la transformation de son activité dans le courrier : avec 2,3 millions de clients, La Poste Mobile a dégagé, en 2023, un bénéfice record de 22 millions d'euros. Surtout, Bouygues Telecom est prêt à payer 950 millions d'euros pour mettre la main sur ce concurrent, un prix très élevé, bien supérieur à celui qu'Orange et Free (l'opérateur détenu par Xavier Niel, membre du conseil de surveillance du *Monde*), également intéressés par l'affaire, avaient proposé.

Chez SFR, qui n'a pas la possibilité d'exercer son droit de préemption, l'intention de La Poste passe mal. Le loyer que La Poste Mobile paie chaque année pour emprunter le réseau de l'opérateur est très rentable, plusieurs dizaines de millions d'euros par an. La filiale d'Altice France, le groupe de Patrick Drahi, aurait aimé en profiter audelà de 2026, date prévue de renouvellement du contrat. Au lieu de ça, c'est Bouygues Telecom qui va récupérer ce loyer.

Une privatisation

Surtout, selon les informations du *Monde*, SFR et La Poste se disputent sur la répartition des 950 millions d'euros promis par Bouygues Telecom. Pour le groupe public, le partage doit logiquement se faire au prorata de la participation de chacun au capital de l'opérateur : 51 % pour La Poste, 49 % pour SFR. Mais ce dernier fait un tout autre calcul. Selon la société de Patrick Drahi, une grande partie de la valeur de La Poste Mobile provient du contrat télécoms. Résultat, estime-t-elle, une répartition trois quarts-un quart, soit environ 700 millions pour SFR et 300 millions pour son associé, serait plus juste.

Le groupe de Patrick Drahi se demande si La Poste ne souhaite pas opportunément profiter des difficultés financières actuelles de SFR, qui croule sous 24 milliards d'euros de dette, pour le léser et renflouer ses propres caisses. Or, depuis la vente, en juin, des médias (BFM-TV, RMC...) à CMA CGM, pour 1,5 milliard d'euros, et des centres de données, pour 530 millions, Altice France, la maison mère de SFR, dit ne pas avoir besoin d'argent à court terme. Ce qui lui laisse le temps nécessaire pour négocier les conditions de vente de La Poste Mobile.

La Poste comprend mal le raisonnement de SFR visant à attribuer plus de valeur au contrat télécoms, alors que celui-ci expire en 2026. C'est aussi une façon, selon le groupe public, de dénigrer la valeur du réseau des agences postales, pourtant reconnue dans les enquêtes de satisfaction des clients de La Poste Mobile. Enfin, La Poste étant un groupe public, la vente d'une de ses filiales à 51 % constitue une privatisation, ce qui impose une procédure claire et encadrée.

La transaction devra ainsi obtenir un avis favorable de la Commission des participations et des transferts, une institution indépendante qui, selon son site Internet, doit *« se prononcer sur les modalités de la procédure de cession, le choix des acquéreurs et les conditions de la cession (notamment le prix) »* pour toute opération impliquant l'Etat actionnaire ou une entreprise publique.

Conséquence, l'opération annoncée le 22 février est paralysée. Le mécanisme de résolution amiable engagé par La Poste et SFR pour tenter de trouver une solution, par avocats interposés, n'a pas avancé. En cas de blocage, si le désaccord persiste, d'autres phases de médiation pourraient suivre, avant de porter le contentieux au tribunal. Mais si l'affaire dure trop longtemps, Bouygues Telecom a la possibilité de renoncer à l'achat. La Poste et SFR auraient alors du mal à trouver un autre acquéreur, tout du moins au même prix. Sollicités, SFR, La Poste et Bouygues Telecom n'ont souhaité faire aucun commentaire. ■

OLIVIER PINAUD

TÉLÉCOMS

« Sabotage » de réseaux de fibres optiques de plusieurs opérateurs

« Des sabotages nocturnes » touchant les réseaux de fibres optiques de plusieurs opérateurs français, tels Free et SFR, ont été commis dans la nuit de dimanche 28 juillet à lundi 29 juillet dans six départements, a appris l'Agence France-Presse, lundi 29 juillet, de source policière. Les départements concernés sont les Bouches-du-Rhône, l'Aude, l'Oise, l'Hérault, la Meuse et la Drôme.

TRANSPORTS

SNCF : la circulation des trains à nouveau « normale » lundi

« Tous les trains » du réseau de lignes à grande vitesse français circulaient *« normalement »* lundi 29 juillet au matin, trois jours après des actes de sabotage survenus le jour de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, a assuré le ministre délégué aux transports, Patrice Vergriete. *« Je vous le confirme, ce* [lundi] *matin, tous les trains circulent, à la fois sur la ligne Est – ça, c'était le cas depuis samedi –, la ligne Atlantique, hier* [dimanche] *on était déjà dans une situation quasi normale, et sur le Nord, où hier on était à trois trains sur quatre, ça circule normalement aujourd'hui »*, a déclaré le ministre démissionnaire sur RTL. – *(AFP.)*

ÉNERGIE

TotalEnergies se retire de deux champs gaziers offshore en Afrique du Sud

Le géant pétrolier français TotalEnergies a annoncé, lundi 29 juillet, se retirer de deux champs gaziers offshore, au large de l'Afrique du Sud, invoquant les *« difficultés rencontrées pour développer et valoriser »* deux découvertes de gaz qui y ont été faites *« sur le marché sud-africain »*. Un projet auquel s'opposaient des ONG en raison de l'impact sur la faune marine et sur la pêcherie artisanale. –*(AFP.)*

LOGEMENT

Meublés de tourisme : la vallée de Chamonix vote des restrictions

La vallée de Chamonix-Mont-Blanc (Haute-Savoie) va mettre en place des restrictions aux locations de meublés de tourisme, à partir du 1er mai 2025, afin d'enrayer la flambée des prix et de favoriser le logement permanent, a-t-elle indiqué, lundi 29 juillet. Le texte prévoit que, pour chaque bien faisant l'objet de locations de courte durée, le propriétaire devra solliciter un numéro d'enregistrement et une autorisation d'une durée limitée auprès de sa commune. Le nombre de meublés en location sera restreint à un bien par personne physique à Chamonix et aux Houches, et à deux biens à Servoz. – *(AFP.)*

Le Monde
MARDI 30 JUILLET 2024

Toulouse, capitale de l'antifranquisme

Une exposition dissèque les ressorts et les symptômes de la dictature qui a régné sur l'Espagne jusqu'en 1975

EXPOSITION
TOULOUSE

Nazisme, fascisme, stalinisme : dans les « ismes » du XXe siècle, le franquisme comme le salazarisme portugais sont un peu moins connus que les autres, alors que ces versions ibériques des dictatures ont laissé des traces profondes dans leurs pays respectifs. Le franquisme est forgé à partir du nom de Francisco Franco (1892-1975), qui prendra rapidement la tête du coup d'Etat militaire de 1936 en Espagne, suivi d'une terrible guerre civile, dont il sortira vainqueur en avril 1939, ouvrant la voie à une dictature implacable et sanglante jusqu'à sa mort, en 1975.

L'Espagne contemporaine discute malheureusement encore sur l'évaluation de ce régime, l'extrême droite et une partie de la droite relativisant l'« œuvre » du Caudillo, *« sauveur du pays de la menace bolchevique et modernisateur du pays »*. L'exposition « Anatomie du franquisme », à Toulouse, dont l'objectif est de dénoncer ce révisionnisme, sera suivie par un deuxième volet et a été précédée d'un colloque réunissant la fine fleur des chercheurs espagnols dans ce domaine. Le but de l'équipe franco-espagnole de commissaires, menée par l'universitaire toulousain François Godicheau, est de monter une machine de guerre contre ce néofranquisme, en faisant voyager ces expositions à Paris, mais surtout à Barcelone et à Madrid.



Vue de l'exposition « Anatomie du franquisme », au Musée départemental de la résistance et de la déportation, à Toulouse, le 4 avril. ADRIEN NOWAK

Sans concession

Pour faire une exposition sur le franquisme, il fallait évidemment des documents en provenance d'Espagne. Si certaines institutions ont joué le jeu en prêtant des œuvres d'art, comme la Bibliothèque nationale d'Espagne ou les Archives catalanes, d'autres, en particulier les académies militaires, après avoir donné leur accord, se sont rétractées. C'est ainsi que le buste du Caudillo, qui accueille le visiteur, est une copie.

Les organisateurs avaient aussi prévu de montrer un garrot, cet objet moyenâgeux qui consiste en un cercle en acier que l'on serre petit à petit autour du cou du condamné jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le dernier exécuté avec cette méthode barbare a été le militant anarchiste Salvador Puig Antich, en 1974, il y a juste cinquante ans. L'institution possédant cet objet macabre était d'accord pour le prêter, avant de refuser. Pour que l'objet soit exposé, les organisateurs présentent un documentaire dans lequel un acteur montre le fonctionnement de l'objet.

Si certaines institutions ont joué le jeu en prêtant des œuvres d'art, d'autres se sont rétractées

Le buste du dictateur et l'objet de mort symbole de la répression, par leur présence/absence, sont deux étapes du parcours de cette exposition sans concession. Les drapeaux et les objets de propagande de la dictature, où le rouge et noir et les faisceaux de flèches de la Phalange espagnole, le mouvement inspiré du fascisme italien sur lequel s'appuiera Franco, accompagnent le visiteur au milieu des artefacts de la répression.

Pourquoi faire, en 2024, une exposition sur le franquisme à Toulouse, la ville où se sont réfugiés des dizaines de milliers de républicains espagnols après leur défaite contre la rébellion militaire de Franco ? Pour François Godicheau, professeur d'histoire et de civilisation espagnole à l'université Toulouse-Jean-Jaurès, *« il y avait un sentiment d'urgence à diffuser en France la connaissance accumulée par des dizaines d'historiens espagnols depuis trente ans, qui a renouvelé complètement l'image que l'on peut avoir de cette dictature »*. Il poursuit : *« Ces recherches permettent de comprendre l'évolution sur quarante ans de ce régime né fasciste, qui a maintenu son essence, une essence violente, répressive, qui composait un véritable système d'élimination de l'autre, ce qu'ils appelaient la régénération d'une Espagne débarrassée du gène rouge et du libéralisme. »*

Eradication de l'ennemi intérieur

Le franquisme, c'est 200 000 assassinats, de 1936 aux années 1940, 150 000 pendant la guerre et 50 000 après. L'étude de ce régime permet d'effacer la borne chronologique entre guerre et après-guerre. Dans l'exposition, les modalités de l'éradication de l'ennemi intérieur se lisent sur une carte qui montre, dès avril 1939, la localisation des camps, sur le territoire, sauf celui récemment conquis.

« En tout, explique François Godicheau, *il y aura 188 camps de concentration. En 1940, il y a 1 million de prisonniers politiques en Espagne (dans un pays de 24 millions d'habitants), dans les camps, les prisons, les bataillons de travailleurs forcés et dans des centaines de locaux civils devenus lieux de détention. »* Ce système carcéral organise la rédemption : il s'agit de transformer les individus récupérables en bons Espagnols catholiques par le travail forcé et la conversion religieuse obligatoire, pour laquelle œuvrent des chapelains de prison dirigés depuis le ministère de l'intérieur.

Sur toute la durée du franquisme, il y aura 1 million de procès militaires contre des civils. Il faut punir les ennemis par l'emprisonnement et faire payer leur famille par la loi de responsabilité politique. Sur la base de dénonciations locales, les familles de républicains sont spoliées, réprimées, humiliées. Le franquisme, c'est aussi la misère pour les vaincus : la recherche a révélé une grande famine qui a tué 200 000 Espagnols entre 1939 et 1942. Pas facile de développer un tel propos dans une exposition. Le pari est cependant réussi, dans une scénographie efficace qui donne froid dans les dos. ■

MICHEL LEFEBVRE

« Anatomie du franquisme ». Musée départemental de la résistance et de la déportation, Toulouse. Jusqu'au 22 septembre (entrée gratuite).

Le « marathon olympique » du pianiste Laurent Courthaliac, à Paris

Le club Sunside propose, durant les JO, un programme de trois sets chaque soir, mené par le trio du musicien, avec des solistes invités

MUSIQUE

Trois sets chaque soir (à l'ancienne !), le trio du pianiste Laurent Courthaliac accompagne, au club Sunside, à Paris, douze artistes de premier plan. Au programme, évocation d'une personnalité du jazz (Charlie Parker, Miles Davis, Nina Simone, Thelonious Monk, Ella Fitzgerald, Chet Baker…), en compagnie d'un soliste invité, de Pierrick Pédron à Géraldine Laurent, saxophonistes, en passant par les trompettistes Fabien Mary et Robin Mansanti.

Les qualités d'arrangeur de Laurent Courthaliac sont très recherchées : science, écriture, intelligence des styles. Courthaliac aime les clubs. Aussi disponible que d'humeur toujours égale, il participe, durant les Jeux de Paris, au « marathon du jazz » que le Sunside présente, jusqu'au 11 août, une olympiade dans ce monde parallèle où l'on ne pense qu'à jouer, le jazz.

Les clubs sont de plus en plus fréquentés. Sans avoir les charmes divins des stades, ils ont ceux de la proximité, de l'exactitude du son, de la présence des musiciens en scène. L'intimité du club, doublée de son indispensable mystère, permet cette recherche au présent. Les profanes n'ont plus les craintes de s'y aventurer.

Né au Puy-en-Velay en 1973, père professeur d'histoire, mère antiquaire, Laurent Courthaliac est fidèle à trois caps décisifs : *Les Quatre Cents Coups* (1959), de François Truffaut, film qui décide de son amour de Paris – il est alors âgé de 12 ans ; l'impérieuse présence du piano à domicile ; l'écoute ahurie, enfin, des pianistes « stride » (Willie « The Lion » Smith, James P. Johnson), en même temps que celle de Thelonious Monk : *« J'écoute son disque en solo* [*Solo Monk*, 1965] *tous les jours. »*

Courthaliac affiche une formation téméraire, à la fois classique, entêtée et tournée vers l'avenir : *« Le jazz va avec la grande ville. A Lyon, je rencontre les musiciens, je découvre Tchangodei, tout me passionne. Le jazz est indémêlable de la nuit, de la communauté informelle des musiciens, et de l'énergie vitale qu'elle transmet. »* Energie qu'il retrouve à Mâcon, où, pianiste acceptable, il accompagne les pointures de passage, le saxophoniste Steve Grossman par exemple : *« En somme, j'ai appris ce qu'il fallait faire avant de savoir le jouer. »* Il écoute ses semblables (David Sauzay, Eric Prost…), se mêle du collectif Mu, avec lequel il joue toute la nuit.

En 1998, Laurent Courthaliac débarque à Paris, intègre le comité invisible des nuits blanches (Baptiste Trotignon, Olivier Temime, Pierrick Pédron), vit en colocation, goûtant, bohème, aux plaisirs baudelairiens dont il se défait d'un coup sec à l'âge de 50 ans, au profit de la salle de gym, pour retrouver sa silhouette de jeune homme. Il vit dans le respect attentif des aînés : René Urtreger, évidemment, maître du piano et survivant de la grande période bop, le trompettiste Eric Le Lann, et les pianistes Michel Graillier et Alain Jean-Marie. Sa curiosité maladive ? Elle est la clé. Laurent Courthaliac redécouvre tout (*« accompagner une chanson, ce n'est pas accompagner les notes, mais les paroles »*) au côté de la chanteuse Elisabeth Kontomanou.

Accompagner, tout un art

Ici, virage à 180 degrés : de 2000 à 2009, vivant entre Paris, New York et la Californie, il suit les séminaires de Barry Harris, pianiste alter ego de Monk : *« Barry Harris m'apprend assez pour que je ne me souvienne plus de comment c'était avant. »* Une seule règle éthique : *« Toujours jouer avec les partenaires de la façon la plus franche. Trouver sa propre façon, comme les pianistes que j'aimais – Alain Jean-Marie évidemment –, inventer la même conception, ce qui s'appelle un style. Faire de chaque rencontre un mentor. Ainsi, le bassiste Luigi Trussardi, au début des années 2000, qui me transmet les accords du be-bop. J'ai eu la chance de n'avoir pas la nécessité de résultat. J'ai communiqué à mon tour ce que j'avais appris de Barry Harris. Mon appartement a toujours été un lieu du jazz. »*

De retour à Paris, il accueille à domicile, met à disposition son Steinway D, crée son label, At Barloyd's, conserve une contrebasse pour Clovis Nicolas, Pierre Bousaguet… D'Alain Jean-Marie à Pierre de Bethmann, en passant par Manuel Rocheman ou Laurent Coq, il enregistre ses pairs, sous pochette élégante. Au Petit-Opportun (club mythique de Châtelet), puis au Sunside, il tient le rôle de pianiste/arrangeur maison. Toujours à la disposition des solistes, peu soucieux de se mettre en valeur, ce qui avait fait dire à Ron Carter : *« Lui, il sait accompagner. Je veux bien jouer avec lui. »*

Accompagner, c'est tout un art. Le pari olympique de Courthaliac au Sunside est un projet à son image : ouvert, savant et généreux. Sans compter que la revue des solistes, des styles et des références qui leur servent de répertoire est une occasion inespérée pour les publics tombés de la dernière pluie de découvrir, de jouir et d'apprendre sur le tas. Fonction fondatrice des clubs, sous toutes les latitudes. ■

FRANCIS MARMANDE

Sunset/Sunside, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Jusqu'au 11 août. A 19 h 30, 21 h 30 et 23 h 30. Entrée gratuite avec consommation obligatoire.

Danse macabre sur fond de peste noire

« Le Décaméron », série inspirée de Boccace, est diffusé sur Netflix



De gauche à droite : Misia (Saoirse-Monica Jackson), Filomena (Jessica Plummer) et Sirisco (Tony Hale). NETFLIX

NETFLIX
À LA DEMANDE
SÉRIE

Il semble que le temps de revivre la pandémie liée au Covid-19 sur le mode de la comédie ne soit pas encore venu, comme en a témoigné le récent et injuste échec du film *Hors du temps*, d'Olivier Assayas. Si l'on veut confiner un échantillon représentatif de toute une société à la campagne pour exacerber les conflits et les désirs, autant remonter le temps.

Kathleen Jordan, créatrice américaine de séries restées inédites en France, s'est emparé du *Décaméron* et a désossé l'œuvre de Boccace (1313-1375), composée de cent récits, pour n'en garder que le lieu, une villa aux alentours de Florence, le temps – la peste noire, qui emporta près de la moitié de la population européenne au milieu du XIVe siècle – et les noms de quelques protagonistes.

Empruntant aux nouvelles conventions de la comédie historique, qui autorisent l'irruption du langage contemporain dans les dialogues et le croisement des références entre le passé et l'actualité – l'exemple le plus marquant de ces dernières reste en la matière *La Favorite* (2019), de Yorgos Lanthimos –, ce *Décaméron* est mû par une verve sensuelle et amère. La chorégraphie qui règle les mouvements des cœurs et des corps serait une danse macabre sans l'élan vital que communiquent des interprètes servis par une écriture précise qui fait poindre la tragédie sous le picaresque.

Reparties contemporaines

Entre les murs de la Villa Santa, dont le maître reste invisible, se réunissent une poignée de jeunes gens de bonne famille et leurs domesticités. Promise au propriétaire des lieux, qu'elle n'a jamais rencontré, Pampinea (Zosia Mamet) compte échapper à son statut de *« vieille fille flétrie »* – elle a 28 ans. Misia (Saoirse-Monica Jackson), sa suivante, a perdu sa compagne dans l'épidémie et reporte toute son affection sur sa maîtresse, qui ne la mérite guère. Moins respectueuse de l'ordre établi, Licisca (Tanya Reynolds) s'est débarrassée de sa patronne, Filomena, et se fait passer pour elle. On verra aussi un grand enfant gâté, Tindaro (Douggie McMeekin), couvé par un médecin, Dioneo (Amar Chadha-Patel), dont la peste a prouvé l'inutilité, une jeune mariée dévote et dévorée par le désir, Neifile (Lou Gala), toute la compagnie étant confiée aux bons soins de l'hyperanxieux intendant du domaine, Sirisco (Tony Hale).

Zosia Mamet, Saoirse-Monica Jackson et Tony Hale ont respectivement contribué aux succès de quelques-unes des meilleures séries comiques du siècle : *Girls*, *Derry Girls* et *Veep*. Dans la lumière toscane, vêtus de brocarts, maniant des dialogues qui font le grand écart entre les tournures de la Renaissance – de Shakespeare, puisque la série a été tournée en anglais – et les reparties contemporaines, ils prennent avec l'ensemble de la distribution un plaisir manifeste et communicatif à faire vivre des personnages qui gagnent tous, jusqu'au reître incarné par Fares Fares, qui vient rappeler la barbarie du dehors, des dimensions inattendues.

Abandonnant la convention inventée par Boccace, qui voulait que chaque personnage raconte à son tour une histoire, le récit se fait linéaire, feuilletonnant, multipliant les révélations et les morts subites, par le fer ou le bubon. Pourtant, le rythme de ce *Décaméron* respecte les tempi d'un temps où il fallait une journée pour parcourir 15 kilomètres, où l'on était un vieillard à 40 ans. On n'en attendait pas tant. ■

THOMAS SOTINEL

Série créée par Kathleen Jordan, avec Zosia Mamet, Tony Hale, Saoirse-Monica Jackson, Tanya Reynolds (EU, 2024, 8 x 50 min).

L'histoire de l'accordéon, du Tour de France au tour du monde

L'instrument star du bal musette s'est diffusé dans de nombreuses cultures populaires, de l'Europe à l'Asie, en passant par les Amériques

FRANCE MUSIQUE
À LA DEMANDE
PODCAST

Après nous avoir conté la mythologie franco-française du piano à bretelles, notamment dans les coulisses du Tour de France, dont Yvette Horner (1922-2018) fut longtemps une icône, Félicien Brut nous emmène cet été faire le tour du monde avec son instrument préféré, dont il existe autant de variantes que de pays qui l'ont adopté.

De l'accordéon sur France Musique ? Et pourquoi pas ? On le croyait cantonné aux bals musette de nos belles provinces. Et voilà que nous découvrons que le piano à bretelles *« a su conquérir tous les continents, qu'il a osé plonger dans tous les répertoires, donné de la voix, été porté haut tel un flambeau »*, s'enflamme M. Brut. Une page d'histoire peu connue de cet instrument, au répertoire d'une infinie variété.

Ce tour du monde commence par trois pays européens où l'accordéon est omniprésent dans la culture populaire : la Roumanie, où le Trio Pandelescu interprète *Cycle de Hora*, une danse traditionnelle des Balkans ; l'Italie, où Riccardo Tesi et son accordéon diatonique nous régalent de sa *Tarantella al melograno* ; l'Irlande, avec Mairtin O'Connor, armé de son accordéon diatonique lui aussi, dégaine *Happy Hours*, un incontournable dans la verte Erin.

Bifurcation anglo-saxonne avec l'Angleterre, puis les Etats-Unis du Sud – le Zydeco, le blues français en Louisiane, le Texas avec la voix de cristal d'Emmylou Harris, figure du folk et de la country, chantant la *West Texas Waltz*. Traversée du golfe du Mexique, direction le Brésil et sa samba « accordéonée », l'Argentine et son roi du bandonéon, Astor Piazzolla. Avant d'embarquer pour l'Asie, où le piano à bretelles a ses nombreux adeptes. Japon, Corée et Chine ont accommodé l'instrument à leurs mélodies traditionnelles.

Suivent la Russie, l'Egypte, avant un retour en Europe, en traversant le détroit de Gibraltar pour une Espagne où le flamenco et l'accordéon dansent depuis longtemps un pas de deux. L'émission se termine comme il se doit en Auvergne, terroir historique de l'accordéon, même s'il fut inventé par un Autrichien et si la première usine fut installée en Italie, en 1863, dans le village de Castelfidardo.

Nul n'oublie que, dans les années 1950-1960, l'accordéoniste était un accompagnateur incontournable de la chanson française, avec Piaf, Charles Aznavour, Jacques Brel, Léo Ferré. Un vrai tour du monde estival que cette série. *« En tendant l'oreille à cette folle équipe de musiciens, on réalise à quel point l'accordéon a su convaincre les meilleurs instrumentistes »*, conclut Félicien Brut. On eût aimé un peu plus d'histoire sur ce parcours planétaire inattendu. ■

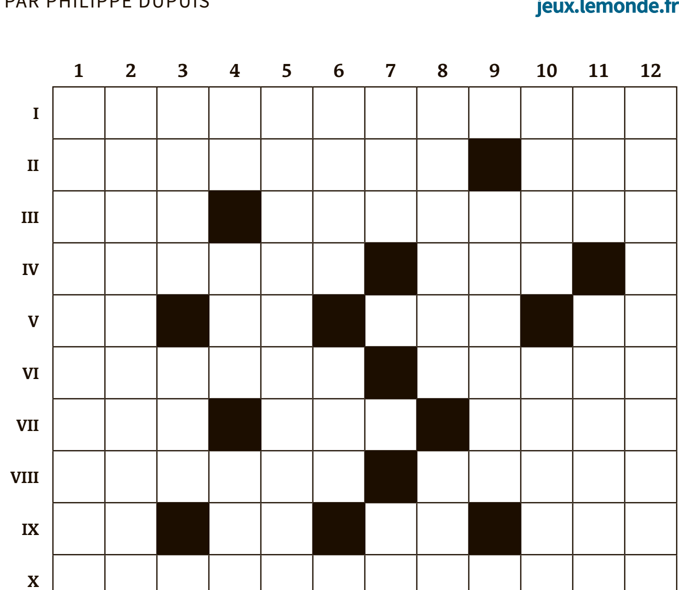
PASCAL GALINIER

« Terres d'accordéon : conquérir tous les continents, podcast de Félicien Brut (Fr. 2024, 30 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 177
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Légère approche ou attouchement vulgaire. **II.** Léger bruit du précédent. Sauveur des espèces. **III.** Au bout de tout. Contournent l'obstacle. **IV.** Passage au jaune. Passage au rouge. **V.** Associe. Mises en page. Sans retour possible. L'étain. **VI.** Abominable et monstrueux. Sorti d'un tube. **VII.** Pendant dix ans, secrétaire de Sartre. Geste devenu naturel. Suis informé. **VIII.** Son administrateur est remplacé par le préfet de région. Conflue à Lyon. **IX.** Règle plate. Génisse en déplacement par monts et par vaux. Cours court. Amérindien. **X.** Comme des essences végétales.

VERTICALEMENT

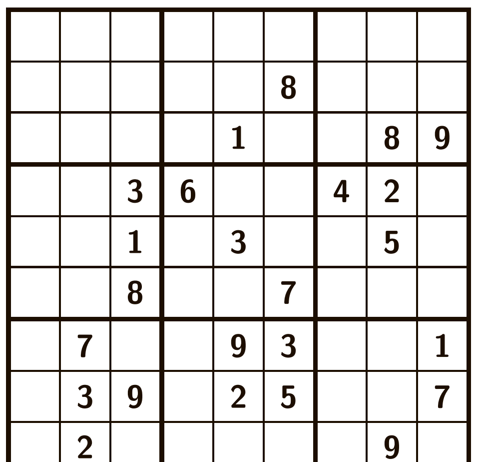
1. Bons résultats avec un minimum d'efforts. **2.** Affaires louches. **3.** Sont en action. Manifesta comme une mule. **4.** Parcouru. Secrétée par le rein ou sortie du labo. Cœur tendre. **5.** Douteuse manière d'entrer. **6.** Déchet naturel. Découpage historique. **7.** Nu au théâtre. Gai participe. **8.** Enfant de Doris. Tenait ses lecteurs en haleine. **9.** Fit de belles nattes. **10.** Héros de la guerre de Troie. Victime de ses excès. **11.** Refus. Sa vie a dû être exemplaire. **12.** Complètement bloquées.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 176

HORIZONTALEMENT **I.** Ramification. **II.** Enouage. Atre. **III.** Vallonnèrent. **IV.** Ir. Enée. Dra. **V.** Selfies. **VI.** Emoi. Slave. **VII.** Miros. Ire. Mu. **VIII.** Est. Ere. Aar. **IX.** Neuf. Arsenié. **X.** Trépassèrent.

VERTICALEMENT **1.** Revirement. **2.** Anar. Miser. **3.** Mol. Tortue. **4.** Iule. Io. FP. **5.** Faons. Se. **6.** Ignées. Ras. **7.** Cenelliers. **8.** Far. Se. **9.** Tardive. Er. **10.** Itérée. Ane. **11.** Ornas. Main. **12.** Net. Furet.

SUDOKU
N° 24-177



					8			
				1			8	9
		3	6			4	2	
		1		3			5	
		8			7			
	7			9	3			1
	3	9		2	5			7
	2						9	

3	2	5	7	6	8	1	9	4
6	8	7	4	9	1	2	3	5
4	9	1	2	5	3	8	7	6
7	4	2	5	3	9	6	8	1
5	6	8	1	4	7	9	2	3
9	1	3	8	2	6	4	5	7
2	5	6	9	7	4	3	1	8
8	3	9	6	1	5	7	4	2
1	7	4	3	8	2	5	6	9

Très facile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

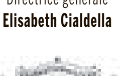
 Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



Directrice générale
Elisabeth Cialdella

PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26




L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux



Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources controlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

M. Jean CAPIN,
ancien responsable des programmes
à la télévision française
(RTF, ORTF, Antenne 2),

est décédé le mardi 23 juillet 2024.

La cérémonie d'inhumation a eu lieu le lundi 29 juillet, au cimetière de Fère-Champenoise (Marne), où il a rejoint,

Erik LHEUREUX,

son compagnon durant soixante et un ans, décédé le 18 août 2018.

Olivier Faure,
Jean-François Faure,
Pauline Faure,
Faustine Faure,
ses enfants,
Émile, Léon, Lucas, Paul, Marek et Violette,
ses petits-enfants,
Michel et Evelyne Faure,
son frère et sa belle-sœur,
Florence Faure,
sa nièce
et ses filles, Zoé et Thaïs,
Sylvette Beaussart,
mère d'Olivier, Jean-François et Pauline,
Bettina Laville,
mère de Faustine,
Juliette Marchandise-Franquet,
sœur de Faustine,

ont le chagrin de faire part du décès de

M. Jean-Claude FAURE,
ENA 68,
administrateur civil hors classe
du ministère des Finances,
ancien directeur du développement
du ministère de la Coopération,
ancien président
du Comité d'aide au développement
de l'OCDE,

survenu le 19 juillet 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu le 31 juillet, à 15 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

Un hommage à ses contributions aux politiques de développement sera organisé au mois de septembre.

hommagejcfaure@gmail.com

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

M. Daniel Frachon,
son époux,
Eric, Bruno, Thierry, Patrice et Nathalie,
ses enfants,
Norman, William, Dimitry, Samantha, Raphael, Leïla, Luna, Eva et Robin,
ses petits-enfants,
Melissa et Léo,
ses arrière-petits-enfants,
Anne-Dominique, Hortense, Pascale, Gaël et Thomas,
ses belles-filles et gendre,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Martine FRACHON,
née **MAISONNAVE,**
ancienne députée,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 24 juillet 2024, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, dans sa maison familiale de Tarascon.

La cérémonie civile aura lieu le samedi 3 août, à 12 heures, au crématorium de Nîmes (Gard), suivie de la crémation.

Michel Vivet,
Antoine et Julien,
ses fils,
Adèle et Blanche,
ses petites-filles,

ont la douleur de faire part du décès de

Michèle LE MEUR,

survenu le 22 juillet 2024,
à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Suzanne,
son épouse,
Laure et Judd,
ses enfants,
Solenn,
sa petite-fille,

ont la douleur de faire part du décès du

médecin général
René MELIN,

survenu le samedi 24 juillet 2024, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Sa famille,
Ses amis,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Pierre PARIENTE,
chevalier de la Légion d'honneur,
professeur des Universités,
vice-président du Collège de Paris,
président de l'ISQ,

survenu le mercredi 24 juillet 2024, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 1er août, à 10 heures, en l'église Saint-Léon, Paris 15e.

L'inhumation aura lieu le vendredi 2 août, dans le Sud de la France, dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le conseil d'administration de l'ISQ

a la tristesse de faire part du décès de son président,

M. Pierre PARIENTE,

survenu le mercredi 24 juillet 2024.

Il présente ses très sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

Il rend hommage à son engagement au service de la qualité dans la formation professionnelle et dans le conseil en management.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 1er août, à 10 heures, en la paroisse Saint-Léon, square Franck-Bauer, Paris 15e.

Saint-Mathieu-de-Tréviers (Hérault).

Dinah,
son épouse,
Isabelle, Valérie, Francoise, Tom,
ses enfants
et leurs conjoints,
Méliné, Chahan, Vahé, Marien-Gibril, Célestin, Pierre, Louise, Solal et Ulysse,
ses petits-enfants,
David et Julie
Et ses amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu le 21 juillet 2024, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de

Jean-François PUJOL,
professeur des Universités
et praticien hospitalier
à la Faculté de médecine de Lyon.

La cérémonie d'adieu s'est tenue dans la plus stricte intimité familiale.

Mme Michèle Rebillaud,
M. Jean-Michel Athomas,
Aurore Athomas,
Ses très proches ami(e)s,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le dimanche 21 juillet 2024, de

Marie-Juliette REBILLAUD,
professeure agrégée
d'arts plastiques,
INSPE, Centre-Val de Loire,
professeure ENSA Bourges,
chevalier dans l'ordre
des Palmes académiques.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mardi 30 juillet, à 10 h 30, en la cathédrale de Bourges et sera suivie de la crémation, à 14 heures, au crématorium de Bourges.

Paris.

Michel Mathieu,
son compagnon,
Olivier et Philippe Amiel,
ses fils,
Laurence Uebersfeld et Claudine Lambert,
ses belles-filles,
Antoine, Marius et Madeleine,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part de la disparition de

Andrée ROCCHIA-AMIEL,

survenue le 20 juillet 2024.

Une cérémonie se tiendra en la salle Mauméjean, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e, le mercredi 31 juillet, à 11 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue des Frères Morane,
75015 Paris.
25, rue de Vaugirard,
75006 Paris.
La Braconnerie,
86600 Curzay-sur-Vonne.

Bordeaux.

Axelle,
son épouse,
David, Xavier, Lucile et Hermine,
ses enfants,
Mathis, Max, Léonard, Juliette, Olivia, Jeanne, Romane, Chiara et Maël,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Serge SAMPOUX,

survenu le 21 juillet 2024,
à l'âge de soixante-dix-sept ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 29 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-Rémi de Bordeaux (quartier Bacalan), suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Paul de Cenon (Gironde).

C'est avec tristesse que

Gudrun,
Julien et Carlos,
ses deux enfants,
Stéphanie,
sa belle-fille,
Magellan et Lancelot,
ses petits-enfants,

font part de la disparition de

Michel TAMISIER.

Cet ancien de Sciences Po, docteur en droit, passionné de littérature, de musique et grand expert en vin, est parti le matin du 26 juin 2024.

Souvenirs

Il y a onze ans, le 28 juillet 2013,

Jacques MAURICE

nous quittait.

Jacqueline, Sylvain et Claire,

demandent à ses amis une pensée pour lui.

Romain WINDING

est parti il y a un an.

Notre solitude est immense mais nos cœurs sont remplis d'amour vers toi et par toi.

Josiane, Claire, Arthur, Jérémie.

Commémoration

Commémoration de la déportation des Juifs de France par l'association « Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France » et le Mémorial de la Shoah, avec le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

Cérémonie à la mémoire des déportés du **convoi n°77** partis, il y a 80 ans, du camp de Drancy pour le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau.

Mercredi 31 juillet 2024, à 12 heures.

Lecture des noms des 1310 déportés, dont 322 enfants, du convoi n°77. Seuls 249 déportés sont revenus.

Mémorial de la Shoah,
17, rue Geoffroy-l'Asnier,
75004 Paris.

Renseignements :
Tél. : 01 53 01 12 24.
Courriel :
lieux@memorialdelashoah.org

Communication diverse



Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent
par téléphone et/ou par internet
ceux qui souffrent de solitude,
de mal-être et peuvent avoir
des pensées suicidaires.

Nous **recherchons des écoutants bénévoles**
sur toute la France.
L'écoute peut sauver des vies
et enrichir la vôtre !
Choix des heures d'écoute,
formation assurée.

En IdF RDV sur
www.sosamitieidf.asso.fr
En région RDV sur
www.sos-amitie.com

Henri Causse

Pilier des Editions de Minuit

Avec la disparition d'Henri Causse, ancien directeur commercial des Editions de Minuit, mort le 12 juillet, à Paris, à l'âge de 84 ans, c'est une certaine conception de la librairie imaginée comme un métier de résistant qui s'en va. Résistance à la domination des grands groupes, aux chaînes de librairie comme aux concentrations qui dénaturent le métier d'éditeur et surtout résistance à l'uniformité qui stérilise la pensée.

Venus au monde à Martel (Lot) dans une famille de notaires, Henri Causse (né le 28 septembre 1939) et sa sœur aînée Michèle (1936-2010), traductrice de renom mais aussi féministe et militante LGBT, semblent avoir voulu faire un pied de nez au déterminisme qui aurait dû les pousser vers un destin de petits-bourgeois conservateurs.

Après l'obtention d'un baccalauréat et des études de droit vite abandonnées, Henri Causse a fait partie de ces 12 000 soldats déserteurs, insoumis ou objecteurs de conscience (1 % du contingent, selon l'historien Tramor Quemeneur), qui ont refusé de porter les armes contre le peuple algérien. L'appel de sa classe (1959 2/B) le conduisit à passer en Suisse, où il rejoignit le mouvement Jeune Résistance fondé par des proches de Francis Jeanson et d'Henri Curiel. Animateur de ce groupe en Belgique, il est l'un des trois insoumis choisis pour se livrer aux autorités françaises, peu après des accords d'Evian de 1962, afin d'obliger le gouvernement à les inclure dans la loi d'amnistie. Longtemps après cet épisode, il racontera son passage à la gare de l'Est, encadré par deux gendarmes, sous les crachats de passants haineux.

C'est au lendemain de sa libération qu'il devait rencontrer Jérôme Lindon (1925-2001), résistant de la seconde guerre mondiale et proche de la sensibilité de son cadet. La cristallisation fut immédiate et, désormais, quand on pensait aux Editions de Minuit, on voyait surgir ces deux êtres inséparables, Jérôme Lindon et Henri Causse, tous les deux symboles de la discrétion, de l'élégance et du raffinement.

Entré en 1964 aux Editions de Minuit, rue Bernard-Palissy, à Paris, Henri Causse en sera un des piliers pendant six décennies, recevant dans son bureau du deuxième étage non seulement les libraires, mais les auteurs et les amis des amis. Devenu l'alter ego de Jérôme Lindon, il le seconda et fut à ses côtés dans les grandes heures de l'histoire de la librairie française dans la deuxième moitié du XX^e siècle. De la loi Lang de 1981 sur le prix unique du livre à L'Œil de la lettre, un groupement de libraires apparu en 1986, puis à l'Association pour le développement de la librairie de création (Adelc), lancée en 1988, il fut de tous les combats pour que vive ou survive le secteur.

Sourire lumineux

Comme l'éditeur Michel Lévy (1821-1875) au XIX^e siècle, Bernard Grasset (1881-1955) au début du suivant, François Maspero (1932-2015), Christian Bourgois (1933-2007) puis Eric Hazan (1936-2024), Henri Causse avait compris que le libraire était le pivot de la relation établie entre l'auteur et ses lecteurs. Toutefois, il est une condition fondamentale pour que cette alchimie fonctionne, que l'éditeur visite régulièrement le libraire, noue des liens personnels avec lui et lui parle un langage qui sorte du jargon commercial habituel.

Pour Josette Vial, ancienne directrice de la librairie Compagnie, à Paris, Henri Causse était *« un personnage balzacien qui avait trouvé dans la librairie sa* Comédie humaine ». Pour son collègue Denis Mollat, de la librairie Mollat, à Bordeaux, c'était d'abord un grand lecteur de la presse et un homme d'une activité débordante, capable de parler de tout avec intelligence. Pour Christian Thorel, d'Ombres blanches, à Toulouse, c'était l'un de ces hommes rares qui croyaient dans le métier de libraire à une époque où il n'existait pas de formation digne de ce nom et où il fallait tout inventer.

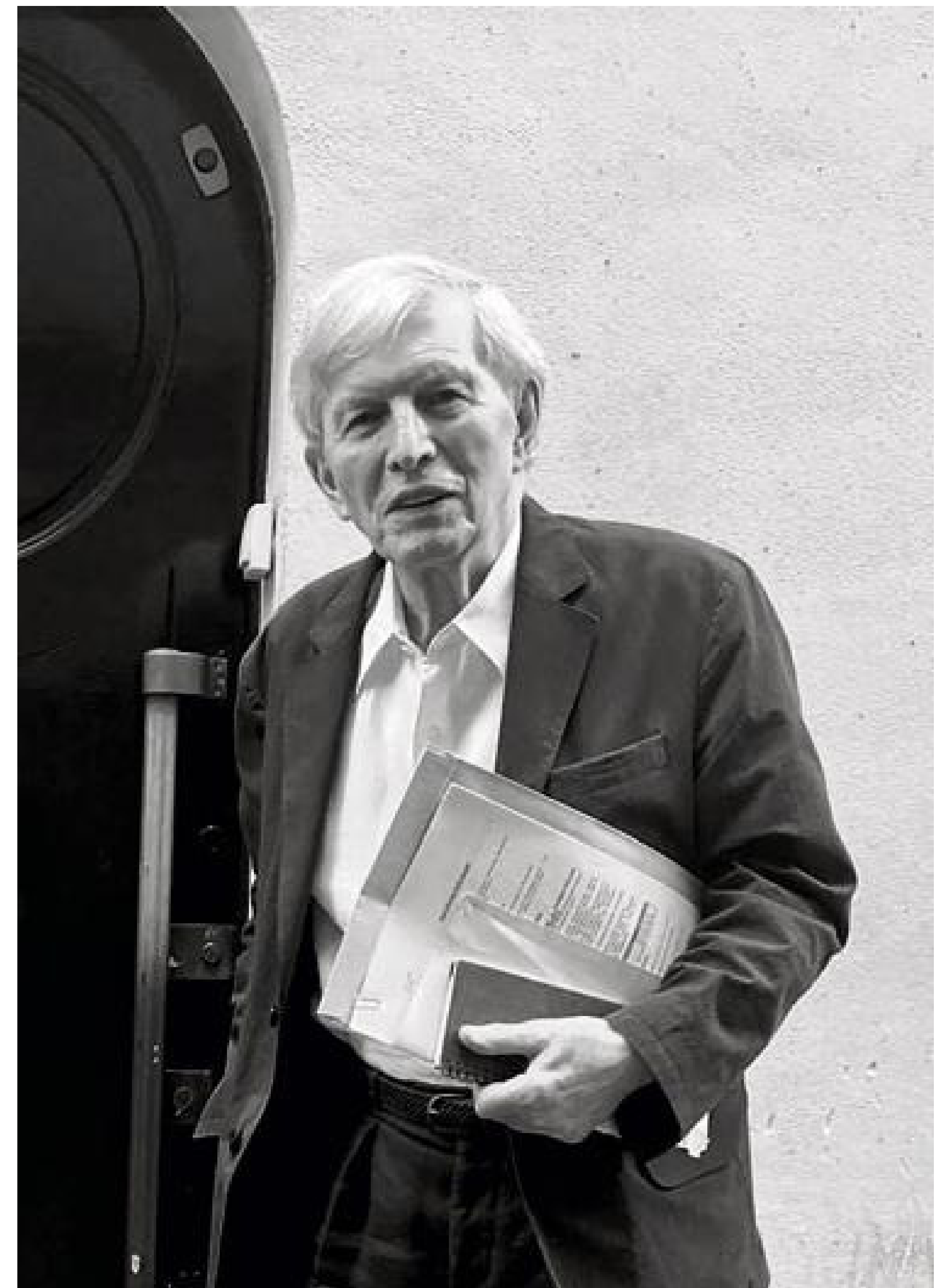
Devenu une *« légende de l'édition »*, il était dans le même temps *« la référence suprême en matière de librairie indépendante »*, confie Laurence Patrice, ancienne libraire. C'est pourquoi, à L'Œil de la lettre comme à l'Adelc, il se montra si exigeant, rappelant sans cesse à ceux qui l'entouraient le but de leur action. Si l'on pouvait lire les dédicaces que lui envoyèrent les auteurs des Editions de Minuit, mais aussi de bien d'autres maisons d'édition, on verrait surgir en creux le portrait d'un homme au goût très sûr, à la fois esthète proche des avant-gardes et intellectuel toujours sur la brèche.

De son engagement pendant la guerre d'Algérie, il avait conservé un goût du secret qui l'empêchait de se livrer. Organisateur hors pair, présent partout où des libraires faisaient appel à lui, il détestait les honneurs et préférait les déjeuners et les dîners avec ses pairs, Josette Vial, Christian et Martine Thorel, Denis Mollat, Marie-Pierre Galley (Autrement dit), Jean-Paul Archie (Ombres blanches), Denis Bénévent (L'Arbre à lettres), ou Irène Lindon, quand elle prit la direction des Editions de Minuit après la mort de son père.

Les deux domiciles qu'il s'était choisis, rue des Arènes, où planait le souvenir de l'homme de lettres Jean Paulhan (1884-1968), et à Saumane-de-Vaucluse (Vaucluse), où règne celui du marquis de Sade (1740-1814), disent quelque chose de la personnalité de cet homme qui incarna, soixante ans durant, ce que fut ou devrait être la librairie. Sans avoir véritablement exercé ce métier, il en avait dirigé la plupart des combats. Se souvenait-il, quand il rédigeait les statuts des associations de défense de la librairie, de ses premiers articles écrits pour le bulletin clandestin de la guerre d'Algérie, *Réfractaires* ? C'est probable et ce clin d'œil discret à son passé justifierait ce sourire qui illuminait son visage et que l'on aperçoit sur la plupart des photos qui ont figé quelques instants de sa destinée.

Au soir de sa vie, il a choisi de reposer au cimetière du petit village de Montbel (Ariège), auprès de ses amis Monique Antoine-Timsit (1933-2015), membre de Jeune Résistance puis avocate du Front de libération nationale (FLN), et de son mari, Daniel Timsit (1928-2002), médecin et membre du FLN. Cette fidélité aux combats de sa jeunesse en fait un réfractaire et un insoumis perpétuel. ■

JEAN-YVES MOLLIER
(PROFESSEUR ÉMÉRITE D'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ DE VERSAILLES-SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES)



A Paris, en juillet 2022. JP HIRSCH/LES ÉDITIONS DE MINUIT

28 SEPTEMBRE 1939 Naissance à Martel (Lot)
1964 Entrée aux Editions de Minuit
12 JUILLET 2024 Mort à Paris

Denis Menjot

Historien de la ville médiévale

Historien généreux, inventif et infatigable, incarnant les valeurs de la fraternité, de l'ouverture et de la rigueur, Denis Menjot, spécialiste de la ville médiévale, est mort à Tournon-sur-Rhône (Ardèche), de la maladie de Charcot, le 16 juillet, à l'âge de 76 ans.

Est-ce parce que dès son plus jeune âge tout intéresse le jeune Denis Menjot, de la physique quantique à l'histoire médiévale, qu'on n'est pas surpris que les champs les plus ardus sinon les plus arides, telle la fiscalité comparée, l'aient retenu ? Lauréat du capes d'histoire-géographie et de l'agrégation d'histoire (en 1971), il suit le séminaire de Georges Duby (1972-1974), trouve sa voie et choisit ses défis : croiser et comparer les documentations, fréquentant assidûment les fonds d'archives comme les bibliothèques pour établir des dialogues susceptibles de décaper les certitudes confortables.

Le choix pour sa thèse de Murcie, ville à la marge de mondes contrastés, étudiée sur deux siècles dans une péninsule ibérique disputée, est éclairant. Comme son engagement sur le champ de la fiscalité, si périlleux quand on entend comparer les statuts contemporains. Maître de conférences à Nice, Denis Menjot est nommé professeur à Strasbourg (1991-1996). Une étape essentielle, puisque c'est là que le médiéviste, avec Jean-Luc Pinol, en poste dans la même université depuis 1989, insuffle un formidable élan à la recherche en histoire urbaine.

Des chantiers collectifs

Ouvert à tous les champs d'investigation, l'atelier de recherche qu'ils animent est un stimulant lieu d'échanges et de dialogues qui croise les époques comme les espaces et où les outils et supports numériques sont largement mobilisés. Ces options qui affranchissent des frontières, Denis Menjot les retrouve à Lyon avec le laboratoire de médiévistique qu'est le Ciham, fondé en 1977 et constitué en unité mixte de recherche rattachée au CNRS (1994).

La spécificité du Ciham histoire, archéologie, littératures des mondes chrétiens et musulmans médiévaux tient tant à son ancrage spatial, qui intègre les deux rives de la Méditerranée et opte pour le comparatisme, qu'à son interdisciplinarité féconde qu'enrichit encore son ouverture à l'international. Autant de promesses de dialogues et de dépassements des focales étroites qui correspondent à la vision de Denis Menjot.

Participant résolument engagé dans les chantiers du laboratoire jusqu'à la traduction éditoriale de ses travaux aux presses universitaires de Lyon, Menjot en assure la direction de 2003 à 2010, sans négliger ses propres engagements dans la formation des étudiants, préparant aux concours avec la même énergie que déploie à l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud Jean-Louis Biget (1937-2024), comme les chantiers collectifs, souvent internationaux, qui lui tiennent tant à cœur.

Parallèlement, il poursuit la réflexion sur la ville au fil des siècles, entreprise avec Jean-Luc Pinol. Jusqu'à imposer ensemble l'émergence d'un champ historiographique autonome. Il participe ainsi en 1998 à la création de la Société française d'histoire urbaine, comme à la naissance de la revue *Histoire urbaine* (2000).

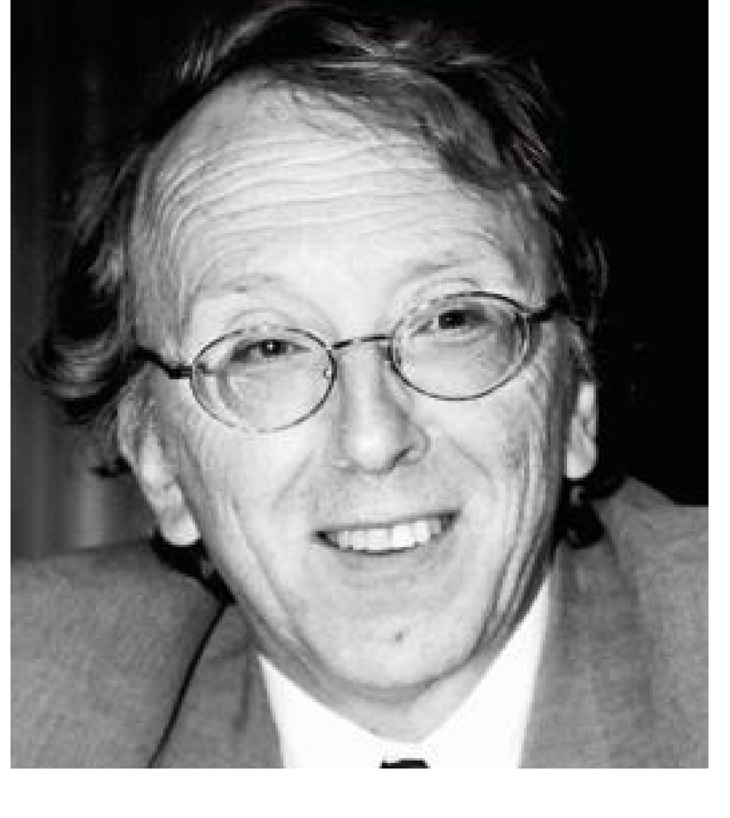
Chaleureux, humble et accessible, toujours soucieux de confronter les regards et préservé par un enthousiasme juvénile, Menjot n'a rien d'un mandarin, ni morgue, ni hauteur.

Pour François Foronda, spécialiste de l'histoire politique de la péninsule ibérique et maître de conférences à Paris-I Panthéon-Sorbonne, Denis Menjot est, *« de tous les médiévistes français spécialistes des Espagnes médiévales de sa génération, sans doute celui qui a incarné le mieux la fonction de passeur. Toujours disponible, capable de parler avec tous en Espagne, où le panorama de la recherche est travaillé par une "régionalisation" accrue, promoteur de grandes enquêtes sur l'identité urbaine et la fiscalité qui ont fait date, il était devenu une figure essentielle de la médiévistique française sur les Espagnes. »*

Avant même le gros plan que les Rendez-vous de l'histoire de Blois vont consacrer à *« la ville »* du 9 au 13 octobre, où l'œuvre de Denis Menjot a toute sa place, gageons que la 16^e conférence de l'Association européenne d'histoire urbaine, programmée à Ostrava (République tchèque) du 4 au 7 septembre, rendra hommage à cet historien aussi généreux que soucieux de dépasser les frontières et les chapelles. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

9 AVRIL 1948 Naissance
1991 « Murcie castillane. Une ville au temps de la frontière » (thèse)
1996 Les Espagnes médiévales, 409-1474 (Hachette)
1996-2010 Professeur à l'université Lumière-Lyon-II
2003 « La Ville médiévale », avec Patrick Boucheron (Seuil)
16 JUILLET 2024 Mort à Tournon-sur-Rhône (Ardèche)





A Paris, en 2000.
PATRICK VEDRUNE



XAVIER LISSILLOUR

Sur les côtes italiennes, les sables de l'entre-soi

Plages d'Italie – 1/6 – De la Méditerranée à l'Adriatique, elles racontent les splendeurs et les misères du pays. Beaucoup sont privées, gérées par 6 592 établissements balnéaires bien décidés à préserver ce business typiquement italien

MONACO, VINTIMILLE (ITALIE) - *envoyés spéciaux*

L'Italie commence déjà à Monte-Carlo. *« Pasolini en clair-obscur »*, lit-on sur une affiche annonçant une exposition du Nouveau Musée national de Monaco à la gloire de l'intellectuel italien (1922-1975). Derrière des lunettes noires, son regard semble scruter la Méditerranée. En 1959, il était parti de Vintimille, à 20 kilomètres à l'est de la Principauté, pour faire le tour de son pays par les plages. Il avait conclu son périple à Trieste, sur l'Adriatique, écrivant à chaque étape la matière d'un récit, *La Longue Route de sable* (Arléa, 2004).

En cette affiche, voyons un signe. Car notre enquête part du même lieu, et du même postulat : pour réfléchir les splendeurs et les misères de l'Italie, ses douleurs et ses mystères, il n'est de meilleur miroir que la mer. Chaque été, plus de deux tiers des Italiens se retrouvent au bord de l'eau, avec leurs gouvernants et leurs idoles, sur des plages souvent privées.

Dans ces édens hédonistes, ils renouent avec les joies du *dolce far niente* – ou de l'*otium*, ainsi que le désignaient leurs ancêtres romains : les corps se libèrent, les esprits s'allègent. Y plane pourtant l'ombre des mafias, du fascisme, du changement climatique, de la crise migratoire… Et du business : la mer, le soleil et le sable constituent les matières premières d'une économie florissante, bien qu'opaque, qui produit ses propres oligarques.

Avant de rejoindre Vintimille, attardons-nous à Monaco. Nous y avons rencontré l'un d'entre eux, Flavio Briatore, 74 ans. Tour à tour moniteur de ski, assureur ou magnat de la formule 1, fameux pour ses démêlés avec le fisc et ses ex-compagnes, fugitif aux îles Vierges, puis amnistié, l'Italien a fondé un empire balnéaire fait de restaurants, de boîtes de nuit et de plages privées, regroupés sous les marques Twiga et Billionaire. *« Les Italiens ne choisissent pas ce boulot pour survivre, mais parce qu'ils l'aiment*, assure l'entrepreneur. *Ils font en sorte que le client se sente à la maison, en famille. »* De fait, à Monaco, il est chez lui : le restaurant du Twiga donne sur la plage du Twiga et sur la discothèque du Twiga. *« Je dois vous laisser*, s'excuse-t-il. *Je dois recevoir le maire de Vintimille. Nous devons recruter une quarantaine de personnes pour l'ouverture, fin juin, de notre prochain établissement balnéaire… »*

A Vintimille, ce Twiga flambant neuf occupe la baie Grimaldi, adossée à la voie ferrée, à la route côtière et aux reliefs alpins. Des cabanes transformées en maisons de vacances, témoignent du temps où les pêcheurs y entreposaient leurs embarcations. *« Ils croisaient les bergers qui faisaient pâturer leurs troupeaux : ça semble difficile à imaginer aujourd'hui, mais des plantes poussaient sur le sable*, précise Rudy Valfiorito, un vigneron militant pour plusieurs associations écologistes. *Il s'agit d'une des dernières plages naturelles d'une région déjà ravagée par le tourisme de masse. »*

Une provocation

L'arrivée du Twiga le préoccupe, d'autant qu'un service de navettes maritimes relie l'établissement au port de Monte-Carlo. *« Je crains que les posidonies ne disparaissent et, avec elles, tout l'écosystème qui dépend de cette plante sous-marine. »* Le maire de Vintimille, Flavio Di Muro, est moins inquiet. Pour cet élu de la Ligue (extrême droite), la priorité est de faire oublier l'image que la ville a héritée de sa position de goulot d'étranglement sur les routes migratoires. Des exilés, refoulés par les autorités françaises, attendent ici avant de retenter un passage. *« Le Twiga s'insère parfaitement dans mon projet de faire de Vintimille une ville internationale, et non une ville frontière »*, résume l'édile. Et de rappeler que, depuis son élection, en 2023, les investissements monégasques se multiplient, de même que les dépenses sécuritaires.

Ce tournant se fait au grand dépit du tissu associatif local, dont les maigres ressources sont allouées en priorité aux migrants. Les prix prohibitifs du Twiga – 200 euros par personne en moyenne, pour un déjeuner et un transat – sont vus comme une provocation. *« Vintimille a toujours été une ville commerçante, le profit passe avant l'intégration des étrangers »*, regrette le syndicaliste Luciano Codarri.

> **« LE TWIGA EST LE SYMBOLE DE L'INDÉCENCE DU LOBBY DES BALNÉAIRES ET DE LEURS PRIVILÈGES ! »**
> **ROBERTO BIAGINI**
> président de l'organisation Mare libero

L'île mère de l'archipel Twiga se trouve sur la Versilia, une longue bande de sable située au nord de la Toscane. Parcourons les stations balnéaires qui la jalonnent, de Viareggio à Forte dei Marmi. La mer y est le plus souvent invisible, masquée par une sorte de frise chronologique architecturale. D'abord, à Viareggio, d'élégants immeubles de style Liberty, la version italienne de l'Art nouveau. Le vieux cinéma Eden. Le Gran Caffè Margherita, avec ses tourelles aux tuiles vernissées, fréquenté par les artistes et les aristocrates de la Belle Epoque. Les noms des établissements balnéaires s'écrivent contre le ciel, en lettres pastel.

Passé les derniers palaces de Viareggio, les lignes se font moins courbes, les profils plus durs. Nous sommes dans les années 1950, ère du miracle économique italien, aube du tourisme de masse. Dans les interstices laissés par le béton s'étendent des plantations de parasols équidistants, colorés, identiques. Une fois payée la location du *lettino*, lit de plage de modèle unique, chaque citoyen a droit à son carré de sable. Et d'ombre.

Ici, comme sur près d'un tiers des 7 914 kilomètres de côtes de la Péninsule, les plages sont privées. Gérées, particularité italienne, par 6 592 *« établissements balnéaires »* recensés fin 2023, dont les concessions sont renouvelées sans appel d'offres. Les redevances perçues par l'Etat sont dérisoires face aux chiffres d'affaires engrangés. Selon les estimations, entre 30 000 et 40 000 personnes en tireraient la majorité de leurs revenus. Tant pis si la question est au cœur d'un contentieux entre Rome et Bruxelles, le fonctionnement du système italien étant contraire à la directive sur la libéralisation des services, dite « Bolkestein », qui exige, depuis 2006, une ouverture du secteur à la concurrence.

Ignorant les pressions européennes, le gouvernement de Giorgia Meloni est bien du côté de ceux que l'on appelle *« les balnéaires »*, un électorat acquis à la droite. Ces derniers n'hésitent pas à accorder la défense de leurs privilèges à la rhétorique chère aux nationalistes au pouvoir. *« Nous sommes confiants dans l'action de notre présidente du conseil pour qu'elle empêche la nouvelle perte d'un nouveau pan du "made in Italy" aux mains de multinationales. Nous voulons seulement défendre avec fierté un morceau d'histoire du tourisme italien, qui devrait être protégé comme un patrimoine culturel »*, déclare ainsi Fabrizio Licordari, président d'Assobalneari Italia, le principal groupe de pression des *« balnéaires »*.

Ceux-ci peuvent aussi compter sur la ministre du tourisme, Daniela Santanchè. Inquiétée dans diverses enquêtes judiciaires pour des malversations liées à ses activités dans la communication, elle a été actionnaire du Twiga de Forte dei Marmi, la station balnéaire la plus huppée de la Versilia. En entrant au gouvernement, Mme Santanchè a cédé ses parts à son compagnon, Dimitri Kunz, qui se fait passer pour un héritier de la maison de Habsbourg.

« Repaire pour riches du Nord »

Nous voilà arrivés devant leur Twiga. Derrière les hauts murs du club apparaît un décor que la direction qualifie d'*« ethnique »*, soit un ensemble africanisant fait de palmiers, de meubles en bambou, de sièges en rotin. Et de statues délavées de girafes – *« twiga »* en swahili, clin d'œil aux séjours de Flavio Briatore au Kenya. En bermudas beiges et polos blancs, les serveurs veillent sur une faune particulière, qui se fera plus nombreuse à mesure que l'on approchera du cœur de l'été : hommes d'affaires, influenceurs, joueurs de football…

« Le Twiga est un repaire pour riches du Nord… Avec Meloni, c'est devenu une sorte de palais d'été. Ses soutiens les plus fortunés y vont, son ex aussi. Ambiance tatouages et bijoux pour hommes », nous a expliqué, à Rome, le journaliste Michele Masneri, du quotidien *Il Foglio*, spécialiste des élites italiennes. *« Le Twiga représente le rêve de l'Italie des Rolex et des Ferrari. On n'y paie pas pour le standing, mais pour voir, être vu et raconter que l'on y a été »*, renchérit Fabrizio Roncone, du quotidien *Corriere della Sera*. En 2023, son reportage au Twiga, où il raillait le niveau de services offerts et l'état des sanitaires, a fait scandale.

Depuis le restaurant, il faut marcher un peu pour atteindre la mer. Vide après la fermeture, la plage ressemble à un camp de tentes que l'on aurait monté dans le désert pour les riches rescapés d'une catastrophe. Chacun des chapiteaux dits « arabes » peut être réservé à la journée pour 600 euros. Installé sous l'un d'entre eux, le gestionnaire Mario Cambiaggio décrit sa clientèle : *« C'est une certaine Italie du pouvoir, surtout économique. Si l'on mettait ensemble les chiffres d'affaires des clients certains soirs, on aurait entre 5 % et 10 % du PIB ! »* Et le sien, de chiffre d'affaires ? *« Neuf millions d'euros en 2023. »* Pour une redevance versée à l'Etat de 100 000 euros seulement, selon lui.

M. Cambiaggio convient que le système doit changer, malgré les manœuvres dilatoires du gouvernement, et raconte avoir été visé par une manifestation. Des militants du groupe Mare libero se sont installés entre les *« tentes arabes »* pour protester contre la privatisation du littoral. *« Le Twiga est le symbole de l'indécence du lobby des balnéaires et de leurs privilèges ! »*, nous disait peu après Roberto Biagini, président de l'organisation.

En matière de mobilisation hostile, Mario Cambiaggio en a vu d'autres. Avant de faire son trou dans le tourisme, il a travaillé dans la sidérurgie au moment de son déclin et a ferraillé avec les syndicats. Plus tard, il a promu Gênes, sa ville d'origine, pour le marché russe, lorsqu'elle était capitale européenne de la culture, en 2004. Il a alors pu se familiariser avec un monde qui a fourni au Twiga ses clients les plus prodigues. Forte dei Marmi a longtemps été une destination prisée des riches ressortissants de l'ex-URSS : Volodymyr Zelensky, Vladimir Poutine ou Evgueni Prigojine y ont séjourné. Depuis la guerre, en février 2022, la disparition de ces clients fait regretter les pourboires à cinq chiffres. Restent cependant les Saoudiens. La famille royale dispose d'emprises dans les parages, quand le groupe Ben Laden possède près d'un tiers des carrières de marbre de Carrare toutes proches.

Au restaurant du Twiga, la présence de ces invités réjouit, quand la seule évocation d'autres étrangers inquiète. Un entrepreneur anglais du BTP termine sa bouteille de vin blanc. Il lie conversation avec un groupe d'Américains œuvrant dans le tourisme haut de gamme. Le premier s'indigne de l'aide *« indécente »* portée par l'Allemagne aux migrants. Les seconds s'alarment des vagues d'immigration asiatiques ou latino-américaines qui déferleraient, selon eux, sur les Etats-Unis. Derrière eux, sont suspendus les projecteurs éteints de la boîte de nuit en plein air, à laquelle le Twiga doit une partie de sa réputation. Parmi les grands noms de la chanson italienne qui s'y sont produits récemment figure le groupe Ricchi e Poveri. *« Riches et pauvres »*, comme un résumé des écarts qui se creusent, insidieusement, sur ces sables-là. ■

ALLAN KAVAL ET AURELIANO TONET

Prochain épisode
A Ostie, le front de mer des contraires

« Un homme dans la foule », chef-d'œuvre visionnaire d'Elia Kazan

Des films très politiques – **1/6** – Sorti en 1957, le long-métrage signé par l'un des grands du septième art résonne avec l'actuelle campagne électorale américaine



Larry « Lonesome » Rhodes (Andy Griffith), dans « Un homme dans la foule » (1957), d'Elia Kazan. PROD DB NEWTOWN PRODUCTIONS

En 1957, il y a belle lurette que le petit gars de 4 ans, né dans un faubourg de Constantinople de parents grecs négociants en tapis, a quitté le pays natal et foulé pour la première fois le sol des Etats-Unis. Belle lurette que ce petit gars qui répondait alors au nom d'Elia Kazanjoglous est devenu Elia Kazan (1909-2003), le plus américain des cinéastes. L'un des grands du septième art, grâce à une douzaine de longs-métrages déjà tournés, parmi lesquels quelques chefs-d'œuvre. Entre autres, *Un tramway nommé Désir* (1951), *Viva Zapata !* (1952), *Sur les quais* (1954), *A l'est d'Eden* (1955). Des films qui, au passage, ont révélé deux acteurs, et non des moindres, Marlon Brando (1924-2004) et James Dean (1931-1955).

Rien à l'époque n'arrête Kazan. Pas même ce qui entache sa biographie depuis sa déposition, en avril 1952, devant la Commission des activités antiaméricaines, en pleine période maccarthyste. Cet acte décisif qui, de façon indélébile, marquera le cinéaste, sa postérité et son œuvre, n'entame en rien sa force créatrice (il tourne un film par an) ni son acuité d'observateur de l'Amérique.

En témoigne son long-métrage *Un homme dans la foule* (*A Face in the Crowd*), sorti en 1957, film proprement visionnaire, redoutablement féroce, qui renvoie à chacun l'image peu glorieuse d'un mouton de Panurge disposé à croire n'importe quel discours populiste. Qui plus est quand celui-ci émane d'un homme du peuple (qui rend l'identification facile) dont l'ascension fulgurante, pur produit du rêve américain, met à portée de tous la réussite.

Ivresse du pouvoir

En 1957, néanmoins, l'Amérique n'est sans doute pas encore prête à regarder cette réalité en face. Du moins, pas à travers le regard implacable de Kazan qui, pour la seconde fois après *Sur les quais*, a fait appel pour le scénario au romancier Budd Schulberg (1914-2009). Le cinéaste n'est pas dupe qui, dans les années 1970, à propos de l'échec de son film, répondait ainsi au critique Michel Ciment l'interrogeant pour son ouvrage d'entretiens *Kazan par Kazan* (Stock, 1973). *« Nous nous sommes dit* [avec Schulberg] *: ils ne veulent pas que nous critiquions l'Amérique* (...). *Ils pensent que nous essayons de la détruire, et ce fut le sujet de certaines attaques* (...). *Je suis capable de faire beaucoup de réserves sur le scénario* (...). *Mais ce que j'aime dans ce film, c'est son énergie, son invention et son audace, qui sont très américaines* (...). *De bien des façons, il est plus américain que n'importe lequel de mes autres films. Il montre le monde des affaires, la vie urbaine, le fonctionnement de la télévision, le rythme auquel ce pays se transforme. Quant à son thème, il est aujourd'hui encore tout à fait d'actualité. Et, finalement, je crois qu'il était en avance sur son temps. »*

De fait, en 2024, *Un homme dans la foule* colle encore, et peut-être même plus que jamais, à l'époque. Ce qu'il décrit tend aujourd'hui toujours le miroir à l'Amérique, mais aussi à l'Europe et au monde. Campagne démagogique, fabrique purement artificielle des candidats érigés en gourous, liesse fanatique, manipulation médiatique, politique spectacle, fascination et perversion de l'argent, ivresse du pouvoir... L'histoire que porte le film charrie tous ces thèmes. Lesquels se concentrent sur un seul homme, Larry « Lonesome » Rhodes (Andy Griffith), vagabond et ivrogne qui, au début du film, croupit dans la prison de Tomahawk pour fait d'ivresse et tapage. C'est dans l'une des cellules de ce trou que débarque Marcia Jeffries (Patricia Neal), journaliste radio en quête de personnalités fortes, sachant parler comme tout le monde et séduire l'auditoire. Le micro sous le nez, « Lonesome » Rhodes – verbe cru, gouaille traînante, rire tonitruant – ne déçoit pas les espérances de la jeune femme, qui le fait libérer de prison. Elle est conquise, devient sa première fan, son pygmalion.

Un monstre en cage

Voilà, dès lors, Rhodes propulsé sur les ondes et sur le petit écran. Son caractère rustre, son franc-parler, sa gueule de boxeur cabossé (que Kazan s'évertue à filmer en gros plan) enflamment les foules. Grisé par le succès, l'homme aux allures de brute épaisse, devenu le nouveau héros du peuple, déborde, cabotine, use des techniques publicitaires pour peaufiner son image (*« Au lieu de longs discours, le public veut des slogans concis »*), invente le talk-show avec rires et applaudissements enregistrés. *« Je ne suis pas qu'un amuseur ! J'influence, je brasse l'opinion. Je suis une force »*, s'exclame-t-il.

Désormais logé en haut d'un gratte-ciel dont il occupe les deux derniers étages (toute ressemblance avec un personnage réel ne peut être que fortuite), Rhodes domine le monde et caresse les étoiles. Il se lance dans la politique au service d'un parti réactionnaire, et ne tarde pas à se brûler les ailes. Mais avant, Elia Kazan ne lui aura fait aucun cadeau. Il aura montré Rhodes, plein cadre, gesticulant et transpirant. Il aura suivi son ascension avec une virtuosité nerveuse qui suggère à elle seule la folie. Il aura dirigé son acteur avec vigueur, s'appuyant sur sa carrure animale pour en faire un monstre en cage, indomptable, dangereux, terriblement seul.

La démonstration ne fait pas un pli. Elle fut parfaitement décrite, en novembre 2018, par Hélène Lacolomberie, rédactrice à La Cinémathèque française, dans son article « Elia Kazan, mode d'emploi » : *« Comme Welles avant lui, Kazan brosse avec mordant le portrait d'une Amérique accro aux idoles de pacotille. Mais là où* Citizen Kane [auquel on pourrait ajouter *L'Homme de la rue* (1941), de Frank Capra, et *Le Gouffre aux chimères* (1951), de Billy Wilder] *visait la presse écrite, lui s'attaque aux médias de masse. Radio, publicité, télévision. Pouvoir des mots, des discours, de l'image. L'hystérie est collective. »*

Près de soixante-dix ans plus tard, en mai 2024 précisément, un long-métrage présenté en compétition au Festival de Cannes venait confirmer la dimension visionnaire du film de Kazan. Il apportait encore la preuve que rien, dans le scénario d'*Un homme dans la foule*, n'avait vieilli. L'œuvre en question : *The Apprentice*, d'Ali Abbasi, sur l'ascension de Donald Trump. ■

VÉRONIQUE CAUHAPÉ

Prochain épisode « Tous les autres s'appellent Ali » (1974), de Rainer Werner Fassbinder.

Un « Cruel Summer » étouffant marqué par la perte d'un petit ami

L'Eté en chansons – **7/12** – Le trio Bananarama livre, en 1983, sa mélancolie dans un traitement de pop synthétique légère

Dans son classement des « meilleures chansons d'été de tous les temps », publié en 2022, le magazine musical américain *Rolling Stone* place sur la première marche du podium *Good Times*, de Chic, machine à danser de l'été 1979 et des décennies suivantes. Pas très loin derrière, au quatorzième rang de ce palmarès aussi arbitraire que ludique, se hisse *Cruel Summer*, du trio anglais Bananarama.

Près de quarante ans après sa sortie, en juin 1983, ce grand classique de la pop britannique s'intercale entre *Todo de ti*, du chanteur portoricain Alejandro Rauw, tube de l'été 2021, et *Butter (remix)*, rencontre bilatérale entre l'Américaine Megan Thee Stallion et le boys band sud-coréen BTS (2021). Et loin devant un autre *Cruel Summer*, celui de Taylor Swift sorti en 2019, dont les plus de 2 milliards d'écoutes sur les plates-formes de diffusion n'ont pas attendri outre mesure la rédaction du magazine (37e place).

Reconnaissance largement méritée pour le *Cruel Summer* de Bananarama, titre dansant où affleure la mélancolie d'un été que l'on devine morose. Un coup de blues estival surligné de notes de marimba, d'un chant choral à l'unisson et d'un bondissant break de guitare funky très Chic.

Amies depuis leur enfance passée à Bristol, Sara Dallin et Keren Woodward ont rencontré Siobhan Fahey au London College of Fashion, où la première du trio étudie le journalisme. Bananarama naît dans l'effervescence du mouvement pop et mode New Romantic du début des années 1980 et connaît rapidement le succès avec deux singles en 1983, *Na Na Hey Hey (Kiss Him Goodbye)* et *Shy Boy*. Pop synthétique légère, voix mélodieuses et look affirmé propulsent le trio en haut des classements.

Contre-pied

Printemps 1983. Bananarama enchaîne avec ce *Cruel Summer*, prélude à leur deuxième album. Pas question toutefois de verser dans la joie estivalière béate pour ces chanteuses bercées par le punk et par la scène underground. *« It's a cruel, cruel summer/Leaving me here on my own/It's a cruel, cruel summer/Now you're gone. »* A contre-pied de la chanson d'été attendue, le groupe choisit d'évoquer la chaleur étouffante, la solitude et la perte d'un petit ami.

« On est tous passé par là », dira plus tard Sarah Dallin en évoquant la genèse de la chanson. Bonne intuition. Avec son clip tourné dans la fournaise new-yorkaise, *Cruel Summer* permet à Bananarama de s'imposer outre-Atlantique et en Europe.

Reconnaissons au titre produit par le duo Steve Jolley et Tony Swain (Imagination, Spandau Ballet), déjà aux manettes de la chanson *Shy Boy*, d'avoir bien vieilli, en dépit de sa rythmique électronique clinquante, typique de l'époque.

A court d'idée, le trio en sortira une version électropop en 1989, oubliable et vite oubliée, ainsi qu'une nouvelle en 2023 pour fêter les 40 ans de la sortie, encore plus dance, mais toujours aussi éloignée de l'esprit de l'original.

La seule relecture intéressante est à mettre au crédit d'Ace of Base en 1998. Le groupe suédois, sentant sans doute l'heure de la séparation arriver, a su capter ce petit air de mélancolie qui fait de *Cruel Summer* une vraie chanson de vacances. Avec ses joies et ses regrets cruels. ■

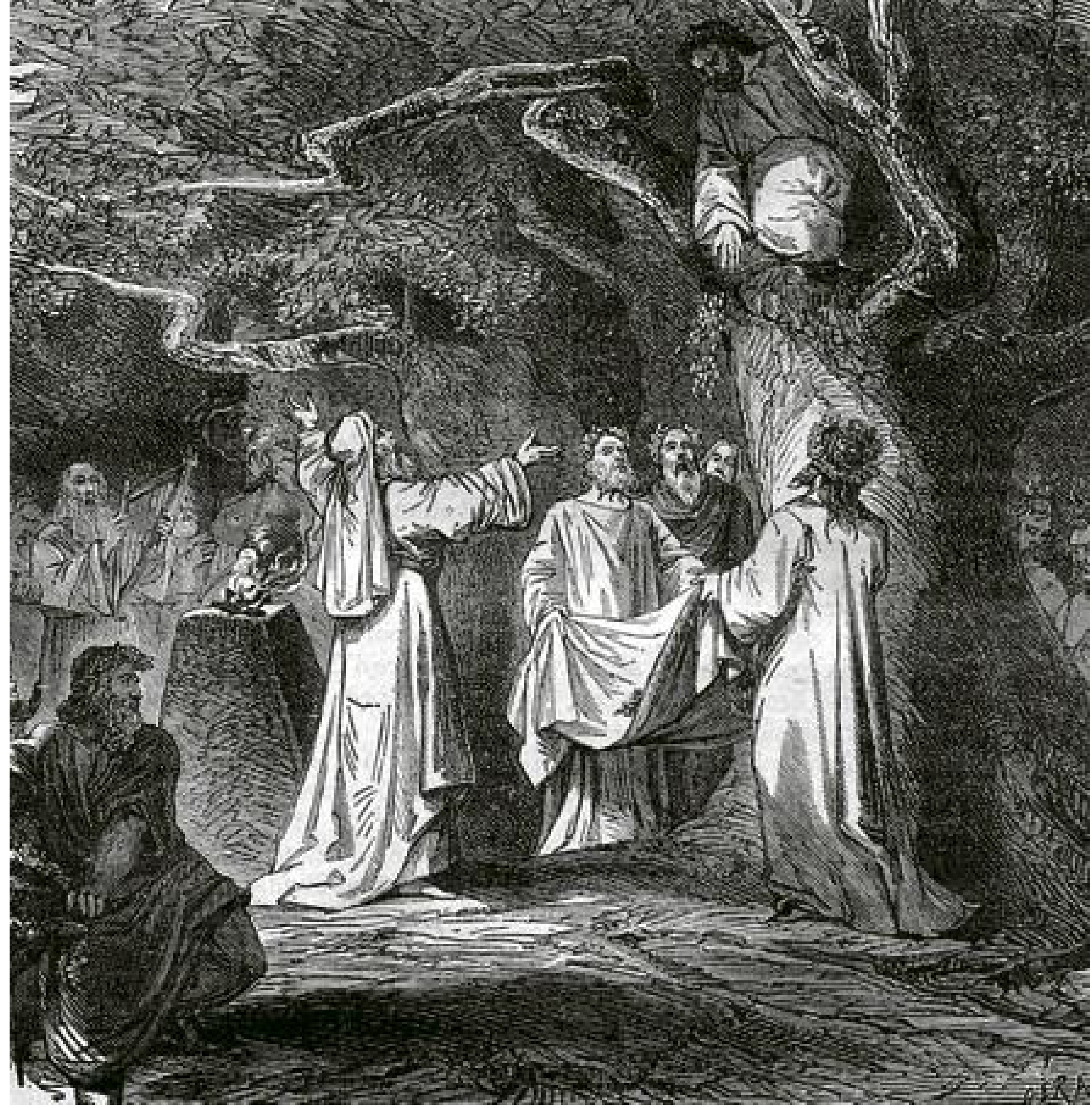
GUILLAUME FRAISSARD

Prochain épisode « Summer Wine », par Nancy Sinatra et Lee Hazlewood.

Le Monde
MARDI 30 JUILLET 2024

« Les druides croient à une forme de réincarnation »

Le Monde des religions L'archéologue Jean-Louis Brunaux casse un certain nombre d'idées reçues sur ces figures de la Gaule antique et la religion qui était la leur



La cueillette du gui par les druides en Gaule. Gravure anonyme du XIXe siècle. BRIDGEMAN IMAGES

ENTRETIEN

Dans *Les Druides. Des philosophes chez les Barbares* (Points, 2015), l'historien Jean-Louis Brunaux avait déjà cassé bon nombre d'idées reçues sur les druides authentiques, ces figures de la Gaule antique qui ont inspiré (et qui continuent de le faire) l'imaginaire européen durant des siècles, de Merlin l'enchanteur à Panoramix. Dans *La Cité des druides. Bâtisseurs de l'ancienne Gaule* (Gallimard, 254 pages, 20,50 euros), ce directeur de recherche au CNRS continue d'explorer le rôle et la place des druides dans la société gauloise qui les a vus naître et disparaître, au sein de laquelle ils ont su *« mettre sur pied une religion nouvelle »*.

Des druides pratiquant des sacrifices humains sur des dolmens : voilà ce que l'on peut avoir en tête quand on songe à la religion gauloise… Cette imagerie a-t-elle une part de vérité ?

Tout cela relève de fantasmes. Commençons par dire que menhirs et dolmens n'ont rien de gaulois, n'en déplaise à Obélix. Les mégalithes que l'on trouve dans certaines régions de France sont très antérieurs à la période gauloise, puisqu'ils datent du néolithique (Xe-IIIe millénaire avant notre ère). Quant aux sacrifices humains, ils furent rares et n'ont rien de spécifiquement gaulois, puisque d'autres peuples antiques les pratiquèrent, dont les Grecs et les Romains.

Ajoutons que les druides n'avaient pas pour fonction de réaliser des sacrifices. Toute cette imagerie découle, en vérité, d'un mouvement d'idées apparu au XVIIIe siècle, le « néodruidisme », dont le fondateur est l'Irlandais John Toland *[1670-1722]*. Celui-ci mélange des choses qui n'ont rien à voir entre elles jusqu'à créer une espèce de mythologie sans fondement historique. C'est de la pure fantasmagorie, une forme d'*heroic fantasy* avant l'heure…

Les Gaulois craignaient-ils effectivement que le ciel leur tombe sur la tête ?

Sur ce point, les albums d'*Astérix* ne se trompent pas : cette peur existait bel et bien. On le sait par l'un des plus anciens textes que nous possédions sur la civilisation gauloise. Dans son *Histoire d'Alexandre le Grand*, Ptolémée Lagos évoque, en effet, une rencontre, en 335 avant notre ère, entre Alexandre le Grand et une troupe de guerriers gaulois dans le nord de la Grèce. A cette occasion, le roi de Macédoine leur demanda ce qu'ils craignaient le plus. Les Gaulois répondirent qu'ils ne redoutaient personne et avaient seulement peur que le ciel leur tombe sur la tête.

Cette réponse a été tournée en ridicule, qu'on la tienne pour une forfanterie ou une superstition absurde. En vérité, elle renvoie à une croyance que les Gaulois partageaient avec d'autres peuples de l'Antiquité, dont certains Grecs. Dans leur esprit, la voûte céleste est une espèce de dais accroché à de gigantesques colonnes et suspendu au-dessus de l'univers. Le jour où l'immense tenture du ciel s'effondrera, ce sera la fin du monde. Convenons que c'est une perspective assez effrayante…

Vous avez évoqué les sacrifices humains pratiqués chez les Gaulois. Qu'en sait-on aujourd'hui ?

Pendant très longtemps, les historiens se sont principalement fondés sur un passage de César, dans la *Guerre des Gaules*, qui évoque de tels sacrifices. Depuis une cinquantaine d'années, diverses fouilles archéologiques nous ont permis de renforcer nos connaissances sur ce sujet.

A Gournay-sur-Aronde (Oise), en Picardie, nous avons découvert un sanctuaire dans lequel se trouvaient des morceaux de crânes humains. Toutefois, ceux-ci provenaient de dépouilles d'ennemis vaincus à la guerre. Si des restes humains furent alors utilisés dans un contexte religieux, on ne peut toutefois pas parler de sacrifice, puisque personne n'a été mis à mort au cours d'un rite. A Fesques (Seine-Maritime), en Normandie, un autre sanctuaire important a été mis au jour. A l'extérieur de celui-ci ont été découverts les restes de centaines d'individus disposés à la verticale de manière à regarder vers le lieu sacré. Ces personnes avaient sans doute été crucifiées ou empalées. A mon sens, il ne s'agit toutefois pas de sacrifices au sens plein du terme. Ces individus semblent, en effet, avoir été condamnés puis exécutés. Par conséquent, je parlerais plutôt d'une application de la peine capitale que d'un sacrifice. Cette mise à mort serait alors un geste civique ou juridique davantage que spirituel.

En définitive, l'archéologie peut aujourd'hui confirmer que les Gaulois mettaient parfois à mort des individus, mais pas que leurs croyances religieuses les conduisaient à sacrifier des êtres humains.

Votre dernier ouvrage porte sur les druides, auxquels vous aviez déjà consacré de nombreux travaux. Qui sont ces personnages et quel est leur rôle dans la société gauloise ?

Les druides apparaissent au début du Ier millénaire avant notre ère, alors que les populations présentes en Gaule *[territoire correspondant peu ou prou à la France, en ayant le Rhin pour limite, comprenant la Belgique, le Luxembourg, un bout de l'Allemagne et des Pays-Bas, mais pas l'Aquitaine]* sont constituées de groupes de quelques milliers d'individus dirigés par un aristocrate, ou un roitelet.

Ces roitelets, pour être légitimes, doivent prendre les meilleures décisions possibles. Ils font donc appel à des adjoints qui se distinguent par leur capacité à lire l'avenir. C'est ainsi qu'apparaissent les *druidas*, un terme qui n'apparaît qu'au IVe siècle avant notre ère et dont l'étymologie associe le chêne, arbre symbole de force et de durée, avec l'idée de voir au loin. Ainsi le druide est-il peu ou prou « celui qui voit au loin avec la puissance du chêne ».

C'est donc grâce à leurs compétences divinatoires que les druides se distinguent initialement. Peu à peu, ils s'affirment comme des savants, philosophes et théologiens. C'est d'eux que relèvent les choses de l'esprit, qu'il s'agisse de religion, de science ou de politique. Dans la société gauloise, quelle que soit la tribu dont on parle, les druides sont donc des intellectuels qui bénéficient d'un grand prestige.

Vous les considérez comme des théologiens. Quelle représentation des dieux et de l'au-delà portent-ils ?

Les druides croient à une forme de réincarnation. Selon eux, lorsqu'un être humain meurt, son esprit descend un temps aux enfers, puis s'incarne de nouveau dans un corps pour commencer une nouvelle vie humaine. Ce cycle dure jusqu'à ce que la vie menée sur terre soit en parfaite harmonie avec le cosmos. Alors, l'esprit gagne les cieux et rejoint les astres. Cette idée d'une migration de l'âme est très proche de ce que l'on peut retrouver chez les disciples du philosophe grec Pythagore (environ 580 - 495 avant notre ère) ou pythagoriciens – à la même époque.

Les druides ont aussi créé un nouveau monde divin très différent de celui qui avait cours auparavant chez les Gaulois. A une période qu'il est difficile de déterminer, mais qui doit être antérieure au IVe siècle avant notre ère, ils ont élaboré une religion nouvelle à l'échelle de la Gaule entière. Jusque-là, il existait une infinité d'êtres surnaturels, associés à des croyances parfois très localisées. A rebours de cette diversité, les druides fondent un polythéisme beaucoup plus structuré. Apparaît alors un panthéon de six divinités principales que César cite sous leur nom latinisé : Mercure, Apollon, Mars, Jupiter, Minerve et Dis Pater.

> **« DANS LA SOCIÉTÉ GAULOISE, LES DRUIDES SONT DES INTELLECTUELS QUI BÉNÉFICIENT D'UN GRAND PRESTIGE »**

Que savons-nous de ces divinités ?

Nous savons quel était le domaine de chaque dieu – par exemple, Dis Pater était celui des enfers – et nous connaissons également la hiérarchie des divinités – la primauté étant donnée à Mercure, dieu du commerce et des arts –, mais il nous est difficile d'aller plus loin.

Ce qui limite beaucoup notre connaissance, c'est le double interdit que les druides ont imposé sur la représentation et sur l'écriture. L'interdiction de donner une image aux dieux s'explique par la volonté de rompre avec les divinités antérieures qui, quant à elles, pouvaient être associées à des formes humaines ou animales. Les représentations des dieux gaulois sont donc extrêmement rares et datent, pour l'essentiel, de la période gallo-romaine, époque où les druides ont perdu leur pouvoir.

Les druides interdisent aussi l'usage de l'écriture. A l'instar des pythagoriciens, c'est pour eux le moyen d'empêcher au reste de la population l'accès à leurs connaissances et ainsi de préserver leur expertise. Du fait de cet interdit de l'écriture, les Gaulois ne nous ont pas laissé de récits sur leurs divinités, à la manière des Grecs, par exemple. Même les noms gaulois des divinités restent obscurs. On sait seulement qu'il existait un Esus, un Taranis ou encore un Toutatis, dont on suppose qu'il correspondait au Jupiter cité par César.

Vous avez évoqué à plusieurs reprises les pythagoriciens. Les druides furent-ils en contact avec eux ?

Que l'on retrouve des croyances et pratiques similaires ou très proches chez les druides et les pythagoriciens n'est pas le fruit du hasard : il y eut entre eux des contacts qui permirent la circulation d'idées. Il faut se souvenir que les Gaulois se sont régulièrement aventurés hors de leur territoire : ainsi en 390 avant notre ère, lorsque des Gaulois emmenés par Brennus s'emparèrent de Rome. Or, on sait que cette expédition gauloise gagna ensuite Rhegion, dans le sud de l'Italie, colonie grecque où les pythagoriciens étaient bien établis.

Il faut aussi se souvenir que les Grecs étaient présents dans le sud de la Gaule, en particulier à Marseille, fondée par les Phocéens en 600 avant notre ère. Ajoutons encore que les Gaulois étaient un peuple commerçant qui échangeait beaucoup avec les peuples de la Méditerranée. Les occasions de contact avec des pythagoriciens étaient donc nombreuses.

Finalement, qu'est-ce qui a fait disparaître la religion gauloise ?

L'extinction de la religion gauloise fut très progressive. Elle commença par la conquête romaine, même si les Romains n'avaient aucunement pour objectif de faire disparaître les croyances gauloises. Ils tenaient surtout à assurer un maillage politico-administratif du territoire. Chaque chef-lieu devait prendre la forme d'une Rome en miniature, dans laquelle on construisait tous les édifices que devait compter une ville romaine, dont les temples destinés au culte impérial et à celui des principales divinités romaines.

Cela contribua à un premier recul de la religion gauloise dans les villes, tout en donnant en outre lieu à des phénomènes de syncrétisme (en témoigne, par exemple, le pilier des Nautes à Paris, un ensemble sculpté datant du Ier siècle où dieux gaulois et romains sont associés).

Toutefois, plus que la romanisation, c'est la christianisation qui a fait disparaître la religion gauloise. C'est d'abord dans les villes que se diffusa le christianisme, puis les campagnes furent touchées à leur tour à des périodes variables et très difficiles à établir avec précision. De rares traces de la religion gauloise demeurent toutefois dans la géographie des lieux sacrés. En effet, à mesure que la Gaule fut christianisée, certaines églises furent fondées à l'emplacement d'un ancien temple gaulois. C'est ainsi le cas dans mon village, à Bitry (Oise), en Picardie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CYPRIEN MYCINSKI

AU BANGLADESH, LA RÉVOLTE CONTRE L'ABSOLUTISME

ÉDITORIAL

La révolte qui secoue le Bangladesh depuis près de deux semaines continue de défier le régime de la première ministre, Sheikh Hasina, après une brève accalmie. Samedi 27 juillet, le mouvement des étudiants contestataires a menacé de reprendre les manifestations dès lundi si ses dirigeants, dont certains ont été enlevés à l'hôpital où ils étaient soignés pour leurs blessures, n'étaient pas libérés.

La répression de la révolte étudiante, déclenchée dans les grandes villes du Bangladesh par l'introduction de quotas favorisant le parti au pouvoir pour les emplois dans le secteur public, a causé la mort d'au moins deux cents personnes. Des milliers de gens, protestataires et critiques du gouvernement, ont été arrêtés.

Sous la pression, la Cour suprême a revu à la baisse, de 30 % à 5 %, la proportion d'emplois réservés dans l'administration aux descendants des « combattants de la liberté », qui, aux débuts des années 1970, se sont battus pour l'indépendance, contre la dictature pakistanaise alors établie dans ce qui était, depuis la partition de l'empire des Indes, le « Pakistan oriental ». Ces quotas sont taillés sur mesure pour les affidés de la Ligue Awami, le parti de la première ministre, fille du « père de la patrie », Mujibur Rahman, assassiné lors d'un coup d'Etat militaire en 1975.

Mais au-delà de ce point de fixation spécifique, la colère étudiante, aux cris de *« A bas la dictatrice ! »*, se concentre sur Sheikh Hasina, 76 ans, au pouvoir depuis quinze ans. Pour un nombre croissant de Bangladais, elle incarne désormais l'autoritarisme, l'arbitraire et la violence politique, bref, la dérive vers un système qui n'a plus de démocratique que le nom.

Il est bien trop tôt pour imaginer que le régime instauré par celle qu'on surnomme la « bégum (princesse) de fer » puisse s'effacer au profit d'un système de démocratie parlementaire. La « dictatrice en chef » contrôle les différents leviers de l'Etat, à commencer par une justice aux ordres. Tous les contre-pouvoirs se sont évaporés au fil des ans. Le plus grand parti d'opposition a boycotté les dernières élections en janvier, laissant un boulevard à Mme Hasina pour un quatrième mandat d'affilée (le cinquième au total).

Sheikh Hasina focalise désormais toute la frustration de la jeunesse, en dépit des remarquables avancées économiques du pays depuis une décennie. Pour les privilégiés qui peuvent étudier, les perspectives ne sont guère réjouissantes : 40 % des jeunes entre 15 et 24 ans sont sans emploi. Reste donc la fonction publique, en partie bouchée par la priorité offerte aux descendants des « résistants » d'un autre siècle.

Visiblement, la concession annoncée par la Cour suprême n'a pas suffi à mettre fin à la colère des étudiants. En dépit d'un certain retour à la normale, du rétablissement d'Internet et de la levée partielle du couvre-feu dans des villes paralysées, les leaders étudiants exigent réparation et la démission de la « bégum » exécrée. Jamais cette dernière n'avait fait face à un tel défi. Au vu de son caractère ombrageux, il est peu probable qu'elle y réponde en prenant les décisions qui s'imposent, renverser la tendance autocratique et instaurer une démocratie digne de ce nom dans un pays de 171 millions d'habitants à la longue tradition de violences politiques. Mme Hasina, musulmane résolument laïque, ferait pourtant bien de se méfier des conséquences du carnage : les islamistes pourraient récolter ce qu'elle a semé. ■

Alain Pellet « La Cour internationale de justice redore le blason du droit international par ailleurs malmené »

Le juriste international se félicite de l'avis de la CIJ déclarant « illégale » l'occupation des territoires palestiniens par Israël. Mais il s'inquiète du contraste entre l'hommage rendu en paroles au droit international et son inefficacité de plus en plus flagrante

ENTRETIEN

Professeur émérite à l'université Paris-Nanterre, ancien président de la commission du droit international des Nations unies, Alain Pellet a plaidé soixante-sept affaires devant la Cour internationale de justice (CIJ). Il est conseil principal de l'Autorité palestinienne dans l'affaire de l'avis consultatif sur les *« conséquences juridiques découlant des politiques et des pratiques d'Israël dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem-Est »*, rendu le 19 juillet par la CIJ. L'organe judiciaire principal de l'ONU a estimé que *« la présence continue d'Israël dans les territoires palestiniens était illégale »*, et que l'Etat d'Israël avait l'obligation d'y mettre fin *« le plus rapidement possible »*.

Alain Pellet représente également le Nicaragua dans l'affaire qui l'oppose à l'Allemagne, accusée de violer le droit international humanitaire et de *« faciliter la commission d'un génocide »* contre le peuple palestinien en vendant des armes à Israël. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages, dont *Vladimir Poutine. L'accusation* (Fayard, 2023), écrit avec Robert Badinter et Bruno Cotte.

Quelle analyse faites-vous de l'avis rendu par la CIJ ?

Il s'agit d'un immense succès qui dépasse mes attentes. L'Autorité palestinienne a décidé de saisir la CIJ d'une demande d'avis un peu en désespoir de cause. Au départ, j'y étais opposé : l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ont, tous les deux, condamné Israël, alors pourquoi aller demander du droit souple, non obligatoire, alors qu'on a déjà du droit dur, contraignant, qui n'est pas appliqué ? Les Palestiniens m'ont convaincu en faisant valoir qu'ils étaient victimes de la politique du deux poids-deux mesures : « On ne parle que de l'Ukraine, plus personne ne s'intéresse à nous, il faut réveiller l'opinion. »

Finalement, l'avis est une formidable victoire, et, juridiquement, parfaitement fondé. La Cour a rappelé avec fermeté que, « du point de vue juridique, le territoire palestinien occupé constitue une seule et même entité territoriale, dont l'unité, la continuité et l'intégrité doivent être préservées et respectées », y compris Jérusalem-Est et Gaza. Israël est dans l'obligation de cesser immédiatement toute nouvelle implantation, toute nouvelle activité de colonisation et d'évacuer tous les colons. La section sur la « politique de colonisation » est dévastatrice pour Israël, et le ton de la condamnation particulièrement ferme. En revanche, les juges ont soigneusement évité de reconnaître le caractère étatique de la Palestine. Mais cela ne leur était pas demandé.

Le jour même, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a déclaré, dans un message publié sur X, que « la légalité de la colonisation israélienne sur tous les territoires de [leur] patrie ne peut être contestée ». Quel sera l'impact de cet avis, qui n'est pas contraignant ?

Il ne faut pas se faire trop d'illusions sur la CIJ : ses avis ne pourront pas changer le monde. Mais ses décisions font en général l'objet d'un grand respect. Il serait assez aberrant que les Nations unies ne respectent pas l'avis de leur organe judiciaire principal. Si un projet de résolution condamnant Israël est présenté au Conseil de sécurité, les Etats l'appuyant pourront l'invoquer.

L'avis exerce donc une pression morale ou politique sur les gouvernements respectueux de l'Etat de droit, qui peuvent difficilement faire l'impasse sur les énoncés du droit en vigueur par la plus haute juridiction mondiale. En outre, dans les pays démocratiques, les juges nationaux sont très sensibles à ce que dit la CIJ : il va être important pour eux de savoir qu'Israël ne respecte pas les principes fondamentaux du droit international, et que c'est à eux qu'il appartient de décider, en conséquence, que leur pays ne doit pas, par exemple, vendre d'armes à Israël.

Vous jugez pourtant que l'on n'a jamais autant violé les principes de la Charte des Nations unies. Comment qualifiez-vous ce moment de l'histoire du droit international ?

C'est un moment triste. On a l'impression que tout l'édifice du droit international construit depuis 1945 s'écroule. Ça ne veut pas dire qu'il va disparaître, parce que, au contraire, plus les tensions sont vives, plus le droit est indispensable, et plus on l'invoque, d'ailleurs. Mais des tabous, à commencer par l'interdiction du recours à la force armée dans les relations internationales ou l'intégrité territoriale des Etats, ont quand même sauté.

L'agression de l'Irak par les Etats-Unis en 2003 avait été une violation de l'ordre juridique international tout aussi grave que celle de l'Ukraine. Mais l'agression russe du 24 février 2022 a ouvert les vannes de violations en chaîne de principes fondamentaux proclamés par la Charte des Nations unies : recours à la force, remise en cause de l'intégrité territoriale des Etats, des droits fondamentaux de la personne humaine ou du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Presque plus inquiétante que l'agression russe elle-même : l'érosion progressive de la condamnation de l'agression et du soutien à l'Ukraine par de nombreux Etats du Sud global.

Il y a un contraste entre l'hommage rendu en paroles au droit international et son inefficacité de plus en plus flagrante, dont le président russe, Vladimir Poutine, a administré la preuve. Certes, on peut recourir à la CIJ, mais le grand problème est que ce n'est possible que contre des Etats qui ont consenti à reconnaître sa compétence. Des Etats comme la Russie, les Etats-Unis ou Israël n'acceptent pratiquement aucune juridiction internationale. Quel peut être l'impact de la CIJ à l'égard de ceux qui violent le plus le droit international à l'abri de leur refus d'accepter sa compétence ?

En 2022, la CIJ a envoyé un message fort à Moscou en demandant à la Fédération de Russie de « suspendre immédiatement les opérations militaires qu'elle a commencées le 24 février 2022 sur le territoire de l'Ukraine ». Le vote était écrasant : treize voix contre deux (les juges russe et chinois ont voté contre). Cela est resté sans effet. C'est que, même s'il est un instrument indispensable à la coexistence entre les Etats, le droit n'a pas de dents, il ne mord pas.

> MÊME S'IL EST UN INSTRUMENT INDISPENSABLE À LA COEXISTENCE ENTRE LES ÉTATS, LE DROIT N'A PAS DE DENTS, IL NE MORD PAS

Pensez-vous que l'ordre juridique international issu de l'après-guerre est menacé ?

Compte tenu de ses fonctions irremplaçables dans une société d'Etats souverains, il n'est pas mort et ne peut mourir. Mais la volonté de Vladimir Poutine et du président chinois, Xi Jinping, de le mettre à bas me paraît absolument évidente. La Chine passe son temps à violer le droit international alors que c'est elle, deuxième puissance mondiale, qui aura le plus d'influence sur la formation du droit international de demain si les démocraties perdent du terrain.

Le droit est fils de la politique. Il est, selon une formule célèbre, « une politique qui a réussi ». Il y a quelques années, on pouvait croire que l'idée de communauté internationale allait progressivement l'emporter sur le souverainisme. Mais il est en train de regagner le terrain perdu depuis la chute du mur de Berlin *[en 1989]*.

Si des pays qui contestent l'ordre juridique international issu de l'après-guerre arrivent à leurs fins, le droit international changera dans leur sens : il deviendra de plus en plus souverainiste, exaltant la souveraineté des Etats dans le sens le plus négatif, absolu, qu'on peut lui donner. Il faut continuer à défendre les principes du droit international et utiliser les leviers offerts par la justice internationale.

Mais je suis assez pessimiste. Le droit recule de manière générale. Donald Trump ne cache pas son mépris des lois américaines et du droit international. S'il revient au pouvoir, on peut s'attendre au pire : dénonciation illicite des traités conclus par les Etats-Unis, remise en cause du financement des organisations internationales dont ils sont membres, mépris total des droits des étrangers, à commencer par les migrants… C'est à l'intérieur des Etats que se jouent les grandes batailles, plus qu'au niveau international. Ce sont les démocraties qui feront perdurer l'ordre juridique de 1945 – ou pas…

Pourtant, le Nicaragua, dictature accusée par un rapport de l'ONU de 2023 de crime contre l'humanité, s'empare de ce système pour accuser l'Allemagne de « faciliter la commission d'un génocide » en vendant des armes à Israël…

Après une contestation radicale du droit international dans les années 1960, les Etats du Sud décolonisés ont compris qu'ils pouvaient l'utiliser à leur avantage. Ils opposent leur souveraineté aux ingérences extérieures, voire en utilisant certains mécanismes.

Dans cette affaire, le Nicaragua utilise la philosophie des droits de l'homme et les normes protectrices des droits humains à la fois, sans doute pour défier ses détracteurs et pour se poser en champion du Sud global. En outre, il a une grande pratique de la CIJ, devant laquelle il a été partie dans quatorze affaires depuis 1983. Le Nicaragua avait alors gagné contre les Etats-Unis de Reagan, qui soutenaient la contre-révolution antidémocratique, bombardaient ses aéroports et bloquaient ses ports… Son histoire montre aussi que le droit peut être une arme du faible contre le fort en pacifiant les rapports de force. C'est devenu pour lui un instrument de sa politique étrangère.

D'une certaine manière, la demande d'avis formulée à la demande de l'Autorité palestinienne est une autre illustration de l'utilisation par les pays du Sud des principes du droit international. L'attaque terroriste du Hamas puis l'insupportable riposte israélienne ont affaibli la confiance dans le droit international.

Les pays occidentaux, qui s'étaient aveuglément rangés aux côtés d'Israël, ont progressivement – quoique inégalement – rééquilibré leurs positions. Mais ils ne sont pas parvenus à dissiper l'impression de « deux poids-deux mesures » dans l'interprétation et l'application des principes du droit international. La Cour redore le blason du droit international si malmené par ailleurs. Clairement, le 19 juillet est un grand jour pour le droit international et apporte une lueur d'espoir et de réconfort dans ce contexte bien sombre. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR VALENTINE FAURE



Devenons l'énergie qui change tout.

Bienvenue dans un monde électrique

Une flamme électrique
pour la Vasque de Paris 2024,
par EDF.







edf.fr/VasqueParis2024

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Le Monde

PARIS 2024



PAULINE FERRAND-PRÉVOT ENFIN L'OLYMPE

A 32 ans, la Française a remporté, dimanche 28 juillet, la médaille d'or en VTT cross-country. Un titre après lequel la quintuple championne du monde de la discipline courait depuis des années

PAGE 2

Pauline Ferrand-Prévot, médaillée d'or en VTT cross-country, à Elancourt (Yvelines), le 28 juillet.
EMMANUEL DUNAND/AFP

LÉON MARCHAND, ACTE I

C'était le premier jour du reste de sa vie. Un soir d'été où tout était réuni pour en garder longtemps la saveur, celle qui colle au corps et au cœur. Dimanche 28 juillet, sur le 400 m 4 nages, Léon Marchand a grimpé quatre à quatre les marches du succès pour s'offrir sa première couronne, celle qu'on lui promettait depuis des mois. Le nageur de 22 ans a enflammé la piscine de l'Arena Paris La Défense dans un tour de passe-passe en solitaire de 4 min 2 s 95.

Le septième chercheur d'or dans le panthéon de la natation bleu, blanc, rouge a savouré son chef-d'œuvre pendant *La Marseillaise*, dont les notes s'étaient élevées des tribunes avant même l'entrée des huit finalistes. Les 17 000 spectateurs scandaient *« Léon, Léon »* comme un seul homme. *« Pour un nageur, c'est très rare de vivre ça*, s'est délecté l'élève de Bob Bowman et Nicolas Castel, avec ce détachement désarmant et ce sourire qui le caractérisent. *J'ai ouvert les yeux, j'ai*

LIRE LA SUITE → PAGE 3

PAGE 5
FOOTBALL
THIERRY HENRY ENTRAÎNEUR EN QUÊTE DE LÉGITIMITÉ

PAGE 6
RUGBY À VII
L'ITINÉRAIRE DES BLEUS VERS LE TITRE OLYMPIQUE

PAGE 7
ATHLÈTES EN EXIL
CINDY NGAMBA LES MULTIPLES COMBATS D'UNE BOXEUSE D'EXCEPTION

À NOUS DEUX, PARIS !

LVMH ET LOUIS VUITTON SONT FIERS D'ACCOMPAGNER ENZO LEFORT
POUR FAIRE BRILLER LA VILLE LUMIÈRE.



LVMH | LOUIS VUITTON

ARTISAN DE TOUTES LES VICTOIRES



La revanche de Pauline Ferrand-Prévot

VTT CROSS-COUNTRY Après trois tentatives infructueuses aux JO, la Rémoise s'est parée d'or sur la colline d'Elancourt

Les géographes l'appellent la colline de la Revanche. C'est un monticule artificiel de 231 mètres de haut, où l'on a entassé il y a un demi-siècle les déchets des Yvelines et les gravats des villes nouvelles. Pauline Ferrand-Prévot y a trouvé ce qu'elle était venue chercher: une revanche sur le sort olympique et la médaille d'or.

Sur cette petite montagne boisée d'Ile-de-France, dans la commune d'Elancourt (Yvelines), la Française a évacué dix ans de frustration, ponctuelle au rendez-vous qu'elle s'était fixé. Plus qu'une course, une obsession vers laquelle elle a pédalé mécaniquement sur sa machine, creusant un abîme entre elle et ses concurrentes, un joyeux vacarme accompagnant sa chevauchée solitaire. Sa dauphine, l'Américaine Haley Batten, levait les bras trois minutes plus tard, comme si elle avait remporté la course des « humaines ».

Sur son nuage, Pauline Ferrand-Prévot était déjà enveloppée dans un drapeau français derrière la ligne, enlaçant famille et entraîneurs, prélude à un déluge de larmes. Depuis huit mois, la championne s'était imposé, selon ses termes, *« une vie monacale »* et avait constitué une bulle hermétique, mettant sollicitations médiatiques, marketing et réseaux sociaux en sommeil. Elle la perçait à l'occasion pour y inviter ses parents, comme lors de son dernier stage en altitude dans les Alpes, en juillet, simplement pour leur faire comprendre l'ampleur des efforts consentis.



Pauline Ferrand-Prévot, après sa victoire olympique en VTT cross-country, à Elancourt (Yvelines), le 28 juillet. JOHN MACDOUGALL/AFP

Un talent brut

« Les gens me disaient que j'avais l'air triste, mais j'allais bien, raconte celle qui a tatoué sur sa nuque *Life Is a Joke* (« la vie est une farce »). *Ça va me faire bizarre de revivre normalement. »* Dimanche 28 juillet, la Rémoise s'est levée avec la certitude de l'emporter, sauf coup du sort. *« Si elle ne gagne pas, ce ne sera pas physique. Elle est à un niveau jamais atteint »*, confiait l'entraîneur des vététistes, Yvan Clolus, quarante-huit heures avant la course.

Le premier des sept tours du parcours a été plus qu'un tour de chauffe: un quart d'heure de politesse accordé par Pauline Ferrand-Prévot à ses adversaires. Treize minutes durant lesquelles elle laissait le soin à sa rivale, la Néerlandaise Puck Pieterse, d'ouvrir la route, en compagnie de l'autre favorite française, Loana Lecomte. Il en cuira aux deux accompagnatrices précoces de Ferrand-Prévot, chacune étant boutée hors du podium, Pieterse par une crevaison, Lecomte par une chute.

Après treize minutes de course, « PFP » se met en danseuse, fait l'extérieur à Pieterse, se rassied dans un virage en épingle et « allume le moteur » au pied de la montée. La course est terminée. *« J'étais comme un robot,* décrit la championne olympique. *Je me suis concentrée uniquement sur mon rythme. Je me foutais de ce qui se passait derrière. J'étais égoïste. »* S'isoler d'emblée était un choix assumé, glisse Yvan Clolus: *« Pauline a besoin d'espace pour s'exprimer, piloter son vélo. Donc il fallait faire la différence d'entrée. »* Le vélo n'est pas toujours compliqué.

Il l'a souvent été pour Pauline Ferrand-Prévot, un talent brut venu comme une bénédiction pour le cyclisme féminin français, toujours sous l'ombre écrasante de Jeannie Longo. Jusqu'à l'émergence d'un nom, qui sera bien vite raccourci en « PFP ». Le microcosme se passe les trois lettres comme une recette miracle, au tournant des années 2010.

VTT, cyclo-cross, route: la Champenoise rafle tout dans les catégories juniors, empile les maillots de championne du monde. Elle porte déjà sa longue natte sur le côté gauche, qui deviendra caractéristique. Ferrand-Prévot s'exile dans une équipe néerlandaise – la Rabobank – qui fait vœu de professionnaliser le cyclisme féminin. Elle s'impose comme un prodige multicarte, détenant à 23 ans les trois titres mondiaux en route, VTT et cyclo-cross, une première dans l'histoire de son sport.

Mais la mécanique s'enraye. Ferrand-Prévot se perd un peu entre les différentes disciplines, renonce à choisir. Elle n'a pas vécu, mais ne pense déjà plus qu'au podium olympique et à ses anneaux tatoués depuis 2012, à 20 ans (elle avait terminé 26e aux Jeux olympiques de Londres). *« Le rêve d'une vie »*, dit-elle avant les Jeux de Rio en 2016, où elle s'aligne sur route et en VTT. Echec à nouveau.

DEPUIS HUIT MOIS, LA CHAMPIONNE CHAMPENOISE S'ÉTAIT IMPOSÉE, SELON SES TERMES, « UNE VIE MONACALE » ET AVAIT CONSTITUÉ UNE BULLE HERMÉTIQUE

Le rêve est devenu une *« angoisse »*, puis un *« cauchemar »*, relate-t-elle alors dans un long post Facebook publié en pleine nui. *« Chaque entraînement est un calvaire »*; *« mon corps est meurtri »*; *« être championne du monde dans les trois disciplines en un an a peut-être été la pire chose qui me soit arrivée »*. Confessions nocturnes inhabituelles dans un univers si encadré, à la communication corsetée.

Limites techniques

Elle ne va plus quitter l'objectif olympique de vue et délaisse, à l'approche des Jeux de Tokyo de 2021, la route pour le seul VTT. Ferrand-Prévot, plus grande athlète que pilote, n'est pourtant pas la mieux taillée pour l'exercice, osent rappeler ses entraîneurs, qui soulignent ses limites techniques. La course olympique de Tokyo illustre cette relative faiblesse: « PFP » chute dans une montée de pierres.

De ce troisième échec aux Jeux, elle refuse de conclure à une malédiction olympique. Mais décide de changer, étape par étape, une organisation jusqu'alors complètement centrée sur elle. En 2023, la Française signe pour l'équipe britannique Ineos, plutôt spécialisée dans le Tour de France et le cyclisme masculin. Changement de décor et d'ambiance. Staff pléthorique, souci de la nutrition poussé à l'extrême, entraîneur partagé avec le champion olympique masculin à Tokyo, le Britannique Tom Pidcock. C'est bien, mais c'est trop.

A l'automne, Pauline Ferrand-Prévot accuse une énorme fatigue. Elle fait le ménage dans son entourage et son calendrier, ne conserve qu'un entraîneur, un mécanicien, son préparateur mental – *« un génie »* – et quelques courses, vécues uniquement comme des préparations au rendez-vous du 28 juillet. *« Savoir gérer la douleur, c'est hyperpuissant. Vous allez croire que je suis perchée, mais apprendre à aller plus loin dans la douleur, c'est ce que la prépa mentale m'a aidée à faire ces derniers mois. »* Avec ses deux psychologues, elle tente de transformer la pression du rendez-vous olympique en motivation. *« J'avais besoin de comprendre certaines de mes réactions, de m'accepter en tant que personne »*, assure-t-elle.

Quelques séances supplémentaires ne seront pas de trop pour atteindre le dernier objectif de sa carrière, elle qui pendra son VTT au clou fin 2024 pour ressortir son vélo de route. Dans l'euphorie de la zone d'arrivée, Yvan Clolus a vendu la mèche: *« J'ai compris qu'il lui manquait un dernier truc à aller chercher dans le cyclisme, ça s'appelle le Tour de France. »* ■

CLÉMENT GUILLOU ET ALEXANDRE PEDRO

L'ÉPÉISTE YANNICK BOREL A DÛ SE RÉINVENTER

Après une année chaotique et un départ de l'Insep, le doyen de l'équipe de France d'escrime a obtenu la médaille d'argent

Un roc. C'est l'image qui vient en observant Yannick Borel. Un gabarit impressionnant (1,97 m pour 102 kg) dont il sait jouer à merveille sur les pistes, paraissant inébranlable puis se projetant en avant dans une flèche, une technique d'attaque visant à surprendre son adversaire, qui est l'un de ses mouvements favoris. Et puis cette voix, grave, profonde, qui donne une impression d'assurance dont on ne sait si elle est réelle ou surjouée.

En finale du tournoi olympique d'épée, dimanche 28 juillet, le Japonais Koki Kano ne s'est pas laissé impressionner. Il a su « casser la distance », se jouant de l'allonge de son adversaire, faisant preuve de vivacité et d'une précision délicieuses alors que la lame du Français semblait trop souvent passer à côté de sa cible.

Troisième au classement mondial de l'épée, il ne cessait de creuser l'écart pour s'imposer sans trembler (15-9). *« Je n'ai pas réussi à prendre l'ascendant, à retourner le match en ma faveur*, commentait Yannick Borel à chaud. *Sur mon attitude, sur ce que j'ai donné aujourd'hui, je n'ai pas de regrets. Ce sont mes quatrièmes Jeux olympiques et ma première médaille en individuel, c'est dire la valeur qu'elle a. Cette médaille a la saveur de la réussite, d'une victoire même… »*

Le plus titré

Yannick Borel fait partie de ces champions au palmarès impressionnant, célébrés dans leur discipline, mais peu connus en dehors d'un cercle d'amateurs. Arrivé en équipe de France et à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (Insep), le centre d'entraînement de l'élite, en 2008, il a été champion olympique par équipes en 2016 à Rio, cinq fois champion du monde (dont une fois en individuel, en 2018), six fois champion d'Europe (dont quatre fois en individuel) et a remporté six épreuves de Coupe du monde.

Ce qui fait de lui le plus titré – en plus d'être, à 35 ans, leur doyen – des escrimeurs français présents à Paris. Ces JO étaient devenus son obsession. Yannick Borel, malgré le titre collectif de 2016, avait un compte à régler avec eux. En 2012, pour ses débuts, il avait vécu de l'intérieur l'humiliation de l'escrime française, rentrée bredouille des Jeux de Londres.

Neuf ans plus tard, à Tokyo, il s'était fait surprendre dès le premier tour. Tout au long de la saison, Yannick Borel n'a cessé de proclamer qu'il visait l'or olympique. Mais le Guadeloupéen n'avait pas imaginé que la route du Grand Palais se révélerait aussi sinueuse et chaotique. Pour tenter d'atteindre son objectif, il a dû repenser entièrement l'organisation de sa préparation et quitter l'Insep à la rentrée 2023.

En cause: la dégradation des relations avec l'entraîneur national, Hugues Obry, actée à l'occasion d'une réunion provoquée par ce dernier pendant les championnats du monde de Milan (Italie), le 28 juillet 2023. Quelques semaines plus tard, les trois meilleurs épéistes français, Romain Cannone, Yannick Borel et Alexandre Bardenet, annonçaient quitter l'Insep pour aller s'entraîner dans leurs clubs respectifs, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) pour le futur vice-champion olympique.

« C'est quitter le confort que de quitter l'Insep, affirmait-il peu après. *Je me dis que c'est peut-être un nouveau départ, un défi pour une année où tout sera différent. »* L'avenir lui a donné raison. *« Je suis l'acteur de mon projet »*, affirmait-il, il y a quelques semaines avec une forme de fierté. ■

GILLES VAN KOTE

→ SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

LÉON MARCHAND, 400 MÈTRES EN OR, DONT 103 SOUS L'EAU

NATATION Sacré champion olympique du 400 m 4 nages, dimanche, le Toulousain a idéalement lancé ses Jeux. Il a une fois de plus fait la différence grâce à ses coulées

écouté tout ce qui se passait autour et ça m'a vraiment poussé. C'était fou, je pense que je vais m'en souvenir longtemps, de [cette victoire]. *»*

Dès la première longueur en papillon, le Toulousain déploie ses ailes, en avance sur son propre record du monde. Il augmente son avantage en dos avant d'enfoncer le clou en brasse, où une chose exquise se produit : à intervalle, la foule se tait, puis d'un seul coup pousse derrière lui à chaque fois qu'il reprend sa respiration. En démarrant le crawl, Marchand est seul au monde avec une quinzaine de mètres d'avance sur ses poursuivants, qui passent presque pour des nageurs du dimanche.

« Ce n'est que le début »

Ses deux voisins sur le podium, le Japonais Tomoyuki Matsushita (4 min 8 s 62) et l'Américain Carson Forster (4 min 08 s 66), sont relégués à près de six secondes. Un abysse. Jusqu'à 375 mètres, le Français a même cru qu'il allait raboter son record du monde (4 min 2 s 50). Il aura finalement fait tomber le record olympique de Michael Phelps (4 min 3 s 84) pour voguer vers la victoire.

« Il travaillait pour ça depuis un moment et je suis heureux que les choses se soient passées comme nous l'espérions, a réagi Bob Bowman, qui est aussi l'ancien mentor de Phelps. *C'était vraiment incroyable de voir cette énergie à domicile. Je ne suis pas sûr d'avoir déjà vécu ça. »* A quelques mètres, Nicolas Castel voyait déjà plus loin : *« Je ne sais pas si on peut parler d'un accomplissement parce que ce n'est pas une fin, je pense que ce n'est que le début de quelque chose. »* Leur protégé poursuivra sa quête en individuel dès mardi sur 200 m papillon et 200 m brasse, puis à partir de jeudi sur 200 m 4 nages.

Comme il y a un an quasiment jour pour jour aux Mondiaux de Fukuoka (Japon), Marchand a fait, dimanche, la différence sur ses rivaux grâce à son art des coulées, cette phase invisible à l'œil du spectateur mais dévoilée grâce aux caméras immergées. Sur les 120 mètres qu'il est possible de passer sous l'eau sur un 400 m 4 nages, Marchand a fait le sous-marin pendant quasiment 103 mètres (2 mètres de plus qu'au Japon). Au total, il a passé près de cinquante-quatre secondes sous l'eau, selon les données de la Fédération française de natation (FFN).

Le numéro subaquatique se répète d'une course à l'autre et personne ne s'en lasse. Un peu comme un bon vieux tour de magie : on a beau l'avoir vu cinquante fois, le charme opère à tous les coups. Jusqu'au premier virage, les huit nageurs sont au coude-à-coude. Tous les bonnets disparaissent alors sous l'eau. Puis, ils remontent un à un à la surface, à l'exception d'une ligne d'eau, étrangement vide. Soudain, la tête du porté disparu émerge loin devant, à la limite des 15 mètres autorisés.



Léon Marchand, lors de sa victoire sur le 400 m 4 nages, dimanche 28 juillet, à Nanterre. FRANÇOIS-XAVIER MARIT/AFP

La foule s'extasie sur les ondulations du Toulousain comme elle se pâmait devant le jeu de jambes aérien de Roger Federer, « danseur étoile » avec une raquette à la main. C'est le propre des artistes du sport : le geste paraît facile aux yeux profanes, masquant des heures et des heures de labeur. *« En troisième, on nous avait dit : "Les gars, bossez vos coulées." Je crois que c'est à partir de là que Léon a vraiment pris ça au sérieux. En seconde, il a commencé à les travailler à chaque entraînement, tout le temps : coulée, coulée, coulée… »*, rapporte son ami Dorian Hervet, ex-camarade de sport étude à Toulouse.

A l'époque, l'adolescent était plus petit et moins costaud que les autres. Pour leur éducateur, Nicolas Castel, c'est ce qui l'a obligé à s'en faire une spécialité : *« Inconsciemment, il savait qu'il était moins puissant et moins rapide, donc il a compensé en développant cette faculté-là. »* Là où les « lièvres » raccourcissaient leur effort au fur et à mesure, la « tortue Marchand » prenait l'habitude d'allonger son geste le plus possible. Petit à petit, sa patience a été récompensée.

LA FOULE S'EXTASIE SUR LES ONDULATIONS DU TOULOUSAIN COMME ELLE SE PÂMAIT DEVANT LE JEU DE JAMBES AÉRIEN DE ROGER FEDERER, « DANSEUR ÉTOILE » AVEC UNE RAQUETTE À LA MAIN

Aujourd'hui, ses ondulations n'ont presque plus rien à envier à celles de *Tursiops truncatus*, alias le grand dauphin. Le mouvement du bassin est ample, les jambes souples. La distance parcourue démesurément longue, surtout. Du début de la course jusqu'à la fin. Pour Yohann Ndoye Brouard, *« c'est Poséidon ! On se dit : "Mais comment a-t-il autant d'air pour rester sous l'eau ?" »*, s'emballe le dossiste.

Si les nageurs sont plus rapides sous la surface, c'est parce qu'il y a moins de résistance à l'eau. *« Comme par hasard, tout le monde s'est mis aux coulées depuis deux ans*, constate Franck Esposito, médaillé de bronze sur 200 m papillon aux Jeux de Barcelone en 1992 et désormais entraîneur au Cercle des nageurs de Marseille. *Même nos nageurs se mettent à les travailler un peu plus, alors qu'on le leur rabâche depuis des années et des années… sauf que tout le monde ne deviendra pas Léon. »*

Les courses de Marchand valent mieux que tous les discours. De là à dire qu'il révolutionne son sport ? *« C'est un peu exagéré parce que* [les coulées], *ça existait avant lui »*, nuance son père, Xavier Marchand, soulagé que son fils n'ait pas hérité de lui. *« Moi, je les poussais jusqu'à cinq mètres »*, confesse le vice-champion du monde du 200 m 4 nages en 1998.

« Une sensation assez sympa »

La « cinquième nage », comme on l'appelle parfois, était aussi le point fort de Jérémy Stravius, champion du monde du 100 m dos en 2011. *« A l'entraînement, on apprend à dépasser à chaque fois notre limite. J'étais habitué à maîtriser cette douleur différente de celle de la nage ou de celle musculaire. En coulées, les poumons brûlent et, à force de couper votre respiration, ça donne mal au crâne »*, décrit-il. Pour parfaire son geste, l'Amiénois s'était notamment inspiré de Michael Phelps.

Lors des duels entre l'Américain et la légende néerlandaise Pieter Van den Hoogenband, Phelps pliait la course grâce aux parties immergées. *« Ils ont une technique différente, mais Léon est meilleur que lui sur ce geste*, expliquait Bowman au *Monde* en 2023. *Michael y mettait beaucoup de puissance, pas lui. Léon a avant tout une morphologie parfaite, il n'a pas de hanches, on dirait une torpille. »*

Sous l'eau, Marchand profite même du moment. *« J'arrive à passer sous les vagues* [créées par les autres nageurs], *c'est une sensation assez sympa »*, disait le triple champion du monde à Fukuoka à l'été 2023. A cet instant, il prend l'ascendant : *« Quand on perçoit qu'on est en train de rattraper nos adversaires ou de leur passer devant, ça nous transcende pour aller encore plus vite »*, raconte Stravius.

Son cadet a choisi des distances qui lui permettent d'exploiter au mieux cet avantage amphibien. A l'exception de la brasse, c'est en grande partie sur les parties dites non nagées que le nouveau champion olympique du 400 m 4 nages gagne ses courses, assure Robin Pla, docteur en sciences du sport, chiffres à l'appui. *« Au 200 m papillon, c'est même plus flagrant que sur les autres épreuves. »* Rendez-vous mardi. ■

ÉLISABETH PINEAU

EN JUDO, DES MÉDAILLES FRANÇAISES CHÈREMENT ACQUISES

Après deux jours de compétition, l'équipe de France compte trois médailles, mais pas encore d'or

Un parcours résume à lui seul les débuts de l'équipe de France de judo dans la compétition olympique, celui d'Amandine Buchard, passée par tous les états durant le tournoi des moins de 52 kilos, dont elle s'est adjugé la troisième place, dimanche 28 juillet au soir, dans l'Arena Champ-de-Mars. Avec ce résultat, les Bleus récoltent leur troisième médaille – une d'argent et deux de bronze – sur quatre possibles, puisque deux catégories masculines et deux féminines étaient au programme de ce premier week-end des Jeux olympiques.

Pour le moment, le plus précieux des métaux manque à cette collection. *« On est sur le bon rythme, chez les femmes, mais pour l'équipe de France en général*, analyse Christophe Massina, responsable de l'équipe de France féminine. *A la fin de ce week-end, on n'est pas loin de quatre médailles et on a frôlé l'or hier. »*

Mais qu'ils furent durs à atteindre, ces premiers podiums. Dimanche, la voie semblait pourtant libre pour Amandine Buchard après l'élimination prématurée de sa principale rivale, la championne olympique de Tokyo et quadruple championne du monde, Uta Abe, dès son deuxième combat.

Mais celle qui fit chuter la tenante du titre japonaise, l'Ouzbèke Diyora Keldiyorova, fera tomber quelques minutes plus tard la Française, contrainte alors de passer par les repêchages pour espérer remporter le bronze, après l'argent obtenu aux Jeux olympiques de 2021.

« Besoin de me ressourcer »

« Cette médaille a un goût particulier, elle arrive après une olympiade très difficile où j'ai connu des hauts et des bas, des blessures, des moments où je pensais avoir perdu cette flamme pour le judo, a confié, très émue, la licenciée du PSG Judo. *J'ai fait des choix atypiques, en m'éloignant des tatamis à six mois des Jeux parce que j'avais besoin de me ressourcer, me reconstruire, et je suis récompensée par cette médaille aujourd'hui. »*

Dans un entretien accordé à *Ouest-France* en février, la Francilienne de 28 ans expliquait avoir connu un épisode de *« burn-out »* pour ne pas s'être accordé de pause après les JO au Japon, en 2021.

« L'objectif de Paris 2024 a commencé très tôt, dès le retour de Tokyo, y expliquait-elle. *C'est une pression particulière, les places sont chères. Avoir la chance de faire des Jeux à Paris dans une carrière de haut niveau, c'est incroyable. Et d'être sélectionnée dans un monde où la concurrence est énorme aussi… Mais c'est aussi une sorte d'entonnoir. »*

La judoka a donc coupé avec son sport, est partie à l'étranger et a fait l'impasse sur le Grand Slam de Paris, le tournoi de début d'année qui permet aux athlètes de jauger leur état de forme en amont des grandes échéances de leur saison. A son retour sur les tatamis, l'encadrement technique et médical s'est efforcé de *« lui redonner le goût du judo et de la compétition »*, explique Christophe Massina.

Walide Khyar, 29 ans, a raté de peu le podium, dimanche, dans la catégorie des moins de 66 kilos, défait dans le combat pour la médaille de bronze par le numéro un mondial moldave, Denis Vieru.

Mais le natif de Bondy (Seine-Saint-Denis) a conquis les quelque 8 000 spectateurs de l'Arena Champ-de-Mars par son style offensif, dans une discipline où l'on cherche de plus en plus à infliger des pénalités à l'adversaire, plutôt qu'à le faire tomber sur le dos par des mouvements francs.

Et, comme Amandine Buchard, il a connu bien des déboires dans son parcours au haut niveau. Champion d'Europe en 2016, à l'âge de 19 ans, il est éliminé dès son deuxième combat aux Jeux de Rio. Une blessure à la cheville lui barre la route des Jeux olympiques suivants. Il décide ensuite de changer de catégorie (des moins de 60 aux moins de 66 kilos), un choix récompensé par une troisième place aux championnats du monde et aux championnats d'Europe 2023.

« LA VOIE A ÉTÉ OUVERTE PAR SHIRINE [BOUKLI] ET LUKA [MKHEIDZE] HIER [SAMEDI], MAINTENANT ON S'ENGOUFFRE DEDANS ET ON CONTINUE À AVANCER »

SÉVERINE VANDENHENDE
entraîneuse de Shirine Boukli

Etoile montante

Titrée à ces mêmes championnats d'Europe, mais en moins de 48 kilos, Shirine Boukli avait ouvert, samedi, le compteur des médailles françaises. Cette étoile montante du judo, qui rêvait d'or, a calé en quart de finale face à la Japonaise Tatsumi Tsunoda, triple championne du monde, invaincue depuis 2021.

« La pression des Jeux, la pression d'être à domicile, la pression de celle qui ouvre le bal, tout cela a été un peu compliqué, reconnaît sa coach en équipe de France, Séverine Vandenhende. *Mais remporter une médaille olympique à Paris, à 25 ans, ça présage une super carrière pour Shirine. »*

Et puisque rien n'a été simple dans ce début de compétition, Luka Mkheidze, troisième aux Jeux de Tokyo, qui semblait maîtriser son adversaire kazakh, Yeldos Smetov, en finale des moins de 60 kilos, s'est finalement incliné sur un contre de ce dernier.

« La voie a été ouverte par Shirine [Boukli] *et Luka* [Mkheidze] *hier, maintenant on s'engouffre dedans et on continue à avancer »*, observait dimanche soir le responsable de l'équipe de France féminine. L'entrée en lice des Bleus les plus capés devrait y contribuer.

Mardi 30 juillet, Clarisse Agbegnenou – déjà détentrice de six couronnes mondiales et deux titres olympiques à Tokyo, en individuel et par équipes – foulera les tatamis de l'Arena Champ-de-Mars. Puis, vendredi 2 août, Romane Dicko, médaillée de bronze aux Jeux de Tokyo, et la star de la discipline, Teddy Riner, triple champion olympique (2012, 2016 et 2021), tenteront de boucler la série, avant une possible finale par équipes le 3 août. ■

ANTHONY HERNANDEZ ET SIMON ROGER

LAËTITIA GUAPO LA DYNAMITEUSE DU BASKET 3 × 3

La capitaine des Bleues incarne cette jeune discipline olympique dont la compétition démarre le 30 juillet à la Concorde

PORTRAIT

Des quatorze athlètes français présélectionnés pour porter le drapeau de la délégation française lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques (JO) de Paris, vendredi 26 juillet, Laëtitia Guapo n'était ni la plus connue ni la plus reconnue. Elle a fait campagne sans vraiment espérer rivaliser avec les deux lauréats, la discobole Mélina Robert-Michon, sept participations aux JO, et le nageur Florent Manaudou, médaillé d'or sur 50 m nage libre en 2012 à Londres. Mission impossible.

Mais elle était là, dans la short list, fière de porter les couleurs de son sport, le basket 3 × 3, une discipline accueillie au sein du programme olympique à Tokyo, en 2021, que la capitaine de l'équipe de France espère faire briller à compter du 30 juillet, sur la place de la Concorde, en plein air et en plein centre de Paris. Elle trouve son sport *«très comestible, très télévisuel»*. Il lui inspire de grands espoirs pour l'avenir: *«Il y aura un avant-Paris et un après-Paris* [2024]*.»*

Son sélectionneur, Yann Julien, rêve, lui, de la voir émerger de la quinzaine olympique non seulement médaillée, d'or si possible, mais aussi auréolée d'un nouveau statut: pourquoi pas *«la Antoine Dupont de notre sport»*, dit-il en allusion à la superstar du rugby français. N'a-t-elle pas déjà été classée meilleure joueuse de basket 3 × 3 du monde, en 2021?

Comme ses partenaires de 3 × 3, Laëtitia Guapo, 28 ans, a l'habitude de jouer en extérieur – c'est la nature de ce sport né dans la rue, pour lequel un demi-terrain et un seul panneau suffisent. Elle a disputé des matchs sur les places de nombreuses villes du monde, au Trocadéro ou à côté de la tour Eiffel, à Paris.

C'était beau, c'était bien, mais la Concorde, un stade éphémère pouvant accueillir 5800 spectateurs, *«c'est le plus beau spot»*, s'enflamme-t-elle – la tiédeur semble étrangère à sa nature. Autour de l'obélisque, les tribunes du 3 × 3 voisineront avec celles des épreuves de skateboard, de BMX freestyle et de breakdance.

Prise «dans l'engrenage»

Ambiance assurée, Laëtitia Guapo s'en réjouit d'avance. *«Se trouver au milieu des sports urbains, c'est carrément notre place. On partage leur esprit roots* [comprendre attitude sans complexe, naturelle]*, qui mêle les arts de rue, les graffitis...»* Et la musique, omniprésente à l'entraînement comme en compétition.

Lorsqu'on la rencontre un jour de printemps au Centre de ressources, d'expertise et de performance sportive (Creps) de Vichy, dans l'Allier, elle répète ses gammes avec sept autres joueuses françaises – elles ne sont plus que quatre sélectionnées pour les JO. Une enceinte portative remplit la salle des rythmes de Dadju ou d'Aya Nakamura pendant l'échauffement, puis les exercices et les oppositions.

La séance terminée, la grande brune (1,82 m) remet immédiatement ses boucles d'oreilles en place avant de s'installer au bord du terrain. Depuis les gradins, elle admire la rénovation de ces installations vichyssoises qu'elle a bien connues dans sa prime jeunesse, elle savoure son *«retour aux sources»*. Née à Clermont-Ferrand dans une famille de sportifs, *«loin du monde professionnel»*, père d'origine espagnole et mère auvergnate, Laëtitia Guapo est à peine entrée dans l'adolescence quand elle quitte son club de La Roche-Blanche (Puy-de-Dôme). Direction le Creps de Vichy, en 2008: *«J'avais 12 ans, on est très famille chez moi, partir dans un internat n'était pas prévu.»*

Il faudra l'insistance de la Clermontoise Isabelle Fijalkowski, figure du basket féminin français des années 1990 (204 sélections en équipe de France), pour tordre les dernières réticences familiales. Voilà «la Guêpe», comme on ne la surnomme pas encore, prise *«dans l'engrenage»*, pour n'en plus plus sortir.

S'ouvre à elle un début de parcours à la fois classique – séjour à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (Insep) puis préparation d'un diplôme de Sciences et techniques des activités physiques et sportives pour pouvoir enseigner plus tard – et à l'écart des grandes voies du succès. L'arrière trace sa route de Nice à Charnay-lès-Mâcon (Saône-et-Loire) en passant par Reims et Roanne (Loire), avant d'atteindre le Tango Bourges, un des plus beaux palmarès du basket féminin français. Elle signe là, en 2020, pour six ans, *«pour gagner des titres et jouer dans la plus belle salle de France* [Palais des sports du Prado]*»*.

Elle en profite pour s'adjuger, en 2022, le Trophée Alain-Gilles, qui récompense le meilleur joueur française. Six ans à Bourges, c'est *«le plus long contrat de* [s]*a vie»* qu'elle décide d'interrompre le temps d'une année olympique.

Le basket 3 × 3 féminin en France ne permet pas aux joueuses d'envisager une carrière professionnelle, comme chez les hommes. Alors les plus passionnées, telles Laëtitia Guapo, s'offrent un pas de côté en été, à la fin des saisons de 5 × 5.

Mais pour mieux préparer le tournoi de Paris 2024, les dirigeants du basket français on su convaincre les clubs de les laisser racheter les contrats de huit joueuses, afin de les mettre à disposition de l'équipe de France pendant un an. *«Toutes des volontaires»*, précise Yann Julien.

A commencer par Laëtitia Guapo,. Avec ses trois coéquipières (Hortense Limouzin, Myriam Djekoundad et Marie-Eve Paget), la capitaine connaîtra à la Concorde les frissons d'un nouvel été olympique. Celui de Tokyo, en 2021, lui a laissé des souvenirs contrariés: un échec, la quatrième place, au pied du podium: *«C'était dur.»* Petite revanche, en 2022, quand les quatre sélectionnées de Paris 2024 sont devenues championnes du monde, à Anvers (Belgique) et leur capitaine désignée meilleure joueuse de la compétition.

Discipline «moins bling-bling»

En 2016, Laëtitia Guapo se préparait encore à l'Insep quand elle a découvert, *«vers 16 ou 17 ans»*, ce nouveau sport en plein essor. Elle se souvient: *«J'ai essayé lors d'une démonstration devant l'Hôtel de ville, à Paris. J'ai adoré.»* Les règles et le format du jeu correspondent à ses atouts: *«Ma polyvalence, le fait que je sois endurante, que je puisse shooter, driver, défendre.»*

Et surtout, cette discipline *«moins blin-bling et plus roots»* que le basket traditionnel à ses yeux, réclame des qualités physiques hors norme, comme les siennes. *«Jamais je ne me retrouve dans des états comme après une journée de 3 × 3: à chaque fois, je surpasse mes limites»*, dit-elle. Elle *«adore»*, bien sûr. C'est là sur les demi-terrains de basket, qu'elle donne à voir *«la vraie Laëti»*: une femme *«fougueuse, qui ne se prend pas la tête, donne tout, joue à l'instinct, pas avec ses tripes»*. Personne ne la contredit lorsqu'elle avoue être *«un peu une pile»*, rarement à court d'énergie. Avec son compagnon, Franck Séguéla, membre de l'équipe de France masculine de basket 3 × 3, elle organise des camps d'entraînement pour les jeunes adeptes de la discipline.

Après des mois de préparation, Yann Julien, son entraîneur, reste *«estomaqué par sa capacité à tenir aussi longtemps avec autant de vitesse. Dans la partie finale d'un match, quand les autres commencent à s'écrouler, elle, elle continue. Ça peut faire la différence.»* Cela lui a valu un deuxième surnom: on l'appelle «Cinq Poumons», parfois six. Elle en profitera peut-être pour courir un jour un marathon, l'un de ses objectifs pour l'après-basket, à cinq ou à trois, à cinq et à trois. ■

ÉRIC COLLIER



Laëtitia Guapo, à l'intérieur de la galerie Vivienne, à Paris, le 30 avril. STEFANO RELLANDINI/AFP

> «JAMAIS JE NE ME RETROUVE DANS DES ÉTATS COMME APRÈS UNE JOURNÉE DE 3 × 3. À CHAQUE FOIS, JE SURPASSE MES LIMITES»
> LAËTITIA GUAPO
> basketteuse

ANTHONY JEANJEAN S'ENVOLE VERS SON RÊVE OLYMPIQUE

BMX FREESTYLE Le Français de 26 ans démarre la compétition dans la peau du favori, mardi, place de la Concorde

Le 1er août 2021, un fougueux Français de 23 ans s'élance dans le «park» de BMX de Tokyo pour l'épreuve de freestyle des Jeux olympiques. Les premières figures sont aériennes et maîtrisées, les *tricks* font tourner les têtes... Et puis, patatras: sur une réception comme Anthony Jeanjean en a fait des milliers à l'entraînement, son vélo se dérobe et la chute est inévitable. Tout comme la déception. Mais seulement pour quelques secondes. *«C'était étrange car j'ai tout de suite eu un reboost de motivation. J'ai pensé à Paris 2024 directement sur la piste et je me suis dit que ce qui venait de se passer n'aurait plus jamais lieu.»*

Trois ans plus tard, Anthony Jeanjean n'a pas plus de regrets. Le sourire fiché sur un visage encadré par un collier avec un pendentif de taureau – son signe astrologique – et la casquette d'une boisson énergisante, le cycliste raconte avec sérénité son histoire au *Monde*, lors du Festival international des sports extrêmes (FISE) de Montpellier. C'est ici, sur les berges du Lez, qu'il est tombé amoureux du BMX freestyle à 10 ans et a participé à ses premières compétitions.

Mardi 30 juillet, il enfourchera une fois encore son vélo pour disputer les qualifications des Jeux olympiques (JO), place de la Concorde. Les Jeux de Paris, son *«objectif ultime»*, celui qui l'a aidé à se relever après Tokyo et après une lourde blessure survenue en 2018. Durant un banal entraînement, le Biterrois chute de 5 mètres et retombe lourdement sur la piste. Bilan: une vessie perforée et des poumons écrasés. Il est conduit d'urgence à l'hôpital où il reste deux semaines en réanimation.

«Surdoué»

Pas question pour autant de ranger le vélo une fois guéri. De quoi impressionner jusqu'aux plus téméraires *riders* de l'équipe de France. *«C'est incroyable qu'il ait gardé ce mental pour rebondir et revenir»*, loue Laury Perez, elle aussi engagée à Paris. Depuis sa chute, quatre maillots de champion de France et trois d'Europe sont venus garnir la garde-robe du Biterrois. *«C'est un surdoué, il a ce petit truc en plus,* constate Laury Perez, bien placée pour savoir tout de même que ça ne suffit pas. *Il travaille énormément. Antho est toujours à fond.»*

Dans la «galaxie Jeanjean», tout tourne en effet autour des performances. *«J'ai une énorme équipe qui travaille avec moi, tous spécialistes dans leur domaine. Que ce soit les entraîneurs en BMX, mon préparateur physique, ma préparatrice mentale, mon nutritionniste, mes kinés ou mes ostéos»*, énumère le champion. Les repas sont *«pesés au gramme près»* et le sommeil minutieusement programmé. Lui en est sûr: *«Ces détails mis bout à bout semblent minimes mais changent tout.»*

Difficile de ne pas le croire, ses résultats étant encore plus parlants que ses mots. Cette année, il a remporté les tournois de qualification olympique de Budapest et de Shanghaï, tout comme la première manche de la Coupe du monde, à Enoshima (Japon) ou le FISE de Montpellier. Quelques heures avant d'enchaîner les acrobaties sous le soleil héraultais, Anthony Jeanjean affirmait pourtant vouloir simplement continuer à se projeter sur Paris 2024 et *«se préparer en faisant une compétition devant le public français»*.

A force de s'envoler vers les victoires, Anthony Jeanjean s'est aussi juché tout en haut du classement mondial. Le voilà dans le costume de favori à Paris. *«C'est un mec qui en a un peu chié, mais il est maintenant la tête de proue du BMX en France. Je suis sûr qu'il va gagner les JO»*, résume Matthias Dandois. Le nonuple champion du monde de BMX flat – catégorie absente des Jeux olympiques de Paris qui se pratique sans obstacles – partage souvent des entraînements avec son compère *«trop fort»* du freestyle. *«Ça fait une dizaine d'années que je le connais et je sais qu'il ne pense qu'aux JO. Il a choisi sa façon de s'entraîner et reste concentré dessus.»* Anthony Jeanjean – par ailleurs également sergent dans l'armée de terre – s'est ainsi éloigné du giron fédéral pour mener son propre projet du côté de Sérignan (Hérault).

Professionnel à 14 ans

Là-bas, il a pu affiner son ambition olympique. Quand il en parle, la voix est posée, l'accent chantant, et la langue de bois absente. *«Je serais content si je gagne une médaille, peu importe sa couleur. Mais je ne vais pas mentir, je vise uniquement l'or.»* Vu que les anneaux olympiques sont omniprésents dans sa vie, autant s'imaginer avec la plus belle des breloques. *«On a les Jeux en tête tous les jours. Ça n'arrive jamais de ne pas y penser. On voit ça tout le temps à la télé, on nous en parle toute la journée»*, constate Laury Perez, qui a été jusqu'à apposer un logo des JO sur sa bécane.

Désireux de tout comprendre à sa discipline et de transmettre sa passion, Anthony Jeanjean a même passé des diplômes d'entraîneur. Un choix qui détonne pour un sportif de seulement 26 ans, mais plutôt logique pour ce premier de la classe qui était déjà professionnel à 14 ans. Pas question pour autant de s'arrêter précocement, comme le font par exemple souvent les nageurs. *«Je vais tout faire pour être aux Jeux de Los Angeles en 2028 et à ceux de Brisbane en 2032»*, anticipe déjà le voltigeur. Mais tout ça semble bien loin de son obsession de la Concorde: *«Quoi qu'il arrive ensuite, une médaille à Paris serait la plus belle de ma carrière.»* ■

VALENTIN MOINARD

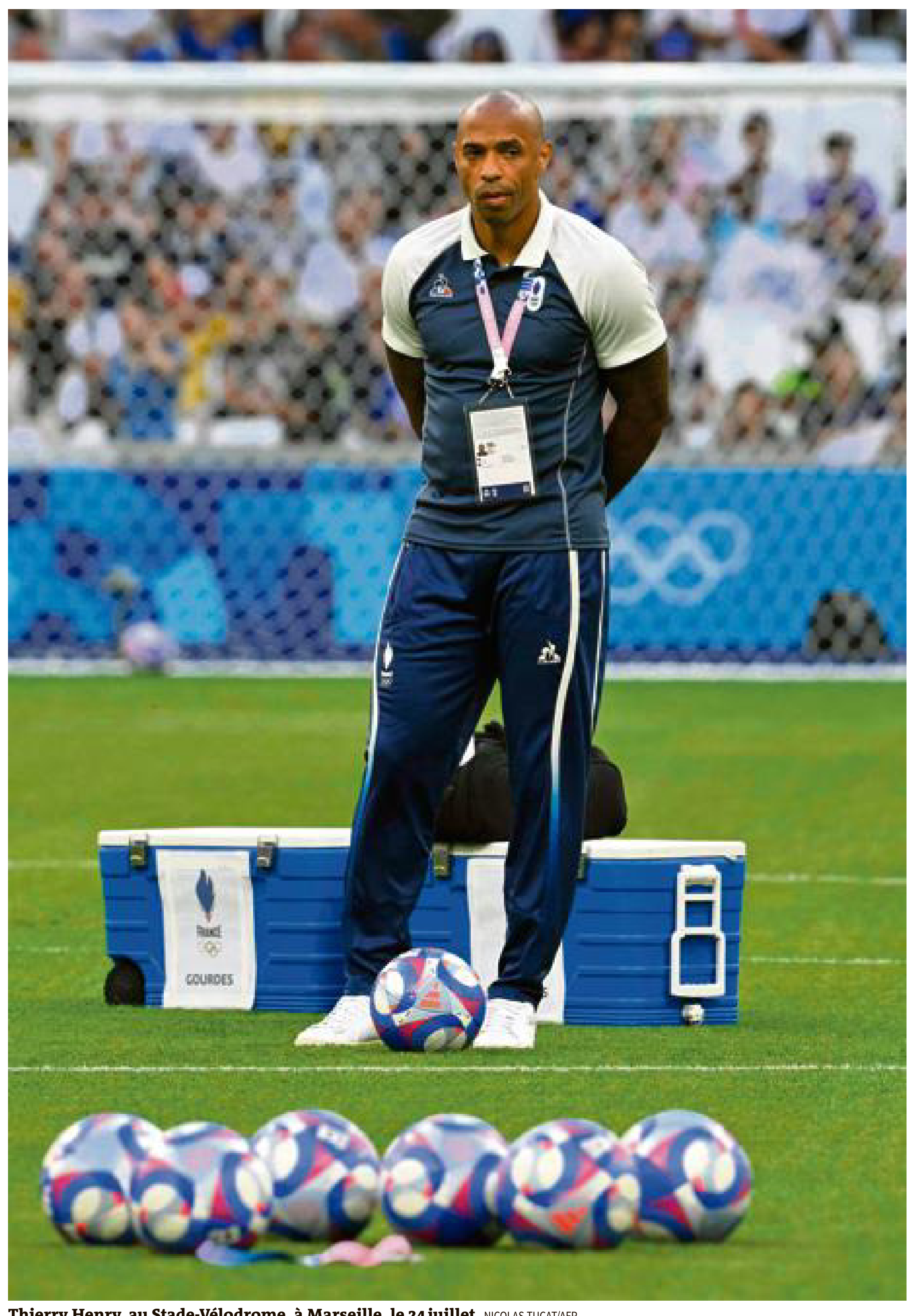
> SON «OBJECTIF ULTIME», LES JEUX DE PARIS, L'A AIDÉ À SE RELEVER APRÈS TOKYO ET APRÈS UNE LOURDE BLESSURE SURVENUE EN 2018

PORTRAIT

THIERRY HENRY
ENTRAÎNEUR EN QUÊTE DE LÉGITIMITÉ

FOOTBALL

Après des débuts délicats sur un banc, l'ancienne star de l'équipe de France a une occasion unique de faire ses preuves lors du tournoi olympique. Les Bleus affrontent la Nouvelle-Zélande, mardi, à Marseille



Thierry Henry, au Stade-Vélodrome, à Marseille, le 24 juillet. NICOLAS TUCAT/AFP

En équipe de France, Thierry Henry a toujours habité au « 12 ». Un numéro fétiche avec, à l'origine, l'envie d'imiter son idole d'enfance : Marco van Basten. En 1988, le Néerlandais porte beau le numéro 12 lors de la victoire des Pays-Bas au championnat d'Europe. *« Pour moi, il incarnait le football dans tous ses aspects »*, dira Henry en 2004 avant un match amical à Rotterdam (Pays-Bas) contre les Oranje. Du triple Ballon d'or, l'ancien attaquant d'Arsenal prend la gestuelle, l'élégance et le sens du but, mais laisserait aujourd'hui de côté la carrière d'entraîneur. En 2020, Marco van Basten admet d'ailleurs au *Guardian « ne pas être un bon manageur »*, au moment de tourner la page d'une seconde carrière frustrante et ratée.

A 46 ans, le sélectionneur de l'équipe de France olympique espère voir la sienne – enfin – décoller grâce au tournoi des Jeux de Paris, commencé par deux victoires contre les Etats-Unis (3-0) et la Guinée (1-0). Pour les Bleus, la qualification pour les quarts de finale est quasi certaine. Ils doivent juste éviter une catastrophe contre la Nouvelle-Zélande, mardi 30 juillet, à Marseille. Mais s'agit-il déjà de la compétition de la dernière chance pour le champion du monde de 1998 ? Roberto Martinez, le sélectionneur du Portugal, continue à voir pour son ancien adjoint en équipe de Belgique un destin similaire à ceux de deux exgrands joueurs, Pep Guardiola et Johan Cruyff. Ce dernier est l'homme de deux révolutions : celle du « football total » crampons aux pieds dans les années 1970, avant de casser de nouveau les codes à la tête du FC Barcelone, deux décennies plus tard, avec son éternel imperméable beige sur le dos et ce jeu d'attaque fait de passes courtes.

Mais Johan Cruyff tient plutôt de l'exception, quand la règle offre les carrières d'entraîneurs décevantes voire ratées des Diego Maradona, Lothar Matthäus, Jean-Pierre Papin, Ruud Gullit ou Hristo Stoichkov. Une liste non exhaustive. Les génies seraient-ils incapables de transmettre ? Après tout, qui imagine Mozart enseigner le solfège avec une patience infinie ? *« Pour les joueurs d'exception, il est difficile d'admettre que ceux que vous entraînez ne soient pas en mesure de reproduire les gestes que vous réussissiez »*, résume Roberto Martinez dans un entretien à *So Foot*. Depuis, Zinédine Zidane est devenu l'autre glorieuse exception avec ses trois Ligue des champions d'affilée remportées avec le Real Madrid.

Regard lucide

Mais « Titi », ce n'est pas « Zizou ». Toute sa carrière, Thierry Henry a été un soliste assumé, et non ce génie timide au cœur du jeu. De l'US Palaiseau (Essonne) à Arsenal en passant par les Bleus, il a été ce buteur implacable porté par une impitoyable exigence envers lui-même, celle transmise par un père éternel insatisfait. Le genre à toujours mégoter sur une passe ratée au moment du goûter d'après-match. En janvier, dans le podcast *The Diary of a CEO*, le fiston avouait avoir connu des épisodes dépressifs et les reliait à cette enfance passée à la recherche constante de l'approbation paternelle.

La confession étonne et porte un éclairage nouveau sur le personnage. En France plus qu'en Angleterre, où il a été statufié de son vivant devant l'Emirates Stadium des Gunners d'Arsenal, Henry a longtemps traîné l'image d'un joueur autocentré. Le genre capable de s'inviter à l'Elysée fin juin 2010 pour raconter à Nicolas Sarkozy sa version du fiasco du Mondial sud-africain. Depuis son arrivée à la tête de l'équipe de France Espoirs et par extension olympique en août 2023, il livre sa version personnelle du « j'ai changé » du candidat Sarkozy en 2007.

Henry porte un regard lucide sur sa courte expérience sur le banc de son club formateur, l'AS Monaco (octobre 2018-janvier 2019). *« J'ai appris de mes erreurs, je dois mettre de l'eau dans mon vin et être plus dans l'empathie »*, dit-il. Est-ce rédhibitoire ? Après tout, un certain Didier Deschamps avait vécu, en 2001, des débuts d'entraîneur très compliqués en Principauté. On connaît la suite.

Consultant star pour la chaîne Sky Sports au Royaume-Uni entre 2014 et 2018, Henry n'avait pas mesuré à quel point l'ombre de sa première carrière planait encore. *« Normalement, quand tu es coach, tu essaies d'apprendre, tu arrives par la petite porte. Mais, si tu as un petit nom, tu es la cible de tous les regards et des analyses. Ce que tu représentes peut aussi bloquer tes joueurs »*, disait-il en mars au *Parisien*.

Science du football

A Monaco, Henry hérite d'une équipe en crise mais avec des stars et les ego qui vont avec. Le Russe Aleksandr Golovin lui indique par exemple qu'il n'a pas besoin d'un tutoriel de sa part pour contrôler un ballon. Sur le banc, le jeune entraîneur s'agite et souffle à la première passe ratée. Lors d'une conférence de presse, il fait passer son défenseur Benoît Badiashile pour un petit garçon coupable de ne pas avoir remis la chaise à sa bonne place au moment de quitter l'estrade.

Le désamour dure trois mois. Très peu aligné par Henry, Almamy Touré en garde pourtant un bon souvenir. *« Tout n'était pas réuni pour qu'il puisse bien faire. Mais on avait une nouvelle méthodologie d'entraînement, avec beaucoup de ballons et on sentait qu'il aimait le beau jeu »*, raconte l'actuel défenseur de Kaiserslautern, en Allemagne.

Avec la Belgique, Henry endosse par intermittence le rôle d'adjoint et de conseiller des attaquants avec plus de réussite. L'avant-centre des Diables rouges Romelu Lukaku plaide même pour sa candidature afin de remplacer Roberto Martinez à l'été 2021. *« Avec les Diables, son passé de joueur a joué en sa faveur, car il fallait une certaine légitimité pour coacher les bons attaquants qu'il y avait dans la sélection »*, analyse Alexandre Teklak, consultant pour la RTBF et ex-défenseur de Charleroi. *Mais, pour devenir un grand entraîneur quand on a été un grand joueur, il ne faut surtout pas tomber dans le piège de brûler les étapes. Il vaut mieux commettre ses premières erreurs avec des jeunes. A Monaco, il n'était pas prêt. »*

> LE CHAMPION DU MONDE 1998 A PEUT-ÊTRE ENCHAÎNÉ « LES REJETS », MAIS SA PRÉSENCE SUFFIT À REMPLIR LES STADES LORS DES MATCHS AMICAUX DES BLEUETS

Teklak prend en contre-exemple un autre champion du monde (2010) : Xabi Alonso. Récent champion d'Allemagne avec le Bayer Leverkusen, l'Espagnol est aujourd'hui le technicien le plus demandé sur le Vieux Continent. *« A la Real Sociedad, Alonso aurait pu prendre l'équipe première, mais il a refusé et a commencé doucement avec les jeunes »*, note le consultant. Comment alors se reconstruire après l'échec monégasque ? Le téléphone sonne peu en Europe, alors Henry s'envole pour Montréal et le championnat nord-américain (MLS) en 2019.

L'expérience s'avère contrastée au niveau sportif et personnel. Ancien défenseur de l'Impact de Montréal, Patrick Leduc évoque un rendez-vous raté avec le Covid-19 pour principal responsable. *« On n'a pas pu savourer au maximum sa venue à cause de la crise sanitaire. Il y a de l'amertume là-dessus*, regrette celui qui dirigeait alors l'Académie de la franchise québécoise. *On a l'impression que quelque chose ne s'est pas matérialisé, que l'on n'est pas allé au bout du potentiel d'Henry. »*

Entre des stades vides et l'éloignement avec ses enfants restés à Londres, Thierry Henry broie du noir et connaît même un épisode dépressif. Au quotidien, Patrick Leduc est impressionné par la science du football du Français, *« ses notions claires qu'il voulait partager avec son groupe »*. Mais ses hommes voient surtout en lui la légende d'Arsenal, l'un des meilleurs footballeurs des années 2000.

« Certains étaient impressionnés, intimidés, note Leduc. *C'est dans la transmission des idées qu'il y avait parfois un problème. Je pense que c'est une question de psychologie. Ils sentaient qu'ils n'étaient pas à la hauteur, il y avait un complexe d'infériorité. »* A son départ surprise en février 2021, l'équipe semble plus libérée et réalise sa meilleure saison avec à sa tête son ancien adjoint, Wilfried Nancy. Ce dernier mettra en avant les bases jetées par Henry avant son départ.

Entre deux piges pour la Belgique, le Français retrouve son autre métier, celui de consultant pour la chaîne CBS Sports. En France, il devient la tête de gondole d'Amazon, alors diffuseur de la Ligue 1. A sa connaissance encyclopédique de son sport, Henry ajoute un sens de l'humour ravageur. L'expérience lui permet de se « reconnecter » avec le public, d'offrir un autre aspect de sa personnalité. *« Comme consultant, il me manquait un peu ce qui me fait vibrer. J'aime le terrain et j'attendais une opportunité »*, explique-t-il.

Un si bon client

Quand Philippe Diallo lui propose de remplacer Sylvain Ripoll, le président de la Fédération française de football voit dans le nom d'Henry un sésame auprès des clubs pour libérer leurs joueurs pendant ce tournoi disputé en dehors du calendrier de la Fédération internationale de football Association. Le champion du monde 1998 a peut-être enchaîné *« les rejets »*, mais sa présence suffit à remplir les stades lors des matchs amicaux et même a permettre de trouver un diffuseur en clair (la chaîne L'Equipe) pour les Bleuets.

Et quand son équipe lance sa préparation le 4 juillet à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), Henry enchaîne les selfies et les autographes avant une victoire contre le Paraguay (4-1). Le sélectionneur le devine, c'est le « joueur » qu'on sollicite. *« Je ne sais pas si on peut dire que cela fait "plaisir". On me demande de prendre une photo, bah... j'accepte de prendre la photo. Que puis-je faire d'autre ? »* La réponse provoque l'hilarité des journalistes, ravis d'avoir face à eux un si bon client.

Avec l'équipe olympique, ou après, Arsène Wenger voit son ancien protégé à Arsenal réussir dans le métier. *« Cette nomination arrive au bon moment, il a pu réfléchir à ce qui lui est arrivé. Le doute sur sa réussite, je n'en ai pas*, assurait l'ex-manageur des Gunners dans un entretien au *Figaro* en septembre 2023. *Je n'ai jamais été surpris qu'il embrasse cette carrière car, quand il était joueur, Thierry connaissait déjà tout sur le football. »* A défaut du numéro 12 déjà pris à son arrivée à Londres en 1999, le Français avait opté pour le 14... comme Johan Cruyff. Peut-être un signe du destin pour sa future carrière. ■

MATHIEU MAINE ET ALEXANDRE PEDRO

LES DÉBUTS CHAHUTÉS DE JOEL EMBIID

BASKET-BALL Le pivot de la Team USA a été hué par le public français, qui lui en veut de ne pas avoir rejoint les Bleus

VILLENEUVE-D'ASCQ (NORD) - *envoyé spécial*

Tout est affaire de point de vue. LeBron James a adoré ses premiers pas sur le parquet du stade Pierre-Mauroy de Villeneuve-d'Ascq (Nord). *« Une atmosphère phénoménale »*, a-t-il dit. Le vétéran du basket américain, 39 ans, a même ressenti *« des papillons dans le ventre »* quand a retenti l'hymne américain avant la rencontre remportée par les Etats-Unis face à la Serbie, dimanche 28 juillet (110-84). Son coéquipier Joel Embiid, lui, a beaucoup moins apprécié les lieux et l'ambiance.

Une bronca a envahi les travées dès que le speaker a prononcé son nom. Puis des huées ont accompagné chacune de ses prises de balle, chacun de ses shoots. Son début de match a tourné au calvaire et le meilleur joueur de NBA en 2023 a dû patienter une quinzaine de minutes avant d'inscrire son premier panier. Son compteur restera bloqué à quatre unités en onze minutes sur le parquet de Pierre-Mauroy.

Un choix très politique

Le colosse à la coupe afro et aux collants blancs a-t-il été déstabilisé par tant d'hostilité ? Le pivot aux trois nationalités – camerounaise, française et américaine – s'y attendait pourtant. Il se sait impopulaire en France depuis qu'il a décidé, en octobre 2023, de mettre son talent et ses 2,13 m au service des Etats-Unis plutôt que des Bleus de Vincent Collet. Lors de son arrivée en gare de Lille-Flandres, mercredi 24 juillet, un passant goguenard lui a même proposé de rendre son passeport français. Bienvenue chez les ch'tis.

Le choix de Joel Embiid repose sur des raisons personnelles faciles à comprendre. Né à Yaoundé, au Cameroun, au sein d'une famille très sportive (son père a été capitaine de l'équipe nationale de handball), il a tâté du foot et du volley avant de saisir la balle orange, de briller dans ce sport et de s'installer aux Etats-Unis à l'âge de 16 ans. Le trentenaire a depuis construit toute sa carrière là-bas, dans un seul club, les Philadelphia Sixers. Côté palmarès, aussi, difficile de rivaliser : la Team USA reste sur quatre sacres olympiques consécutifs.

Mais sa décision a également un volet politique, que le joueur a révélé au *New York Times*, le 20 juillet. Emmanuel Macron l'a appelé à l'automne 2023 pour tenter de le convaincre de rejoindre la sélection tricolore. *« Une conversation agréable »*, selon le joueur. Il en a profité pour aborder le terrain diplomatique et justifier sa préférence américaine.

Au président de la République, Joel Embiid a affirmé se sentir *« préoccupé »* par *« la relation entre la France et le Cameroun et les Etats d'Afrique en général »*. De son point de vue, il y a, entre les deux pays, *« beaucoup d'opposition, avec l'idée d'expulser les Français parce qu'il y a eu tant d'années d'oppression »*. Sa famille vivant toujours au Cameroun, il n'a pas souhaité, dit-il, *« leur faire subir tout cela. »*

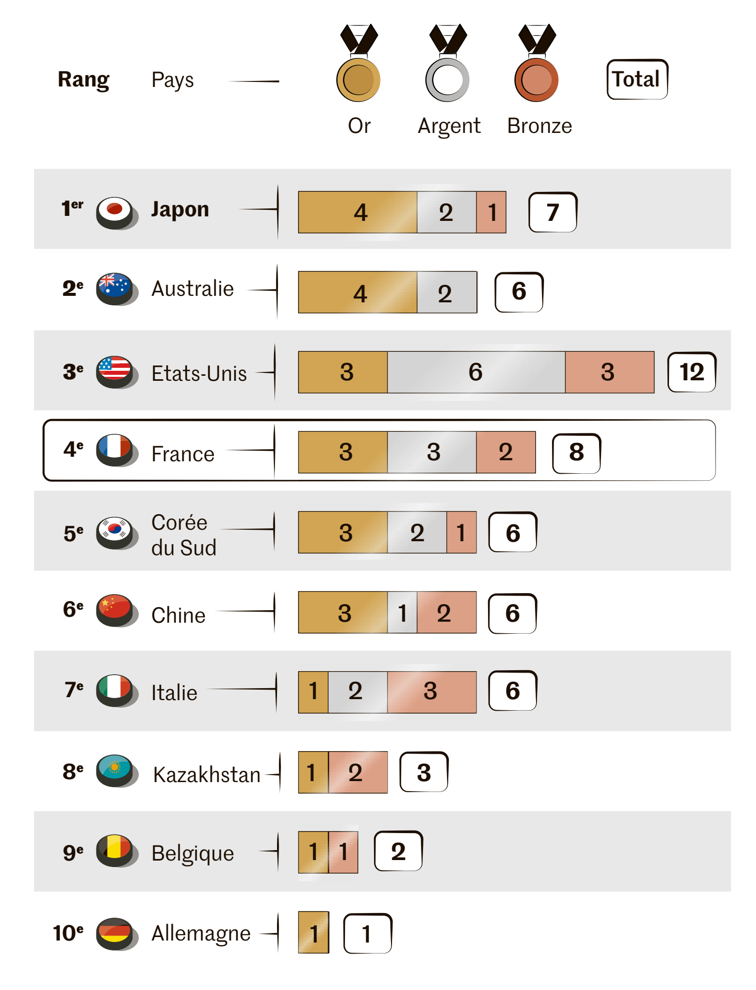
Au même moment, dès que son passeport l'a rendu sélectionnable, l'encadrement de l'équipe américaine s'est entretenu avec lui. *« Pour lui exposer notre vision, notre plan et la manière dont il pourrait en être partie intégrante »*, précise Grant Hill, le manageur général de la Team USA, peu perturbé par l'hospitalité revancharde du public tricolore : *« Ces gars sont accoutumés à être "chaleureusement" accueillis dans les salles adverses. »*

Après la victoire des Américains sur la Serbie, leur entraîneur, Steve Kerr, a offert un jour de repos à ses joueurs. En espérant qu'ils en profitent pour aller voir d'autres épreuves et que Joel Embiid parvienne à changer de point de vue sur la drôle de quinzaine olympique qui l'attend. ■

ÉRIC COLLIER

Tableau des médailles

Par délégation, au 29 juillet, à 8 heures (heure de Paris)



Rang	Pays	Or	Argent	Bronze	Total
1er	Japon	4	2	1	7
2e	Australie	4	2		6
3e	Etats-Unis	3	6	3	12
4e	France	3	3	2	8
5e	Corée du Sud	3	2	1	6
6e	Chine	3	1	2	6
7e	Italie	1	2	3	6
8e	Kazakhstan	1		2	3
9e	Belgique	1		1	2
10e	Allemagne	1			1

Source : *Le Monde*, données récoltées par Opta — Infographie *Le Monde*



L'équipe de France masculine de rugby, au Stade de France, le 27 juillet. DYLAN MARTINEZ/REUTERS

RUGBY À VII : AVANT L'OR, SEPT ANS DE LABEUR POUR LES BLEUS

Depuis la prise de fonctions du sélectionneur Jérôme Daret, en 2017, l'équipe de France n'a cessé de progresser, repoussant ses limites, jusqu'au titre olympique, samedi 27 juillet, à Saint-Denis

Comment ériger un barrage contre le Pacifique et réaliser ce que nul n'avait fait auparavant ? Depuis que le rugby à VII a été intégré au programme olympique en 2016, une nation régnait en maître sur le tableau masculin de la compétition : les îles Fidji, doubles championnes olympiques (2016 et 2021), là où coule la source de ce sport, à en croire le sélectionneur français, Jérôme Daret. Pour tenter de s'y abreuver, son équipe de France de rugby à VII s'est rendue sur l'archipel à l'automne 2023.

Là-bas, la réponse au jeu fidjien n'est pas soufflée dans le vent. *« Le secret se cache dans les dunes de Sigatoka »*, énonçait, mystérieux, Jérôme Daret, avant d'affronter les Fidji en finale olympique. Un parc national d'une époustouflante beauté, dans les sables desquelles les Flying Fijians (les Fidjiens volants) ont pris habitude de se préparer. *« On a fouillé, on a creusé, on a fait un peu de bac à sable là-bas*, a poursuivi le technicien landais, *mais on n'a pas trouvé. »*

« On a écrit notre histoire »

Sacrés champions olympiques, samedi 27 juillet dans un Stade de France en fusion, les coéquipiers d'un Antoine Dupont en apesanteur ont sans doute déniché quelque chose dans ces dunes où Aaron Grandidier Nkanang a reconnu avoir vécu *« l'une des séances d'entraînement les plus éprouvantes de* [sa] *vie »*. Larges vainqueurs des Fidjiens (28-7), les Bleus du VII ont joué libérés, mettant en application les consignes de leur entraîneur. *« Il faut qu'on se lâche, pour aller faire péter le plafond de verre »*, exhortait Jérôme Daret avant la finale, incitant ses troupes à *« prendre du plaisir, être joyeux en permanence »*, l'une des leçons retenue du voyage au bout du monde.

A les voir danser en formation une chorégraphie préparée, au centre du terrain olympique, samedi après leur sacre – ils la reprendront tard dans la nuit sur le dancefloor du Club France à La Villette, à Paris –, les Bleus l'ont écouté. Pourquoi ne l'auraient-ils pas fait ? Sous sa houlette, l'équipe de France est passée des tréfonds du classement mondial à un rôle de prétendant au titre, avant ce sacre olympique. Aimant comparer le rugby à VII à *« des montagnes russes permanentes »*, Jérôme Daret pourrait s'en servir pour décrire le parcours de ses Bleus *« chercheurs d'or »*.

« Cette finale, on m'en parle depuis trois ans. Et je suis là depuis trois ans, glissait Varian Pasquet au sortir de la demi-finale. *Certains attendent depuis 2016. »* En poste depuis 2017, le technicien tricolore a patiemment construit ce groupe, le faisant progresser. Aspirant depuis le début à *« positionner le rugby à VII dans le paysage rugbystique français »*, le Landais est parvenu à ses fins, en témoigne le succès populaire du tournoi olympique.

« Depuis que j'ai rencontré Jérôme, le chemin a été semé d'embûches, retrace, incrédule, le capitaine français, Paulin Riva, médaille d'or autour du cou. *On a commencé au 13e rang mondial, on cravachait pour essayer d'exister dans cette discipline ; et là, on a écrit notre histoire. »*

> L'ÉQUIPE DE FRANCE EST PASSÉE DES TRÉFONDS DU CLASSEMENT MONDIAL À UN RÔLE DE PRÉTENDANT AU TITRE

Les Français ont rapidement gravi les échelons, au point d'assumer, avant les Jeux de Tokyo leurs rêves de titre. *« On sentait qu'on n'était pas loin. En 2019, on avait fait plusieurs finales sans les gagner, donc on avait toujours cette frustration qui nous tirait vers le haut »*, poursuit le capitaine.

Las, la pandémie liée au Covid-19 et le décalage d'un an des Jeux olympiques (JO) ont brusquement interrompu cette montée en puissance. *« Là, on a pris une baffe, et assez sévère*, rembobinait Jérôme Daret mi-juillet. *On avait de l'ambition, mais le rugby à VII vous rattrape toujours. C'est quelque chose de fulgurant, dans un sens ou dans l'autre. »* Non qualifiés, les Français ont vu à la télévision leurs homologues féminines grimper la deuxième marche du podium nippon.

Une déception sur laquelle s'est appuyé le sélectionneur tricolore pour relancer son groupe, en vue d'une nouvelle échéance olympique, à la maison. Adepte d'une méthode n'hésitant pas à surprendre ses joueurs – telle cette séquence de cohésion collective lors de la préparation, consistant à, littéralement, jeter à l'eau ses joueurs au large des Landes, avec une planche pour quatre et pour mission de regagner la côte –, le technicien a également profité de la structuration du VII en France.

Moisson de pépites

« L'avenir du XV passera par le VII, c'est une discipline utilisée par toutes les grandes nations pour le développement des joueurs, prédisait l'ancien international (à VII et à XV) Julien Candelon à *Midi olympique* en 2017. *On a souvent opposé les deux en France, ou même dénigré le VII. Mais il faut que les mentalités changent. »* Progressivement, joueurs et clubs se sont montrés moins réticents à l'idée qu'un rugbyman accompli puisse varier les plaisirs.

Ainsi, plusieurs champions olympiques ont cette double casquette. Et à l'image d'Aaron Grandidier Nkanang, qui a signé, en février, avec la Section paloise, le VII est vu comme un tremplin. *« J'ai envie de montrer que les joueurs à VII peuvent aussi performer à XV »*, a insisté le joueur après la finale, au moment d'évoquer son avenir.

Les progrès du VII de France ont été mis en lumière lorsque Antoine Dupont a souhaité embarquer à bord du Paris 2024 Express. *« Il y a eu un gros travail pour améliorer l'équipe* (...), *voir qu'elle était performante m'a boosté. Je savais que j'y allais avec un espoir de médaille »*, exposait la star du rugby mondial avant les Jeux. Son arrivée a permis aux Bleus de passer un cap et de remporter deux premiers tournois – en mars, à Los Angeles, et en juin, à Madrid –, avant la consécration de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

> L'ARRIVÉE D'ANTOINE DUPONT A PERMIS AUX BLEUS DE PASSER UN CAP ET DE REMPORTER DEUX PREMIERS TOURNOIS

Avec l'apport du capitaine du XV de France – qui a choisi, avec le soutien de la Fédération française de rugby et de son club, de faire l'impasse sur le Tournoi des six nations –, les Bleus ont accédé au niveau supérieur. *« On est des chercheurs d'or depuis plusieurs années, et cette année, on est parvenus à trouver un filon »*, imageait Jérôme Daret avant la compétition.

Après le sable des Fidji, ses hommes sont passés au tamis des Jeux olympiques et en sortent avec une moisson de pépites. *« C'est fou de pouvoir porter cette médaille mythique autour du cou »*, s'éberluait Antoine Dupont après la cérémonie, mordant et remordant la récompense, comme pour se persuader qu'elle était bien réelle.

Alors qu'Antoine Dupont va refermer sa « parenthèse olympique » et regagner son quotidien de quinziste, Jérôme Daret a annoncé, samedi 28 juillet, qu'il quittait son poste. *« Ce n'est que le début d'une histoire, j'espère que les jeunes auront à cœur de porter haut la France très longtemps »*, assurait Jean-Pascal Barraque après le sacre. La tâche ne sera guère aisée, mais l'héritage d'un titre olympique pourrait avoir forgé quelques secrets, que d'autres pays, un jour, chercheront à déterrer. ■

CLÉMENT MARTEL



Cindy Ngamba, à Sheffield, en Angleterre, le 7 juin. LEE SMITH/REUTERS

PORTRAIT

Les combats de la boxeuse Cindy Ngamba

ATHLÈTES EN EXIL (6/6). En situation irrégulière en Angleterre, la boxeuse, qui vise l'or en moins de 75 kg, ne peut retourner au Cameroun où l'homosexualité est considérée comme un crime

C'*est vrai, ma vie ressemble un peu celle de Rocky Balboa.»* Cindy Ngamba, 25 ans, ne partage ni la couleur de peau ni le genre du héros incarné sur grand écran par Sylvester Stallone. Pas plus d'ailleurs que son orientation sexuelle, qui lui vaut de ne pouvoir revenir dans son pays d'origine, le Cameroun. Mais, comme le personnage de fiction, c'est à coups de crochets, droites et uppercuts que la boxeuse au caractère affirmé a réussi à infléchir le cours d'un destin mal embarqué.

Cindy Ngamba est la première athlète de l'équipe des réfugiés à s'être qualifiée directement pour les Jeux, sans recevoir d'invitation du Comité international olympique (CIO); une première depuis la création du dispositif, en 2015. Le 31 juillet, elle montera sur le ring pour combattre dans la catégorie des moins de 75 kilos. *«On ne m'a rien donné, j'ai mérité d'être là»*, insiste-t-elle.

L'intéressée n'a pas toujours été ce monstre de volonté, qui avance inlassablement sur ses adversaires jusqu'au point de rupture. *«Avant de commencer la boxe, je pesais 110 kilos*, glisse-t-elle dans un mélange hasardeux d'anglais et de français. *Au collège, j'étais la grosse fille dont on se moquait. A force, je ne voulais plus sortir de chez moi. J'ai commencé le sport pour perdre du poids.»*

Cindy Ngamba vit depuis quinze ans à Bolton, au nord de Manchester (Royaume-Uni), mais elle n'a toujours pas de papiers britanniques. Elle est née à Douala, au Cameroun donc, en 1998. De son enfance africaine, elle ne garde que de bons souvenirs. *«J'étais un vrai garçon manqué, toujours fourrée derrière mon frère Kennet, qui a un an de plus*, se remémore-t-elle. *On vivait dehors. On jouait avec n'importe quoi: des élastiques, des morceaux de ferraille, des cailloux… On faisait du vélo, on grimpait aux arbres, on allait nager, on attrapait des poissons qu'on cuisinait et qu'on mangeait dans la rue.»*

Déracinement violent

Une enfance heureuse qui prend fin brutalement en 2009. La gamine n'a que 11 ans lorsque sa mère, Gisette, qui n'arrive plus à joindre les deux bouts, l'envoie vivre avec son frère à Bolton, où leur père, Jérôme, s'est installé quelques années plus tôt. Pour l'adolescente, le déracinement est violent. *«J'ai perdu mes repères*, poursuit-elle. *Il faisait froid, maman me manquait terriblement* [elle ne la reverra pas pendant neuf ans], *je ne parlais pas la langue, j'ai voulu mourir.»* Débute alors un long calvaire, à naviguer entre idées noires, crises de boulimie et harcèlement scolaire.

Heureusement, il y a Kennet, son inséparable frère, presque un jumeau. *«Un jour, je lui ai dit qu'elle ne pouvait pas continuer comme ça, à rester prostrée à la maison sans voir personne*, raconte d'une voix posée l'étudiant en dernière année de comptabilité. *Nous avons commencé par marcher chaque matin avant l'école, puis à courir sur des distances de plus en plus longues.»* Puis Kennet inscrit d'autorité sa sœur dans un club de sport du quartier, où elle pratique plusieurs disciplines, en particulier le football.

A l'école, l'éducation physique devient sa matière préférée. M^me^ Park et M^me^ Schofield, ses professeures d'EPS, se prennent d'affection pour elle. *«J'ai toujours été sportive, mais elles m'ont poussée à m'améliorer*, retrace Cindy Ngamba. *Elles ont été comme des mères pour moi. Grâce à elles, il y avait enfin un domaine dans lequel je pouvais m'épanouir. J'ai pratiqué toutes les disciplines que je pouvais: netball, base-ball, cricket, football… et j'ai même été choisie comme l'élève chargée des sports!»*

Au club, où elle se rend chaque soir après l'école, elle remarque une bande de garçons tout en muscles qui sortent d'une pièce située au fond du gymnase. Quand elle pénètre dans la salle, les regards se tournent vers elle. *«Aucune fille n'avait jamais fait de boxe à Bolton*, explique-t-elle. *Mais cette atmosphère de sauna, cette odeur de sueur, le bruit des gars qui frappaient sur des sacs, j'ai tout de suite accroché!»*

Au début, Dave Langhorn, l'entraîneur, bat froid cette adolescente obèse de 15 ans, qui prétend s'essayer au noble art. *«Je lui ai dit que je n'avais rien pour elle, qu'elle ferait mieux de rentrer à la maison*, raconte l'ancien boxeur de 80 ans, au visage cabossé et au nez en patate. *Comme elle a insisté, je lui ai fait faire de la corde à sauter pendant quatre-vingt-dix minutes.»*

Il en faut plus pour se débarrasser de l'entêtée, qui revient le lendemain, et les jours suivants. *«A l'époque, j'aurais pu lui demander n'importe quoi, elle l'aurait fait*, poursuit l'ancien coach. *C'est une fille sérieuse, attentive, disciplinée: pas de tabac, jamais d'alcool, au lit de bonne heure… Surtout, c'est quelqu'un qui travaille dur. Il nous est arrivé de nous disputer, mais il y a beaucoup de respect entre nous.»*

Au bout de deux ans, Cindy Ngamba a perdu une vingtaine de kilos et Dave Langhorn l'autorise enfin à passer les gants. Descendue à 86 kilos, elle commence à s'entraîner avec les garçons. *«Les gars m'ont vite fait me sentir à l'aise. La salle de boxe est devenue ma deuxième maison»*, glisse la jeune femme. A 19 ans, elle remporte son premier combat en amateur. Grâce au sport, Cindy Ngamba a repris le contrôle de son poids et de sa vie, mais elle n'en a pas pour autant fini avec les ennuis.

Triple championne du monde

N'ayant pas de papiers d'identité britanniques, elle doit se rendre chaque samedi dans un bureau à Manchester pour signer une feuille de présence. Un jour, sans explications, on lui passe les menottes. *«Je me suis retrouvée à l'arrière d'un fourgon, en pleurs, sans savoir où on m'emmenait.»* Elle passe quarante-huit heures dans un centre de rétention à Londres, terrifiée à l'idée d'être expulsée.

«C'était comme une prison, décrit-elle. *Certaines personnes attendaient là depuis des années. Comme mon père possède la nationalité britannique et que je suis anglophone, j'ai fini par être relâchée. Mais je repense à ce moment et je remercie Dieu tous les jours, parce qu'il y a des gens là-bas qui n'ont pas eu la même chance que moi.»* Les mois suivants sont difficiles pour la jeune femme et son frère, qui vivent dans la peur permanente d'une nouvelle arrestation.

Après cet épisode, ils prennent aussi leurs distances avec leur père. Car celui-ci n'a entrepris aucune démarche pour légaliser leur situation, malgré les virements envoyés depuis des années par leur mère pour payer les frais d'avocat. *«Jérôme a pris l'argent pour lui et n'a rien fait pour eux»*, résume, sans animosité, Gisette, qui vit aujourd'hui en région parisienne.

> **«J'AI PERDU MES REPÈRES [À BOLTON], IL FAISAIT FROID, MAMAN ME MANQUAIT TERRIBLEMENT»**
> CINDY NGAMBA
> boxeuse

Malgré ces tiraillements, Cindy Ngamba ne se décourage pas. Trois ans après ses débuts, elle devient championne du Royaume-Uni des moins de 81 kilos. Elle change ensuite de catégorie pour trouver de nouvelles adversaires à sa mesure. En 2022, elle remporte une nouvelle ceinture nationale, cette fois en moins de 75 kilos, puis, quelques mois plus tard, en moins de 70 kilos.

Soutenue par la fédération britannique de boxe, elle est pressentie pour représenter la Grande-Bretagne dans des compétitions internationales. Sa situation administrative n'ayant pas été régularisée, elle doit y renoncer. *«C'était douloureux, car j'ai grandi dans ce pays et je me sens anglaise»*, dit-elle, qui a passé un diplôme de criminologie à l'université de Bolton *«pour devenir enquêtrice ou pompier»*.

Amanda Coulson, entraîneuse principale des boxeuses anglaises, lui suggère alors de contacter l'équipe des réfugiés mise en place par le CIO. Le 2 mai, elle apprend sa sélection pour les Jeux de Paris. Dans la foulée, la marque Nike en fait l'une de ses égéries. Si Cindy Ngamba a obtenu, dès 2020, le statut de réfugiée, c'est parce qu'elle est de nationalité camerounaise… et lesbienne, ce qui est considéré comme un crime dans son pays d'origine. Lorsqu'elle a fait son coming out, à 18 ans, *«la famille a été surprise»*, relate Kennet. *«Mais je lui ai dit: "Ne t'inquiète pas, on t'aime comme tu es, ça ne change rien pour moi"»*, ajoute-t-il.

Pour Gisette, la pilule a mis plus de temps à passer. *«Je n'ai pas apprécié*, dit-elle avec douceur. *En Afrique, l'homosexualité reste très mal perçue. On risque la prison, et même d'être lynché. On devient la risée des mâles. Un enfant homosexuel est considéré comme un enfant raté. Il vaut mieux que Cindy ne revienne pas au Cameroun. Peut-être plus tard, un jour, si c'est légalisé…»*

Combattre pour la cause LGBT+

Brenda Biya, la fille du président camerounais, installée en Suisse, a beau avoir fait récemment son coming out, les choses évoluent lentement dans ce pays. Le code pénal y prévoit jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 200 000 francs CFA (305 euros) d'amende pour punir *«toute personne ayant des rapports sexuels avec une personne du même sexe»*. Selon le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, *«les forces de l'ordre s'y rendent coupables d'arrestations arbitraires, d'actes de harcèlement, d'extorsion et de chantage à l'encontre des personnes en raison de leur orientation sexuelle»*. Pour Cindy Ngamba, le rendez-vous parisien sera aussi l'occasion de combattre pour la cause LGBT+. Pour la première fois, elle montera sur un ring devant les siens, dont sa mère, qui a toujours refusé de la voir recevoir des coups, et son frère, qui lui a payé ses premières chaussures de boxe dix ans plus tôt. Au JO de Paris, la championne pourrait retrouver sur sa route l'Irlandaise Aoife O'Rourke, la seule boxeuse à l'avoir battue, en 2023.

La jeune femme a coché une date sur son agenda: le samedi 10 août. La dernière finale du tournoi de boxe, celle de sa catégorie de poids, est programmée à 21h30 au stade Roland-Garros. *«Je vise l'or*, annonce-t-elle. *J'ai surmonté tellement d'épreuves dans ma vie… Ça m'a rendue plus forte mentalement. Alors, quand je suis sur le ring, même s'il ne reste que quelques secondes, je ne baisse pas les bras. Quoi qu'il arrive maintenant, je sais que le pire est derrière moi.»* ■

JÉRÔME PORIER

FIN

À NOUS DEUX, PARIS !

775 670 417 R.C.S. Paris.

LVMH ET LOUIS VUITTON SONT FIERS D'ACCOMPAGNER ENZO LEFORT
POUR FAIRE BRILLER LA VILLE LUMIÈRE.



LVMH | LOUIS VUITTON

ARTISAN DE TOUTES LES VICTOIRES

